

PRÉSENT ET SOLIDE.

Plus que jamais.



iA Société financière inc.

Rapport de gestion 2021

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021

16 février 2022



Mise en garde

Constitution juridique et renseignements généraux

iA Société financière inc. (« iA Société financière » ou « la société ») est une société à capital-actions constituée le 20 février 2018 sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*. Au moment de sa constitution, elle était une filiale à part entière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA Assurance ») et n'avait pas d'activités commerciales. Le 1^{er} janvier 2019, le plan d'arrangement antérieurement approuvé par les actionnaires de iA Assurance et entériné par le tribunal, a été complété et mis en place. Par conséquent, le 1^{er} janvier 2019, un certificat d'arrangement a été émis par le Registraire des entreprises et iA Société financière est devenue la société mère du groupe iA détenant la totalité des actions ordinaires de iA Assurance. Jusqu'au 31 décembre 2018, iA Assurance était la société mère du groupe iA. Au terme de l'arrangement, les actions privilégiées et les débetures de iA Assurance émises et en circulation demeurent émises par cette dernière et ont été garanties par iA Société financière, conformément aux modalités de l'arrangement.

iA Société financière est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment de iA Assurance. Les valeurs comparatives antérieures à 2019 présentées dans ce rapport de gestion sont donc les mêmes que celles de iA Assurance.

iA Société financière n'est pas régie par la *Loi sur les assureurs (Québec)*. Toutefois, iA Société financière maintiendra la capacité à fournir, si elle estime nécessaire, du capital à iA Assurance afin que celle-ci respecte les exigences de la *Loi sur les assureurs (Québec)* en matière de suffisance du capital. Aux termes d'un engagement, iA Société financière publiera trimestriellement la position de son capital. Une copie de l'engagement (auquel l'Autorité des marchés financiers est intervenante) a été déposée sous les profils SEDAR de iA Société financière et de iA Assurance à l'adresse sedar.com.

iA Société financière est régie par la *Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur le Vie (Québec)* (la « Loi privée 1999 »), telle qu'amendée par la *Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur le Vie (Québec)* (la « Loi privée 2018 », collectivement avec la Loi privée 1999, la « Loi privée »). La Loi privée 1999 a été sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec le 26 novembre 1999 et son amendement, la Loi privée 2018, a été sanctionnée le 15 juin 2018. La Loi privée interdit à toute personne et à celles qui lui sont liées d'acquérir, directement ou indirectement, des actions avec droit de vote de iA Société financière s'il en résulte que cette personne et celles qui lui sont liées détiennent 10 % ou plus des droits de vote rattachés à ces actions. La Loi privée prévoit en outre que, dans le cas où une acquisition est effectuée contrairement à ce qui précède, chacune des personnes au bénéfice de qui les actions sont acquises ne peut exercer les droits de vote rattachés à la totalité de ses actions tant que cette contravention subsiste. De plus, en vertu de la Loi privée, iA Société financière doit détenir directement, ou indirectement 100 % des actions ordinaires de iA Assurance.

Sauf indication contraire, tous les renseignements présentés dans ce rapport sont établis au 31 décembre 2021 ou pour l'exercice terminé à cette date.

Sauf indication contraire, tous les montants qui paraissent dans ce rapport sont libellés en dollars canadiens. Les renseignements financiers sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles s'appliquent aux sociétés d'assurance vie au Canada, et aux exigences comptables prescrites par les autorités réglementaires.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et **l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

Ce rapport est publié en date du 16 février 2022.

Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières

iA Société financière et iA Assurance publient leurs résultats et leurs états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Toutefois, elles publient également certaines mesures ou certains ratios financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS (« non conformes aux IFRS »). Une mesure est considérée comme non conforme aux IFRS aux fins de la législation canadienne sur les valeurs mobilières lorsqu'elle est présentée autrement que selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) utilisés pour les états financiers audités de la société. Cette dernière emploie des mesures non conformes aux IFRS lorsqu'elle évalue ses résultats et mesure sa performance. La société est d'avis que les mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux IFRS utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière déterminées conformément aux IFRS. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont souvent accompagnées des mesures financières conformes aux IFRS et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. Pour certaines mesures financières non conformes aux IFRS, il n'existe toutefois aucune mesure directement comparable selon les IFRS.

Le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-112 ») établit les exigences de communication applicables, respectivement, à chacune des catégories suivantes de mesures non conformes aux IFRS utilisées par iA Société financière :

- *Mesures financières non conformes aux IFRS*, qui représentent la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus et, en ce qui concerne leur composition, excluent un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans les états financiers de base de la société ou comprennent un montant qui en est exclu;
- *Ratios non conformes aux IFRS*, exprimés sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, dont au moins l'une des composantes est une mesure financière non conforme aux IFRS, et qui ne sont pas présentés dans les états financiers de l'entité;
- *Mesures financières supplémentaires*, communiquées périodiquement en vue de représenter la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus et qui ne sont pas présentés dans les états financiers de la société;
- *Mesures de gestion du capital*, qui sont des mesures financières visant à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que la société a adoptés pour gérer son capital;
- *Mesures sectorielles*, qui combinent les mesures financières pour au moins deux secteurs à présenter de la société, et qui ne sont pas présentées dans les états financiers de celle-ci.

Les mesures financières non conformes aux IFRS, les ratios non conformes aux IFRS et les mesures financières supplémentaires utilisées par la société sont décrits ci-après. Des renseignements supplémentaires sont fournis, de même qu'une description de la concordance avec la mesure IFRS la plus proche, le cas échéant.

Les mesures non conformes aux IFRS publiées par iA Société financière sont :

- Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (*ROE*) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Un ratio, exprimé sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le revenu net consolidé disponible aux actionnaires ordinaires par la moyenne des capitaux propres attribuables à ces actionnaires pour la période;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure générale de l'efficacité de la société dans l'utilisation des capitaux propres.
- Bénéfice tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l'information historique;
 - *Définition* : Exclut du bénéfice (pertes) divulgué l'impact des éléments suivants, qui créent de la volatilité dans les résultats de la société en vertu des IFRS ou qui ne sont pas représentatifs de sa performance opérationnelle sous-jacente :
 - a. les impacts des marchés qui diffèrent des meilleures estimations faites par la direction, y compris l'incidence des rendements générés par les marchés financiers et les changements dans les taux d'intérêt liés (i) aux frais de gestion perçus relativement à l'actif sous gestion ou sous administration (RFG), (ii) aux polices d'assurance vie universelle, (iii) au niveau d'actifs appariant les engagements à long terme, et (iv) au programme de gestion dynamique des risques rattachés aux garanties des fonds distincts;
 - b. les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction;
 - c. les gains et pertes sur des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration;
 - d. l'amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions;
 - e. la charge de retraite non liée aux activités de base, qui représente la différence entre le rendement des actifs (revenus d'intérêts sur les actifs du régime) calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS; et
 - f. des éléments particuliers que la direction juge non représentatifs de la performance de la société, notamment (i) des provisions ou règlements de dossiers judiciaires importants, (ii) des gains et des pertes d'impôts inhabituels sur le revenu, (iii) des charges significatives pour dépréciation liées au goodwill et à des immobilisations incorporelles, et (iv) d'autres gains et pertes inhabituels particuliers;
 - *Remarque* : Cette définition du bénéfice tiré des activités de base est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021. Les résultats tirés des activités de base pour les périodes qui précèdent le 1^{er} janvier 2021 qui sont présentés aux fins de comparaison ont aussi été calculés à partir de cette définition;
 - *Raison d'être* : Utilisé pour mieux comprendre la capacité de la société à générer des bénéfices renouvelables;
 - *Rapprochement* : Le « résultat net attribué aux actionnaires ordinaires » est la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la société en lien avec la mesure, et un rapprochement avec cette mesure est effectué dans le présent document.
- Bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilués;
 - *Raison d'être* : Utilisé pour mieux comprendre la capacité de la société à générer des bénéfices renouvelables, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la société;
 - *Rapprochement* : Le « résultat par action ordinaire (BPA) » est la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la société en lien avec la mesure, et un rapprochement avec cette mesure est présenté dans le présent document.
- Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (*ROE*) tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Un ratio, exprimé sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base consolidé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure générale de l'efficacité de la société dans l'utilisation des capitaux propres, fondée sur le bénéfice tiré des activités de base, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation du rendement financier de la société;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.

- Composantes de la provenance du bénéfice, divulgué et tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Présente les sources de bénéfices en conformité avec la ligne directrice émise par le Bureau du surintendant des institutions financières et établie en collaboration avec l'Institut canadien des actuaires à partir des composantes suivantes :
 - a. Le bénéfice d'exploitation, soit la somme des composantes suivantes de l'analyse de provenance du bénéfice : bénéfice anticipé sur l'en-vigueur, gains et pertes d'expérience, effet des nouvelles ventes, changements d'hypothèses et mesures prises par la direction;
 - b. Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur, qui représente la fraction du revenu net consolidé découlant des polices en vigueur au début de la période de déclaration qui devait être réalisée en fonction de la concrétisation des meilleures estimations;
 - c. Les gains et pertes d'expérience, qui représentent l'écart entre le revenu réel et le revenu qui aurait été déclaré si toutes les hypothèses faites au début de la période de déclaration s'étaient concrétisées;
 - d. L'effet des nouvelles ventes, ou *drain*, qui représente l'effet au point de vente sur le revenu net découlant de la souscription de nouvelles polices au cours de la période. Le bénéfice anticipé réalisé dans les années suivant l'émission d'un contrat devrait couvrir la charge liée à son émission;
 - e. Les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction, soit l'effet sur le revenu net avant impôts résultant des changements dans les méthodes et les hypothèses actuarielles ou d'autres mesures prises par la direction. Des changements d'hypothèses peuvent survenir lorsque la société s'assure de la suffisance de ses provisions compte tenu des contextes économiques et financiers existants, ou découler de ses propres résultats en matière notamment de mortalité, de morbidité, d'abandons et de coûts unitaires, entre autres facteurs. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la société, y compris, sans s'y limiter, de changements dans la méthodologie, de l'amélioration des modèles et des effets d'acquisitions, de fusions et de dessaisissements;
 - f. Le revenu sur le capital, qui correspond au revenu tiré des placements dans lesquels le capital de la société est investi, moins toutes les dépenses engagées pour générer ce revenu. La société considère aussi dans le revenu sur le capital les frais de financement provenant des débetures, l'amortissement des actifs intangibles en lien avec des acquisitions et les résultats de la filiale iA Auto et habitation (iAAH);
 - g. Les impôts sur le revenu, qui représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et qui comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs sur la vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants. Ces impôts sont considérés comme une dépense aux fins de calcul du bénéfice d'exploitation;
 - *Raison d'être* : Fournissent des indicateurs supplémentaires pour évaluer la performance financière de la société et un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux comprendre d'où provient la création de valeur pour les actionnaires.
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable pour les composantes de la provenance du bénéfice dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.
- Mesure des prêts automobiles – Prêts émis :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Nouveaux prêts automobiles consentis au cours d'une période;
 - *Raison d'être* : Utilisée pour évaluer la capacité de la société à générer de nouvelles ventes dans le secteur des prêts automobiles;
 - *Rapprochement* : Il s'agit d'un élément de la mesure conforme aux IFRS « activités opérationnelles ayant un effet sur la trésorerie : achats liés aux placements » présentée dans les états financiers de la société.
- Mesure des prêts automobiles – Sommes à recevoir :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l'information historique;
 - *Définition* : Comprend les prêts automobiles, les intérêts courus et les frais;
 - *Raison d'être* : Utilisée pour évaluer les montants totaux à recevoir par la société dans le secteur des prêts automobiles;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.
- Mesure des prêts automobiles – Taux de perte sur prêts autos moyen :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Représente les pertes sur prêts totales divisées par la moyenne des sommes à recevoir pour la même période;
 - *Raison d'être* : Utilisée pour évaluer le rendement moyen de la société en matière de crédit dans le secteur des prêts automobiles;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.
- Ratio de distribution du dividende :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Le pourcentage du revenu net attribué aux actionnaires ordinaires – sur la base du bénéfice divulgué – qui leur est distribué sous la forme de dividendes durant la période;
 - *Raison d'être* : Indique le pourcentage des revenus divulgués de la société que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes;
 - *Rapprochement* : Le ratio de distribution du dividende est le ratio du dividende versé par action ordinaire au cours de la période (une mesure conforme aux IFRS) divisé par le bénéfice divulgué par action ordinaire au cours de cette même période.
- Ratio de distribution du dividende, activités de base
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Le pourcentage du revenu net attribué aux actionnaires ordinaires – sur la base du bénéfice tiré des activités de base – qui leur est distribué sous la forme de dividendes durant la période;
 - *Raison d'être* : Indique le pourcentage des revenus tirés des activités de base de la société que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes;
 - *Rapprochement* : Le ratio de distribution du dividende, activités de base est le ratio du dividende versé par action ordinaire au cours de la période (une mesure conforme aux IFRS) divisé par le bénéfice tiré des activités de base par action ordinaire au cours de cette même période.
- Génération organique de capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Capital excédentaire généré dans le cours normal des activités, une fois exclue l'incidence de l'environnement macroéconomique, le capital excédentaire correspondant au capital dépassant le ratio cible, calculé conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes (ESCAP)*;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la société à générer du capital excédentaire dans le cours normal de ses activités.

- Capacité de déploiement de capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Capital que la société peut déployer pour une transaction, compte tenu de toutes les limites et contraintes de la ligne directrice réglementaire sur le capital et des cibles de la société, les paramètres de la transaction étant présumés représenter le pire scénario;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la société à déployer du capital pour des transactions.
- Ratio de distribution total (12 derniers mois) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : La somme des dividendes versés par action ordinaire et des actions ordinaires rachetées (rachats) au cours des douze derniers mois, divisée par le revenu net disponible aux actionnaires ordinaires au cours des douze derniers mois;
 - *Raison d'être* : Indique le pourcentage des revenus divulgués de la société qu'ont reçu les actionnaires sous la forme de dividendes, sur une période de douze mois.
- Mesures de la sensibilité :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : L'effet des variations macroéconomiques, comme les variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers, sur d'autres mesures employées par la société, comme le revenu net ou le ratio de solvabilité;
 - *Raison d'être* : Utilisées pour évaluer l'exposition au risque de variations macroéconomiques de la société.
- Mesure du levier financier – Débentures/capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Calculée en divisant les débentures totales par la somme des débentures totales et des capitaux propres des actionnaires;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure du levier financier de la société.
- Mesure de levier financier – Débentures + actions privilégiées émises par une filiale/capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Calculée en divisant les débentures totales et les actions privilégiées émises par une filiale par la somme des débentures totales et des capitaux propres des actionnaires;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure du levier financier de la société.
- Mesure de levier financier – Ratio de couverture :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Calculée en divisant le bénéfice des douze derniers mois (avant intérêts et impôts) par la somme des intérêts, des actions privilégiées émises par une filiale et des dividendes sur actions privilégiées ainsi que des primes versées au rachat d'actions privilégiées émises par une filiale (le cas échéant);
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la société à répondre aux besoins de liquidités associés à ses obligations lorsque ces dernières arrivent à échéance;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.
- Capitalisation :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : La somme des capitaux propres, des débentures ainsi que des comptes des contrats avec participation de la société;
 - *Raison d'être* : Fournit un indicateur supplémentaire pour évaluer la performance financière de la société;
 - *Rapprochement* : Cette mesure est la somme de plusieurs mesures conformes aux IFRS.
- Ratio de solvabilité :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes (ESCAP)* révisée en janvier 2021 par l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), cette mesure financière est exemptée de certaines exigences du *Règlement 52-112*;
 - *Définition* : Calculé en divisant la somme des capitaux disponibles, l'attribution de l'avoir et les dépôts admissibles par le coussin de solvabilité global;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la solvabilité de la société et permet aux autorités réglementaires de déterminer si une compagnie d'assurance dispose de capitaux suffisants par rapport au minimum établi par l'organisme de réglementation de la société.
- Actif sous administration (ASA) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : L'ASA représente tous les actifs par rapport auxquels la société n'agit qu'à titre d'intermédiaire entre un client et un gestionnaire de fonds externe;
 - *Raison d'être* : Utilisé pour évaluer la capacité de la société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.
- Actif sous gestion (ASG) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l'information historique;
 - *Définition* : Tous les actifs par rapport auxquels la société établit un contrat avec un client et prend des décisions d'investissement pour les sommes déposées dans le cadre de ce contrat;
 - *Raison d'être* : Utilisé pour évaluer la capacité de la société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration;
 - *Rapprochement* : L'« actif total du fonds général » et l'« actif net des fonds distincts » présentés dans les états financiers de la société sont des mesures conformes au IFRS et des composantes du calcul de l'ASG. Un rapprochement est effectué dans le présent document.

- Dépôts des fonds communs de la Gestion de patrimoine individuel, dépôts de l'Épargne et retraite collectives, équivalents de primes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines et régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA), contrats d'investissement et équivalents de primes et dépôts des Régimes d'employés de l'Assurance collective :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définitions* :
 - a. On désigne par *dépôts* les montants reçus de clients aux termes d'un contrat d'investissement. Les dépôts ne figurent pas dans les états des résultats de la société;
 - b. Les *équivalents de primes* sont des montants liés à des contrats de services ou services dans le cadre desquels la société est essentiellement administratrice, mais pourrait devenir assureuse si un événement précis venait à se produire. Ces montants ne sont pas inclus dans les « primes nettes »;
 - *Raison d'être* : Les primes, les équivalents de primes et les dépôts sont l'une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.

- Primes minimales et excédentaires liées aux ventes de l'Assurance individuelle, ventes brutes et nettes de fonds communs de placement de la Gestion de patrimoine individuel, ventes des Régimes d'employés de l'Assurance collective, ventes de l'Assurance individuelle des Affaires américaines, ventes des Marchés spéciaux de l'Assurance collective, ventes d'assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires de l'Assurance collective, ventes de contrats d'accumulation et de rentes assurées de l'Épargne et retraite collectives, ventes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines et ventes en assurance de dommages :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* :
 - a. Les primes minimales et excédentaires liées aux ventes de l'Assurance individuelle sont définies comme les primes annualisées de première année. Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés comprennent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur et sont diminuées des primes cédées en réassurance;
 - b. Les ventes brutes de fonds communs de placement de la Gestion de patrimoine individuel sont définies comme les dépôts et comprennent les ventes sur le marché primaire de fonds négociés en bourse;
 - c. Les ventes nettes de fonds communs de placement de la Gestion de patrimoine individuel correspondent aux entrées nettes de fonds et sont définies comme les ventes brutes de fonds communs de placement de la Gestion de patrimoine individuel, moins les retraits et transferts;
 - d. Les ventes des Régimes d'employés de l'Assurance collective sont définies comme les primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (régimes d'avantages sociaux non assurés);
 - e. Les ventes de l'Assurance individuelle des Affaires américaines sont définies comme les primes annualisées de première année;
 - f. Les ventes des Marchés spéciaux de l'Assurance collective sont définies comme les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur;
 - g. Les ventes d'assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires de l'Assurance collective sont définies comme les primes directes souscrites (avant réassurance);
 - h. Les ventes de contrats d'accumulation et de rentes assurées de l'Épargne et retraite collectives comprennent les primes brutes (avant réassurance) et les équivalents de primes, ou dépôts;
 - i. Les ventes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines sont définies comme les primes directes souscrites (avant réassurance) et les équivalents de primes;
 - j. Les ventes en assurance de dommages sont définies comme les primes directes souscrites;
 - *Raison d'être* : Utilisées pour évaluer la capacité de la société à générer de nouvelles ventes, en plus de constituer un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux évaluer le potentiel de croissance de la société;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.

- Ventes en assurance crédit des Services aux concessionnaires de l'Assurance collective :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l'information historique;
 - *Définition* : Primes avant réassurance et annulations;
 - *Raison d'être* : Utilisées pour évaluer la capacité de la société à générer de nouvelles ventes, en plus de constituer un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux évaluer le potentiel de croissance de la société dans la division des Services aux concessionnaires du secteur de l'Assurance collective;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la société en lien avec la mesure.

Énoncés prospectifs

- Le présent document peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de iA Groupe financier ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « prévoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif », « but », « indications » et « prévisions » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, dans le présent document, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections à l'égard d'événements futurs et ils pourraient changer, particulièrement en raison de la pandémie de la COVID-19 qui sévit actuellement et qui évolue ainsi que de son incidence sur l'économie mondiale et de ses répercussions incertaines sur nos activités.
- Bien que iA Groupe financier estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. De plus, les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement.
 - Les facteurs et les risques importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment les risques d'assurance, de marché, de crédit et de liquidité, ainsi que les risques stratégique et opérationnel, tels que : la conjoncture commerciale et économique; la concurrence et le regroupement des sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales et les changements apportés aux lignes directrices en matière de capital et de liquidités; les risques associés à l'environnement politique et social, les risques liés aux changements climatiques, notamment la transition vers une économie en faibles émissions de carbone et la capacité de iA Groupe financier à satisfaire aux attentes des parties prenantes face aux enjeux environnementaux et sociaux; le risque lié aux données et le cyber-risque, les risques liés aux ressources humaines, les risques liés à la stratégie de couverture; les liquidités de iA Groupe financier, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers en place aux dates d'échéance prévues lorsqu'il le faut; l'exactitude de l'information reçue de cocontractants et la capacité des cocontractants à respecter leurs engagements; l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de conflits internationaux, de pandémies (comme la présente pandémie de la COVID-19) et d'actes terroristes.
 - Les hypothèses et facteurs importants utilisés dans la préparation des perspectives financières comprennent, sans s'y limiter : l'exactitude des conventions comptables et des hypothèses actuarielles et économiques les plus probables utilisées par iA Groupe financier, soit le taux de mortalité, le taux de morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices; une croissance continue des affaires; des changements dans l'environnement, les risques et les conditions économiques, de concurrence, d'assurance, juridique ou réglementaire; et les récents rendements et résultats de la société, comme il en est question ailleurs dans le présent document.
- Impacts potentiels de la pandémie de la COVID-19 – Depuis le mois de mars 2020, la pandémie de la COVID-19 a des effets importants et sans précédent sur la société et l'économie. L'incidence globale qu'aura la pandémie de la COVID-19 demeure incertaine et dépendra de plusieurs facteurs, dont la progression du virus, l'émergence de nouveaux variants, la durée de la pandémie, les traitements et thérapies potentiels, la disponibilité des vaccins, l'efficacité des mesures gouvernementales déployées pour ralentir la contagion et leur incidence sur l'économie. Il n'est donc présentement pas possible d'estimer avec exactitude la totalité des effets qu'aura la pandémie de la COVID-19, mais ses effets sur les affaires et les résultats financiers de la société pourraient être significatifs. En dépit des impacts négatifs à court terme de la pandémie de la COVID-19 sur ses résultats, iA Groupe financier demeure très solide financièrement. De plus, le protocole de continuité des affaires de la société continue d'être observé, de manière à assurer aux clients une qualité de service similaire ou supérieure à celle qui prévalait avant la pandémie et à permettre aux employés et aux conseillers de poursuivre toutes leurs activités en toute sécurité.
- Des renseignements supplémentaires sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion* de l'année 2021 et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, ainsi que dans les autres documents que iA Groupe financier a déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui peuvent être consultés à l'adresse sedar.com.
- Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de iA Groupe financier en date de sa publication. iA Groupe financier ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieures à la date du présent document ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR, à l'adresse sedar.com, de même que dans la notice annuelle de iA Société financière et dans celle de iA Assurance, que l'on peut trouver sur le site de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR.

Rapport de gestion 2021

8 Faits saillants

12 Pandémie de la COVID-19

13 Analyse par unités d'exploitation

- 14 Assurance individuelle
- 16 Gestion de patrimoine individuel
- 18 Assurance collective – Régimes d'employés
- 19 Assurance collective – Services aux concessionnaires
- 20 Assurance collective – Marchés spéciaux
- 21 Épargne et retraite collectives
- 23 Affaires américaines – Assurance individuelle
- 24 Affaires américaines – Services aux concessionnaires
- 25 Assurance auto et habitation

26 Rentabilité

- 26 Analyse selon la provenance du bénéfice[□]
- 28 Résultats selon les activités de base[□]
- 29 Analyse selon les résultats financiers

32 Situation financière

- 32 Capitalisation[□] et solvabilité[□]
- 33 Capitaux propres et financement
- 36 Contrôles et procédures
- 36 Autres éléments

38 Placements

- 39 Fonds général
- 44 Fonds de placement (fonds distincts et fonds communs de placement)

45 Gestion des risques

- 45 Principes et responsabilités en matière de gestion des risques
- 46 Cadre de gestion intégrée des risques

[□] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Faits saillants

La société a connu une très bonne année en 2021, démontrant encore une fois la solidité et la force de son modèle opérationnel. Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires s'est chiffré cette année à 830 millions de dollars, comparativement à 611 \$ millions de dollars en 2020. Le résultat par action ordinaire (BPA) et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)¹ ont également dépassé de beaucoup les résultats de 2020. De plus, tant le BPA tiré des activités de base² que le ROE² tiré de ces mêmes activités pour 2021 ont été supérieurs à l'indication donnée aux marchés en début d'année.

En 2021, la croissance des affaires a poursuivi sur la solide lancée de 2020, rapprochant encore la société de son ambition, soit d'être une institution financière nord-américaine qui exerce des activités dans des secteurs stratégiquement importants où nous pouvons être le leader dans les marchés de masse et intermédiaires. La diversité des activités de la société a engendré des synergies et des complémentarités qui ont mené à des ventes records dans plusieurs secteurs. Ce franc succès s'appuie en outre sur l'ampleur et la diversité des réseaux de distribution, sur la gamme étendue et la pertinence des produits offerts et sur l'efficacité des outils technologiques mis à la disposition des représentants, des clients et des employés.

À la fin de 2021, la justesse des provisions actuarielles de la société s'est trouvée confirmée, l'ajustement des hypothèses actuarielles ayant eu un impact net légèrement positif sur le revenu net de celle-ci.

Tout au long de l'année, la société a conservé un solide ratio de solvabilité³, supérieur à la cible qu'elle s'était fixée. La génération organique de capital³ a également été très forte et supérieure à l'indication. Le portefeuille de placements est demeuré de la plus haute qualité, et les cotes de crédit ont été haussées par DBRS Morningstar et réaffirmées par Standard & Poor's et A.M. Best.

Enfin, la création de valeur en 2021 s'est reflétée dans une croissance de 12 % de la valeur comptable par action et dans l'augmentation de 29 % du dividende trimestriel par action ordinaire. La société a aussi établi un programme de rachat d'actions en décembre 2021.

La société a dégagé un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 830 millions de dollars en 2021, ce qui représente une augmentation de 36 % par rapport à 2020. Le résultat par action ordinaire (BPA), à 7,70 \$, est supérieur de 35 % au résultat de 2020, et le BPA tiré des activités de base, à 8,31 \$, est en hausse de 17 %. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) et le ROE tiré des activités de base se chiffrent respectivement à 13,2 % et 14,2 % pour l'année 2021, dépassant dans les deux cas les indications fournies aux marchés en début d'année. Se référer à la section « Rentabilité » du présent rapport de gestion pour davantage d'information sur la rentabilité en 2021.

Croissance des affaires

L'actif sous gestion et sous administration a atteint un niveau record, terminant l'année à 221,2 \$ milliards de dollars, ce qui équivaut à une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente. Les primes et dépôts ont augmenté de 18 % en 2021, si on compare au résultat de 2020, pour totaliser plus de 16,6 milliards de dollars. Quant à la croissance des ventes, elle a été excellente dans la plupart des secteurs d'activité. Se reporter aux sections suivantes pour davantage d'information sur la croissance des affaires par secteurs d'activité.

Rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	830	611	36 %
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué) (en dollars)	7,70	5,70	35 %
BPA tiré des activités de base (dilué) (en dollars) ²	8,31	7,12	17%
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) ¹	13,2 %	10,6 %	
ROE tiré des activités de base ²	14,2 %	13,3 %	

Actif sous gestion et sous administration

Aux 31 décembre			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Actif sous gestion ²	111 476	101 656	10 %
Actif sous administration ²	109 687	95 830	14 %
Total	221 163	197 486	12 %

Primes et dépôts^{1,1}

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Assurance individuelle	1 758	1 625	8 %
Gestion de patrimoine individuel	8 775	6 418	37 %
Assurance collective	1 883	1 744	8 %
Épargne et retraite collectives	2 773	3 056	(9 %)
Affaires américaines	1 039	896	16 %
Assurance de dommages	395	340	16 %
Total	16 623	14 079	18 %

Ventes par secteurs d'activité²

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Assurance individuelle			
Primes minimales ²	263	202	30 %
Primes excédentaires ²	23	21	10 %
Total	286	223	28 %
Gestion de patrimoine individuel			
Fonds général	891	836	7 %
Fonds distincts	4 818	3 080	56 %
Fonds communs de placement ²	3 066	2 502	23 %
Total	8 775	6 418	37 %
Assurance collective			
Régimes d'employés ²	135	136	(1 %)
Services aux concessionnaires ^{2,3}	1 109	972	14 %
Marchés spéciaux ²	215	205	5 %
Total	1 459	1 313	11 %
Épargne et retraite collectives ²	2 798	3 083	(9 %)
Affaires américaines			
Assurance individuelle (\$ US) ²	135	127	6 %
Services aux concessionnaires (\$ US) ²	1 068	719	49 %
iA Auto et habitation ²	432	395	9 %

¹ Les primes et dépôts comprennent toutes les primes perçues par la société pour ses activités d'assurance et de rentes (et qui sont inscrites au fonds général de la société), de même que les sommes perçues relativement aux fonds distincts (qui sont aussi considérées comme des primes) et les dépôts provenant des secteurs de l'Assurance collective et de l'Épargne et retraite collectives ainsi que de fonds communs de placement.

² Se référer aux textes sur les différents secteurs d'activité pour la définition des ventes.

³ Comprend l'assurance crédit, les protections biens et risques divers et les prêts automobiles émis

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Solidité financière

La solidité financière de la société est demeurée robuste tout au long de 2021, comme en attestent les indicateurs suivants. Le capital total⁴ a augmenté de 9 % pendant l'année pour atteindre près de 8,7 milliards de dollars au 31 décembre 2021. À la même date, le ratio de solvabilité⁵ se chiffrait à 134 %, comparativement à 130 % un an plus tôt.

L'augmentation de quatre points de pourcentage pendant l'année est essentiellement attribuable à une très solide génération organique de capital⁵. Le ratio de solvabilité de la société est demeuré, tout au long de 2021, bien au-dessus de la fourchette cible de 110 à 116 %, et devrait continuer de s'inscrire dans cette fourchette ou au-dessus pendant toute l'année 2022. Le rachat des débetures de 250 millions de dollars annoncé le 20 janvier 2022 réduira, une fois complété, le ratio de solvabilité de la société d'environ trois points de pourcentage, pour un ratio pro forma de 131 % au 31 décembre 2021. Comme il l'a déjà été mentionné, la génération organique de capital a été très forte tout au long de l'année, la société ayant généré environ 450 millions de dollars en capital additionnel en 2021, dépassant largement la fourchette de 275 à 325 millions de dollars visée pour l'année. La très bonne génération organique de capital devrait se poursuivre en 2022⁴.

Le ratio de couverture⁵, qui est calculé en divisant les bénéfices des douze derniers mois (avant impôts et dépenses de financement) par les dépenses de financement, a terminé l'année 2021 à 16,1x comparativement à un résultat de 11,7x en 2020. Cette augmentation s'explique principalement par des bénéfices plus élevés, en l'absence d'activités financières, de rachat ou d'émission en 2021. Le ratio d'endettement, qui considère les débetures ainsi que les actions privilégiées, s'établissait pour sa part à 22,7 % au 31 décembre 2021, ce qui représente une baisse par rapport au ratio de 24,8 % du 31 décembre 2020, le capital total de la société ayant augmenté sans qu'il n'y ait d'activités financières en 2021. Finalement, les restrictions inhérentes aux programmes de rachat d'actions ayant été levées en novembre 2021, la société a renouvelé en décembre son programme d'offre publique de rachat d'actions (en vigueur du 6 décembre 2021 au 5 décembre 2022). Au quatrième trimestre, 112 500 actions ordinaires ont été rachetées et annulées dans le cadre de ce programme.

Pour un commentaire détaillé sur la solidité financière, se référer à la section « Situation financière » du présent rapport de gestion.

Dividendes

En 2021, la société a augmenté de 29 % le dividende trimestriel versé par action ordinaire, augmentation annoncée après qu'ont été levées les restrictions réglementaires, en novembre dernier. Le dividende trimestriel payable, qui se chiffrait auparavant à 0,4850 \$, a donc été porté à 0,6250 \$ au quatrième trimestre. Ainsi, 2,0800 \$ par action ordinaire ont été versés en 2021 comparativement à 1,9400 \$ en 2020, ce qui représente une hausse de 7 %. Le ratio de distribution du dividende⁵ pour l'année s'établit à 27 %, soit à l'intérieur de la fourchette cible fournie comme indication aux marchés au début de 2021. Notons qu'à la fin de l'année 2021, la société avait annoncé qu'elle fixerait à 25 à 35 % du bénéfice tiré des activités de base⁵ la cible pour le ratio de distribution du dividende. Cette cible était auparavant basée sur les bénéfices divulgués. Enfin, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,6250 \$ par action, soit le même qu'au quatrième trimestre de 2021, par action ordinaire en circulation de iA Société financière.

Qualité des placements

Le portefeuille de placements de la société est demeuré d'excellente qualité en 2021. En effet, comme présenté au tableau ci-contre, la proportion des placements douteux nets au 31 décembre 2021 avait diminué en 2021 et se maintenait à un niveau relativement bas, à 0,04 % des placements totaux. De plus, le portefeuille d'obligations ne comportait que 0,94 % de titres cotés BB et moins et le taux d'occupation du parc immobilier a diminué à 91,5 % et continue de se comparer très

favorablement avec les propriétés locatives commerciales dans les grandes villes canadiennes. Pour un commentaire détaillé sur les placements, se référer à la section « Placements » du présent rapport de gestion.

Analyse de sensibilité⁵

L'analyse de sensibilité de la société aux variations macroéconomiques a été mise à jour à la fin de l'exercice 2021. Les principaux résultats de cette analyse sont présentés au tableau ci-dessous et des explications sur ces résultats sont données à la sous-section « Risque de marché » de la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

Solidité financière

(aux 31 décembre)	2021	2020
Ratio de solvabilité ⁵	134 %	130 %
Ratio d'endettement ⁵	22,7 %	24,8 %
Ratio de couverture ⁵	16,1x	11,7x

Dividende

(aux actionnaires ordinaires)	2021	2020
Dividende	2,0800 \$	1,9400 \$

Indices de qualité des placements

(aux 31 décembre)	2021	2020
Placements douteux nets (en millions)	17	31
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,04 %	0,07 %
Obligations – proportion des titres cotés BB et moins	0,94 %	0,99 %
Prêts hypothécaires – taux de délinquance	—	—
Immeubles de placement – taux d'occupation	91,5 %	95,3 %

Analyse de sensibilité⁵

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Baisse de l'indice S&P/TSX nécessitant un renforcement des provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme ⁵	(35 %)	(27 %)
Baisse de l'indice S&P/TSX ⁵ qui ferait diminuer le ratio de solvabilité à 110 %	—	(83 %)
Incidence sur le résultat net d'une baisse subite de 10 % des marchés boursiers (incidence sur une année)	(44)	(34)
Incidence sur le résultat net d'une hausse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement initial (IRR)	(25)	(4)
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement initial (IRR)	25	4
Incidence sur le résultat net d'une hausse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (URR)	68	68
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (URR)	(68)	(68)
Incidence sur le résultat net d'une hausse de 10 points centésimaux sur les taux URR et IRR combinés	43	64
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux sur les taux URR et IRR combinés	(43)	(64)

⁴ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

⁵ Baisse par rapport aux valeurs réelles de l'indice aux 31 décembre des années indiquées

Acquisitions et cession

Le 2 novembre 2021, la société a annoncé qu'elle avait acquis, par l'intermédiaire d'une de ses filiales, 70 % des actions de deux sociétés canadiennes qui se spécialisent dans la technologie en assurance : Surexdirect.com Ltd and Surexdirect.com (Ontario) Ltd (collectivement désignées comme « Surex »). En tant que joueur majeur dans la distribution numérique d'assurance biens et risques divers au Canada, Surex réunit des fonctions libre-service et des conseillers expérimentés. Le 1^{er} octobre 2021, PPI Management, une filiale de la société, a vendu sa propre filiale PPI Benefits Inc. à AGA Benefits Solutions. La vente reflète la décision de PPI Management de se concentrer sur son activité principale d'assurance individuelle et sur le soutien des conseillers indépendants.

Pour plus d'information sur les acquisitions et la cession effectuées en 2021, voir la note 4 des états financiers consolidés de la société intitulée *Acquisitions et cession d'entreprises*.

Développement durable

Les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont pris en compte par iA Groupe financier dans ses diverses actions en matière de développement durable. En 2021, l'entreprise a mis l'accent sur une intégration accrue des facteurs ESG et sur le déploiement de plusieurs nouvelles réalisations en matière de finance durable. Nous nous sommes notamment engagés auprès des sociétés de gestion d'actifs externes à les accompagner dans l'intégration de ces trois facteurs. Nous avons adopté et publié une politique d'investissement responsable et une directive de vote par procuration. iA Groupe financier est aussi devenu signataire de la Déclaration de la place financière québécoise pour une finance durable. En outre, nous avons mis sur pied un groupe de travail sur les changements climatiques afin d'implanter le projet Pour un avenir sans carbone.

Par ailleurs, les résultats de nos sondages sur l'indice de recommandation de la clientèle ont dépassé nos attentes, et sont venus confirmer nos efforts fructueux pour mettre le client au centre de nos activités.

Parallèlement à ces travaux, l'organisation a poursuivi ses efforts envers ses parties prenantes. Près de 8 millions de dollars canadiens ont été remis à des organismes de charité; notre programme de diversité et d'inclusion est en déploiement et l'ensemble de nos employés a suivi une formation sur l'inclusion; plusieurs produits et services spécialisés pour les immigrants et les personnes expatriées ont été améliorés; et nous sommes à déployer pour nos employés le programme Travailler de n'importe où, adapté à la nouvelle réalité du marché du travail.

Enfin, 2021 a été marquée par l'intégration des recommandations du Groupe de travail sur les informations financières liées au climat, qui se reflètera dans notre divulgation extrafinancière qui sera publiée en mars.

Litige

iA Assurance a été impliquée dans un litige avec une tierce partie, Ituna Investment LP, qui cherchait à utiliser les contrats d'assurance à des fins pour lesquelles ils n'ont pas été conçus. Le 4 novembre 2021, la Cour suprême du Canada a fait savoir qu'elle refusait d'entendre l'appel. La décision rendue le 10 mars 2021 par la Cour d'appel de la Saskatchewan, favorable à iA, se voit donc confirmée, mettant fin à l'affaire.

Modifications apportées aux méthodes comptables en 2021 et modifications comptables futures

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié plusieurs amendements et nouvelles normes applicables au 1^{er} janvier 2021. Aucun de ces amendements ni aucune de ces normes n'ont eu une incidence sur les états financiers de la société. Pour connaître le détail des amendements et des nouvelles normes publiés, se référer à la note 3 des états financiers consolidés de la société intitulée *Modifications de méthodes comptables*. D'autre part, rappelons que le 9 décembre 2021, l'IASB a publié un amendement de portée restreinte pour les entités qui commencent à appliquer simultanément IFRS 17 – *Contrats d'assurance* et IFRS 9 – *Instruments financiers* pour améliorer l'utilité de l'information comparative lors de l'application initiale. Finalement, la société poursuit ses travaux relatifs à la mise en application de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance*, dont la date d'application prévue est le 1^{er} janvier 2023. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Perspectives pour 2022

En mars 2021, iA Groupe financier a organisé un événement virtuel à l'intention des investisseurs, à l'occasion duquel la direction a discuté de la stratégie de la société et de ses perspectives pour les prochaines années. Demeurant concentrée sur l'exécution de cette stratégie, la société a enregistré en 2021 de solides résultats, démontrant encore une fois la solidité et la force de son modèle d'affaires. Le bilan demeure robuste, et la société dispose de la protection et des ressources dont elle a besoin pour s'ajuster aux fluctuations macroéconomiques. iA Groupe financier est donc bien positionné pour accroître son bénéfice, maintenir sa solidité financière et créer de la valeur pour ses actionnaires en 2022.

Les principales indications aux marchés pour 2022 sont présentées au tableau ci-dessous.

La croissance des cibles pour le BPA et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)⁶ de 2021 s'explique par :

- la croissance organique, soit la croissance normale du bénéfice anticipé sur les affaires en vigueur;
- les initiatives pour améliorer la rentabilité dans tous les secteurs d'activité;
- les acquisitions et des améliorations technologiques apportées au cours des dernières années; et
- les initiatives pour profiter pleinement des réseaux de distribution imposants et diversifiés de la société.

L'augmentation importante de la cible de génération organique de capital et l'amélioration de l'impact des nouvelles ventes (*drain*) reflètent entre autres les mesures prises par la direction pour améliorer la qualité de son éventail d'activités et de judicieuses initiatives de gestion du risque.

Le ratio de distribution du dividende repose maintenant sur le bénéfice tiré des activités de base, ce qui se traduit par une cible plus élevée, ce bénéfice étant plus élevé que le bénéfice divulgué attendu.

Enfin, l'indication concernant le ratio de solvabilité demeure inchangée pour 2022, et l'augmentation de la cible pour le taux d'impôt effectif reflète les plus récents résultats et attentes.

Indications aux marchés⁶

	2022	2021
Bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base ⁶	8,70 \$ à 9,30 \$	7,60 \$ à 8,20 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base ⁶	13,0 % à 15,0 %	12,5 % à 14,0 %
Génération organique de capital ⁶	450 M\$ à 525 M\$	275 M\$ à 325 M\$
Taux d'impôt effectif	21 à 23 %	20 % à 22 %
Ratio de solvabilité ⁶	110 à 116 %	110 % à 116 %
Impact des nouvelles ventes (<i>drain</i>) ⁶	0 % (fourchette trimestrielle de -5 % à 10 %)	2 % (fourchette trimestrielle de -5 % à 10 %)
Ratio de distribution du dividende ⁶	25 % à 35 % (milieu de la fourchette, basé sur le bénéfice tiré des activités de base)	25 % à 35 % (milieu de la fourchette, basé sur le bénéfice divulgué)

Transition à IFRS 17 et IFRS 9 et perspectives pour 2023 – La direction de la société prend déjà des décisions et pose des actions en fonction des nouvelles normes comptables IFRS 17 et IFRS 9 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2023. En raison de son bilan solide et flexible sous IFRS 4 et de ses hypothèses actuarielles bien positionnées, la direction considère que la société se trouve dans une position favorable pour la transition aux nouvelles normes comptables. En effet, considérant l'information actuellement connue, il faut s'attendre à des impacts variant de quasi neutres à favorables pour les mesures importantes suivantes : 1) le BPA tiré des activités de base, 2) la croissance du BPA tiré des activités de base, 3) le ROE tiré des activités de base, 4) la valeur comptable, 5) le ratio de solvabilité et 6) la capacité de déploiement de capital. Les revenus tirés des activités de base demeureront le meilleur indicateur de la capacité de la société à générer des revenus renouvelables, en éliminant la volatilité à court terme qui pourrait découler de la dissociation entre les actifs et les passifs sous le nouveau régime comptable. Enfin, il est important de noter que ces perspectives sont préliminaires, car les éléments suivants ne sont pas finalisés ou restent incertains : le traitement fiscal de la marge sur services contractuels (MSC) lors de la transition, les changements qui seront apportés à la formule de calcul du ratio de solvabilité et l'évolution de l'environnement macroéconomique jusqu'à la transition.

Les perspectives pour 2022 de la société, dont les indications données aux marchés, constituent de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Bien que la société les juge raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment les risques d'assurance, de marché, de crédit, de liquidité, le risque stratégique et le risque opérationnel. De plus, les perspectives 2022 sont préparées à partir d'hypothèses ou de facteurs importants parmi lesquels : l'exactitude des conventions comptables et des meilleures estimations actuarielles et économiques utilisées par iA Société financière; différents rythmes de croissance des affaires par unités d'exploitation; aucun changement important imprévu dans l'environnement économique, concurrentiel, d'assurance, juridique ou réglementaire; les risques et conditions; le rendement et les résultats récents de la société, comme discuté ailleurs dans le présent document. Les perspectives pour 2022 servent à fournir aux actionnaires, aux analystes de marchés, aux investisseurs et aux autres parties intéressées une base pour ajuster leurs attentes quant au rendement de l'entreprise tout au long de l'année, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. De plus amples renseignements sur les facteurs de risque et les hypothèses appliquées se trouvent à la section « Énoncés prospectifs » du présent document.

⁶ Les indications pour le bénéfice par action ordinaire et le rendement des capitaux propres excluent les éléments qui ne font pas partie des activités de base, de même que l'impact potentiel de la révision des hypothèses de fin d'année. Les indications aux marchés pour 2020 sont basées sur la définition du bénéfice tiré des activités de base utilisée avant 2021 et les indications aux marchés pour 2021 sont basées sur la définition révisée du bénéfice tiré des activités de base et utilisée à partir de 2021. Se référer à la section « Rentabilité » du présent rapport de gestion pour une explication des éléments qui font partie des activités de base et les résultats qui s'y rattachent.

□ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Pandémie de la COVID-19

Le modèle d'affaires résilient de iA Groupe financier, y compris la force de ses réseaux de distribution et ses judicieuses pratiques de gestion des risques, a aidé à atténuer les effets de la pandémie de la COVID-19. La société a ainsi été pleinement en mesure de continuer à générer de la croissance tout en veillant au bien-être financier de ses clients.

Dès les premiers signes de la pandémie, la direction a accordé la priorité à la santé et à la sécurité des employés et des distributeurs, ainsi qu'à la continuité des activités. iA Groupe financier s'est ajusté rapidement et efficacement, instaurant le télétravail pour la grande majorité des employés et faisant usage des outils numériques hautement performants qui étaient déjà en place.

Rentabilité, croissance et solidité financière

La pandémie a engendré d'importants changements dans la distribution des produits financiers. La société et ses réseaux de distribution sont parvenus à s'adapter rapidement à la nouvelle réalité, en particulier grâce aux outils numériques qui se trouvaient à la disposition des distributeurs et des clients. La croissance des affaires a encore une fois été excellente en 2021, ce qui s'explique principalement par trois facteurs : la force et la diversité des réseaux de distribution de la société, l'excellent rendement de ses outils numériques et le vaste éventail de produits offerts.

Les solides résultats financiers de la société, encore une fois en 2021, témoignent de la résilience de son modèle d'affaires et de la justesse de ses choix, particulièrement en termes de technologies, qui s'inscrivent dans le cadre d'une solide vision stratégique à long terme.

Pour ce qui est de la solvabilité de la société, le ratio de solvabilité² est demeuré, tout au long de 2021, bien au-dessus de la cible fixée. Ce résultat favorable est principalement attribuable à la solide capacité de génération organique de capital de la société et aux retombées positives de ses initiatives en matière de gestion des risques.

Enfin, la société conserve des protections supplémentaires dans les réserves pour absorber les effets négatifs potentiels susceptibles de résulter de la pandémie au cours des années à venir.

Soutien envers les communautés

Depuis le début de la pandémie, iA Groupe financier ne ménage aucun effort pour contribuer de toutes les façons possibles aux immenses efforts sociaux déployés pour en contrer les effets. Dès le tout début, la société a mis en place différentes mesures d'aide à l'intention des clients qui connaissaient des difficultés financières en raison de la pandémie. iA Groupe financier fait aussi sa part pour lutter contre la COVID-19 et ses effets sans précédent sur nos communautés en augmentant ses dons dans les domaines de la santé et des services communautaires, tout particulièrement les dons aux organismes éprouvant des besoins urgents en raison de la pandémie.

En 2021, la société a répondu à l'invitation du gouvernement du Québec de participer aux efforts de vaccination contre la COVID-19 en mettant sur pied et en gérant un centre de vaccination dans la ville de Québec, en collaboration avec d'autres employeurs.

Santé et bien-être des employés

iA Groupe financier a fait tout ce qui était en son pouvoir pour préserver la santé de ses employés et assurer leur sécurité, tout en tentant de réduire la propagation du virus au sein de la communauté. À la mi-mars 2020, la société a rapidement pris des mesures afin de permettre à presque tous les employés de travailler à distance et d'assurer la sécurité dans ses bureaux pour ceux qui devaient continuer de travailler sur place afin d'assurer la continuité des activités. Ces mesures demeurent en place à ce jour.

La société a aussi offert différentes mesures de soutien en complément aux services déjà offerts aux employés, dont la télémédecine, un programme de gestion du stress et de mieux-être et un programme d'aide aux employés et à leur famille.

Au-delà de la pandémie

Reste maintenant à voir quand la pandémie se terminera. Avec tout ce qu'il a accompli et mis en place à ce jour et avec son modèle d'affaires testé et éprouvé, iA Groupe financier est bien positionné pour croître et créer de la valeur pour ses actionnaires et les autres parties intéressées, en 2022 et dans le futur.

Ces éléments, qui ont permis à la société de parvenir à une solide croissance des ventes en 2021, demeurent en place.

Compte tenu de son haut ratio de solvabilité et de la justesse de ses réserves actuarielles, la société dispose de solides assises pour soutenir sa croissance. Ses réserves comprennent une protection distinctive contre les variations macroéconomiques, ainsi que des protections supplémentaires qui seront utilisées pour pallier les incertitudes associées à la pandémie ou postpandémiques en absorbant l'expérience défavorable en matière de mortalité ou d'abandons.

La société est ainsi bien positionnée pour tirer parti des occasions qui se présenteront à l'issue de la pandémie, tout en demeurant engagée vis-à-vis du bien-être de ses clients, de ses employés et des communautés.

² Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Analyse par unités d'exploitation



CANADA SECTEURS D'ACTIVITÉ

ASSURANCE
INDIVIDUELLE

GESTION
DE PATRIMOINE
INDIVIDUEL

ÉPARGNE
ET RETRAITE
COLLECTIVES

ASSURANCE
COLLECTIVE

Divisions

- Régimes d'employés
- Services aux concessionnaires
- Marchés spéciaux

ÉTATS-UNIS SECTEUR D'ACTIVITÉ

AFFAIRES
AMÉRICAINES

Divisions

- Assurance individuelle
- Services aux concessionnaires

QUÉBEC FILIALE

iA AUTO
ET HABITATION

Assurance individuelle

Le secteur d'activité de l'Assurance individuelle offre une gamme étendue de protections d'assurance par l'intermédiaire de son important réseau de distribution.

La société cherche à se démarquer sur le marché canadien en termes d'expérience client et distributeur. Pour ce faire, le secteur se concentre essentiellement sur l'amélioration de ses outils numériques et de son offre de produits et la simplification et l'accélération de la souscription et du processus entourant les nouvelles polices. De nombreuses initiatives ont été entreprises en 2021 pour offrir aux clients et aux distributeurs davantage de souplesse et d'options. Parmi celles-ci :

- la version Valeur de iA PAR, nouvel ajout au produit d'assurance vie avec participation de la société. Cette nouvelle option vient encore accroître la capacité de la société à répondre aux besoins propres au client, et la pénétration du marché canadien de l'assurance avec participation par iA Groupe financier;
- l'ajustement courant des primes pour des produits sélectionnés, afin d'en maintenir la rentabilité et la position concurrentielle.

Aujourd'hui, ayant déployé de judicieuses initiatives numériques pour améliorer son outil de vente en ligne, iA Groupe financier est un chef de file dans l'approbation instantanée au point de vente, grâce à EVO, l'une des meilleures plateformes de vente à distance au Canada. iA Groupe financier a également continué d'améliorer ses processus qui se déroulent autrement qu'en personne, ce qui facilite et améliore les interactions entre les clients et les distributeurs tandis que la pandémie se poursuit.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes			
Primes minimales ^{a,7}	263	202	30 %
Primes excédentaires ^{a,7}	23	21	10 %
Total	286	223	28 %
Primes nettes	1 758	1 625	8 %

Les ventes totales en 2021 se sont chiffrées à 286 millions de dollars, en raison d'une hausse importante de 28 % par rapport à celles de l'année 2020. Cette croissance est en partie attribuable au succès de l'assurance iA PAR et de la version améliorée de l'option à coûts temporaires renouvelables annuellement (TRA) de l'assurance universelle lancée en 2020. Le succès de ces deux produits améliore l'offre de la société, tant par une meilleure diversification que par une diminution du niveau de risques macroéconomiques.

Pour leur part, les primes nettes ont totalisé 1 758 millions de dollars en 2021 et sont ainsi supérieures de 8 % à celles de 2020. Notons que les primes constituent un important facteur de progression du bénéfice à long terme du secteur.

Au chapitre de la performance de la société par rapport à l'industrie, selon les données canadiennes des neuf premiers mois de l'année 2021 publiées par LIMRA :

- iA Groupe financier est la société qui assure le plus de Canadiens, avec une part de marché de près de 25 % des politiques souscrites. Elle se classe quatrième pour les ventes de primes, avec une part de marché de 11 % (assurances vie, maladie grave et invalidité combinées);
- iA Groupe financier se classe en première position pour les ventes d'assurance maladie grave, avec une part de marché de 29 %;
- iA Groupe financier se classe en deuxième position pour les ventes de produits d'assurance invalidité, avec une part de marché de 15 %.

Bien que la croissance dans les produits d'assurance invalidité soit relativement faible, en partie à cause de la pandémie et de l'environnement économique, iA Groupe financier est parvenue à atteindre une croissance de 13 % dans les primes et de 5 % dans le nombre de polices vendues.

De plus, notons que le réseau Carrière a su enregistrer une très bonne performance en 2021, avec une augmentation totale des primes de 11 % par rapport à 2020.

Perspectives⁸ et priorités d'affaires

- Tirer profit de la force et de la diversité de tous nos réseaux de distribution
- Bâtir et optimiser l'expérience numérique du conseiller et celle du client

⁷ La prime minimale constitue la portion de la prime qui sert à couvrir les risques d'assurance d'un contrat d'assurance individuelle et est une mesure importante de la performance du secteur. La prime excédentaire inclut tous les dépôts dans les fonds d'accumulation disponibles dans les polices universelles, ainsi que les contributions à l'option de dépôt supplémentaire pour le produit d'assurance vie avec participation.

⁸ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

En tant que chef de file de l'industrie, confirmé par l'étude de l'automne 2021 de Environics Research Advisory Perception Study, la société entend bien profiter de toutes les occasions qui se présentent, en 2022, pour maintenir cette position enviable. Assurer la meilleure expérience pour les distributeurs et les clients sera au cœur de ses préoccupations. Dans cette perspective, le secteur continuera de faire fond sur la force et la diversité de tous ses réseaux de distribution pour répondre aux besoins des Canadiens. Il y parviendra en demeurant proactif pour ce qui est d'offrir la gamme la plus complète de produits à haut rendement sur le marché canadien. Tout aussi avantageusement positionné dans l'approbation au point de vente, le secteur continuera de se distinguer par des solutions numériques intuitives tout en soutenant les conseillers tandis qu'ils s'adaptent à un modèle hybride combinant les interactions en personne et à distance. Une gestion rigoureuse de l'offre de produits et des normes de services élevées pour les clients et les distributeurs seront également d'une importance cruciale pour le maintien du leadership de iA Groupe financier.

Produits et services

- Assurance vie (universelle, participante, permanente et temporaire)
- Assurance maladie grave
- Assurance invalidité de courte et de longue durées
- Assurance hypothécaire
- Assurance décès ou mutilation accidentels (DMA)
- Assurance crédit (vie et invalidité)
- Assurance voyage

Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- PPI Management
- Invisor Insurance Services
- Michel Rhéaume et associés

Réseaux affiliés et de distribution

- Réseau Carrière (iA) (2 130 représentants)
- Réseau Agents généraux (15 370 représentants)
- Réseau Comptes nationaux (600 représentants)
- Réseau de représentants de PPI Management (5 000 représentants)
- Réseau de représentants de Michel Rhéaume et associés

▪ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Gestion de patrimoine individuel

Dans le secteur d'activité de la Gestion de patrimoine individuel, la société offre une vaste gamme de produits d'épargne et de retraite. Elle est notamment un chef de file canadien dans le développement et la distribution de fonds distincts. Quant à Placements IA Clarington, une filiale de la société, elle offre une gamme complète de fonds communs de placement et est une société importante de gestion de placements au Canada.

Les produits offerts peuvent être souscrits à l'intérieur de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), de comptes d'épargne libre d'impôt (CELI), de fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) ou de régimes non enregistrés.

Le secteur possède aussi deux filiales de distribution, soit iA Gestion privée de patrimoine⁹ et Investia Services financiers¹⁰, qui œuvrent dans le courtage en fonds communs de placement et en valeurs mobilières.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes brutes			
Fonds général	891	836	7 %
Fonds distincts	4 818	3 080	56 %
Fonds communs de placement ¹¹	3 066	2 502	23 %
Total	8 775	6 418	37 %
Ventes nettes			
Fonds distincts	3 307	1 764	1 543
Fonds communs de placement ¹²	1 153	243	910
Total	4 460	2 007	2 453

Les résultats de croissance des affaires ont encore une fois été excellents pour le secteur. Les ventes brutes totalisent près de 8,8 milliards de dollars pour 2021, ce qui représente une hausse de 37 % par rapport à 2020.

Soutenues par la solide performance de tous les réseaux de distribution, des outils numériques et du portefeuille de fonds, les ventes brutes de fonds distincts ont atteint un niveau record pour une deuxième année consécutive, augmentant de 56 % par rapport à 2020 pour s'établir à 4,8 milliards de dollars. Les ventes nettes de fonds distincts ont été impressionnantes, totalisant 3,3 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,5 milliard par rapport à 2020. La société a continué de renforcer sa position dans l'industrie, se classant¹¹ première au Canada pour les ventes nettes de fonds distincts, deuxième pour les ventes brutes et troisième en termes d'actif. Autre élément de succès, elle continue d'offrir à ses clients la simplicité de regrouper tous leurs placements (fonds distincts, fonds à intérêt garanti et compte d'épargne à intérêt élevé) dans un même contrat.

Les ventes brutes de fonds communs de placement¹² ont totalisé 3,1 milliards de dollars, en hausse de 23 % par rapport à 2020, et les entrées nettes¹³ enregistrées ont totalisé 1,2 milliard de dollars, comparativement à 243 millions de dollars en 2020. Les solides résultats de 2021 découlent de l'excellente contribution des réseaux de distribution affiliés et indépendants de la société. De plus, l'orientation stratégique consistant à regrouper l'offre de fonds communs de placement de la société au sein d'un petit groupe de gestionnaires d'actifs sous-conseillers de premier niveau s'est révélée un bon moteur de croissance pour 2021.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Fonds sous gestion			
Fonds général	2 103	2 122	(1 %)
Fonds distincts	24 722	19 240	28 %
Fonds communs de placement	13 955	11 393	22 %
Autres ¹²	—	995	(100 %)
Sous-total	40 780	33 750	21 %
Fonds sous administration ¹³	108 331	94 534	15 %
Total	149 111	128 284	16 %

L'actif total du secteur s'élevait à près de 149,1 milliards de dollars à la fin de 2021, en hausse de 16 % par rapport à la fin de l'année précédente. Ce résultat s'explique principalement par les entrées nettes de fonds et la croissance des marchés. La croissance de l'actif sous gestion, tributaire des ventes brutes, du taux de conservation des affaires en vigueur et du rendement de l'actif, est le principal facteur de progression du bénéficiaire à long terme du secteur.

⁹ Depuis le 18 janvier 2021, iA Gestion privée de patrimoine est la nouvelle image de marque qui remplace les marques iA Valeurs mobilières et Patrimoine Hollis.

¹⁰ Le 1^{er} juillet 2021, Investia Services financiers inc. et FundEX Investments Inc. ont fusionné pour former une entité unique du nom d'Investia Services financiers inc.

¹¹ Source : Investor Economics

¹² Notons que la catégorie « Autres » de l'actif sous gestion comprend notamment les actifs provenant des activités de la société dans le domaine de la gestion privée.

¹³ Comprend les actifs liés aux courtiers affiliés

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Perspectives¹⁴ et priorités d'affaires

En 2022, le secteur poursuivra sa transformation numérique et continuera d'améliorer ses processus opérationnels pour offrir la meilleure expérience aux partenaires de distribution et aux clients, les plaçant au cœur même de ses priorités. La transformation numérique, combinée au désir d'offrir des produits concurrentiels aux clients des marchés de masse et intermédiaire de même qu'aux futurs retraités, contribuera aux objectifs de croissance des affaires. Ces engagements attireront par ailleurs de nouveaux partenaires de distribution et accroîtront la conservation des actifs sous gestion, facteur important pour la rentabilité du secteur. Des initiatives et des efforts seront également déployés pour mieux comprendre les besoins des clients et pour cerner les occasions d'affaires potentielles.

À supposer que la volatilité des marchés n'atteigne pas des niveaux excessifs, les ventes de fonds communs de placement de la société devraient demeurer fortes étant donné sa gamme de produits concurrentiels bien diversifiés. La croissance accélérée des actifs sous gestion¹⁵ se trouvera favorisée par l'expansion de produits de haute qualité et l'élargissement de la gamme de placements socialement responsables déjà bien établie de la société.

Produits et services

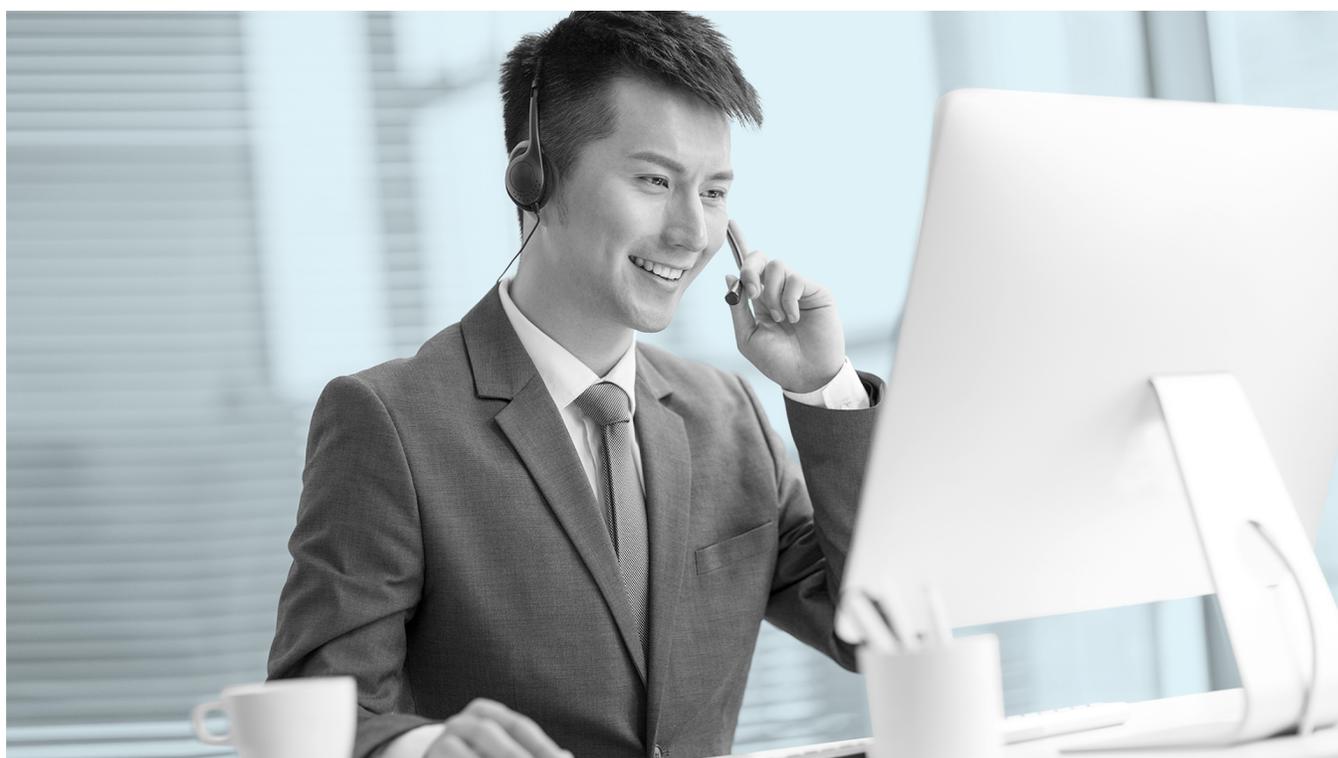
- Fonds distincts
- Fonds communs de placement
- Valeurs mobilières
- Rentes viagères et rentes à terme fixe
- Régimes enregistrés d'épargne et de décaissement (REER, REEE, CELI et FERR)
- Conseil en placement
- Gestion privée de patrimoine

Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- iA Clarington
- iA Gestion privée de patrimoine
- Investia Services financiers
- iA Fiducie
- iA Gestion de placements

Réseaux affiliés et de distribution

- Réseau Carrière (iA) (2 130 représentants)
- Réseau Agents généraux (15 370 représentants)
- Réseau Comptes nationaux (600 représentants)
- Réseau de représentants de PPI Management (5 000 représentants)
- Distributeurs affiliés (iA Gestion privée de patrimoine et Investia (2 100 représentants)



¹⁴ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

¹⁵ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Assurance collective : Régimes d'employés

La division des Régimes d'employés distribue une gamme variée de produits d'assurance collective destinés aux entreprises et aux groupes. Elle compte plus de 700 employés, possède des ententes avec quelque 1 200 groupes et sert plus de 575 000 participants.

La division offre de nombreux services et outils technologiques destinés aux administrateurs de régimes, aux participants des régimes et aux conseillers en avantages sociaux. Ces services et outils visent une gestion efficace des régimes tout en encourageant la santé et le mieux-être des participants. Ils comprennent notamment : un programme de gestion de l'invalidité, un programme de gestion des médicaments (PharmAssist) et un programme de santé et mieux-être (Équilibre en main), y compris des services de télémédecine et un programme d'aide aux employés. Ces services et outils, accessibles par l'Espace client et par l'application iA Mobile, permettent aux clients de profiter d'une expérience omnicanal en constante évolution.

En 2021, PharmAssist a été amélioré pour offrir aux participants des régimes des solutions solides et novatrices qui optimisent leur santé physique et mentale, tout en contribuant à la viabilité financière des régimes d'assurance médicaments, un aspect important pour les administrateurs de régimes.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes ¹⁵	135	136	(1 %)
Primes	1 147	1 028	12 %
Équivalents de primes ¹⁶	91	64	42 %
Contrats d'investissement ¹⁷	64	76	(16 %)
Total	1 302	1 168	11 %

Au total, les primes, les équivalents de primes¹⁶ et les dépôts aux contrats d'investissement¹⁷ de la division ont atteint 1 302 millions de dollars en 2021, ce qui représente une augmentation de 11 % par rapport à 2020.

Notons que la croissance des primes a pour l'essentiel été favorisée par les nouvelles affaires souscrites au cours des dernières années, les ventes en 2021 étant demeurées similaires à celles – déjà impressionnantes – enregistrées en 2020.

En termes de ventes par régions, en 2021 notons que la majorité des ventes ont été réalisées au Québec, tout comme en 2020.

Pour les neuf premiers mois de 2021, iA Groupe financier se classe au cinquième rang dans l'industrie, avec 8 % des ventes du marché des entreprises de 100 à 4 999 employés, soit le marché qui se rapproche le plus du marché cible de la division¹⁸.

Perspectives¹⁹ et priorités d'affaires

En 2022 et pour les années à venir, la division des Régimes d'employés continuera d'améliorer l'expérience client en investissant dans la technologie pour développer une solution numérique frontale, essentielle au soutien du bien-être financier, physique et mental des participants aux régimes.

Cherchant avant tout à générer une croissance rentable, la division continuera de maximiser les gains d'efficacité en tirant parti d'une plus grande synergie entre les unités d'exploitation.

Produits et services

- Assurance vie et maladie, décès ou mutilation accidentels (DMA), soins dentaires, invalidité de courte et de longue durées, maladie grave et soins à domicile
- Garanties facultatives (assurance vie DMA et maladie grave)

Émetteurs et filiales

- iA Assurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Courtiers de produits d'assurance collective
- Cabinets d'actuaire-conseils

¹⁵ Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés sont nettes de réassurance et incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur.

¹⁶ Les équivalents de primes correspondent aux revenus qui proviennent des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA).

¹⁷ Primes à couvert de responsabilité

¹⁸ Source : LIMRA

¹⁹ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

▪ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Assurance collective : Services aux concessionnaires

Les Services aux concessionnaires distribuent des produits d'assurance crédit (vie, invalidité, perte d'emploi et maladie grave), de financement pour l'achat d'un véhicule ainsi que d'assurance biens et risques divers. Cette dernière catégorie de produits comprend des garanties prolongées, des garanties de remplacement, des garanties de protection d'actif et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaire.

La division emploie plus de 650 personnes, assure plus de 650 000 personnes et plus de un million de véhicules et compte plus de 48 000 prêts automobiles en cours. Ses produits sont commercialisés par un réseau de distribution directe d'un bout à l'autre du Canada, qui regroupe plus de 7 000 concessionnaires d'automobiles et autres fournisseurs de véhicules, fabricants d'équipement et partenariats privilégiés. Les distributeurs demandent un « guichet unique » pour leurs besoins après-vente et iA Groupe financier compte parmi les seuls fournisseurs qui peuvent répondre à cette demande.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes			
Assurance crédit ^{a,20}	244	261	(7 %)
Assurance biens et risques divers ^a	331	271	22 %
Prêts automobiles ^a	534	440	21 %
Total	1 109	972	14 %

Les ventes des Services aux concessionnaires ont totalisé 1 109 millions de dollars en 2021. La division ne cesse d'étendre sa présence partout au Canada par l'entremise d'ententes signées avec d'importants groupes de concessionnaires et de constructeurs d'automobiles ainsi que par le développement de nouveaux produits et partenariats.

Assurance crédit

Les ventes en assurance crédit ont atteint 244 millions de dollars en 2021, comparativement à 261 millions de dollars 2020. Cette variation découle d'un changement de comportement des consommateurs et de l'environnement réglementaire.

Produits d'assurance biens et risques divers

Les ventes de produits d'assurance biens et risques divers ont augmenté de 22 % en 2021, si on compare à 2020, pour atteindre 331 millions de dollars. L'accroissement des ventes de véhicules légers au Canada²¹, en hausse de 6,6 % par rapport à 2020, de nouveaux partenariats et l'attraction des consommateurs pour les produits d'assurance biens et risques divers ont été les principaux facteurs contributifs à la croissance des ventes.

Prêts automobiles

L'émission de prêts automobiles a totalisé 534 millions de dollars en 2021, ce qui équivaut à une croissance de 21 % par rapport à 2020. Le marché des prêts non préférentiels a crû d'une année à l'autre, du fait d'un relâchement des restrictions provinciales liées à la pandémie. L'augmentation de la valeur du prêt moyen a également contribué à la croissance.

Perspectives²² et priorités d'affaires

En 2022, la division s'emploiera à améliorer l'expérience des concessionnaires au moyen de plateformes numériques, et l'expérience des clients, par l'adaptation des produits et des pratiques de distribution. Bien que le marché automobile continue de faire face à des vents contraires en raison de la pandémie de la COVID-19, la division entend bien maintenir la stratégie de croissance qui consiste à s'associer à des fabricants d'équipement, à élargir le réseau de concessionnaires et à saisir les occasions d'affaires se présentant à l'interne, au sein de iA Groupe financier.

Produits et services

- Assurance crédit
- Produits d'assurance biens et risques divers
- Prêts automobiles

Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- SAL Marketing
- Les Garanties Nationales MRVV
- Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales
- WGI Service Plan Division
- Lubrico Warranty
- iA Financement auto
- iA Avantages, Assurance de dommages

Réseaux affiliés et de distribution

- Distribution directe par l'entremise de concessionnaires d'automobiles et d'autres fournisseurs de véhicules (7 000 concessionnaires)
- Fabricants d'équipement
- Partenariats privilégiés

²⁰ Inclut toutes les affaires d'assurance crédit souscrites auprès de la société

²¹ Source : DesRosiers Automotive Consultants Inc., Information pour l'année – décembre 2021

²² Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

▪ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Assurance collective : Marchés spéciaux

Les Marchés spéciaux se spécialisent dans certains créneaux de marché qui sont moins bien servis par les assureurs traditionnels. La division offre de l'assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), de l'assurance maladie grave, de l'assurance vie temporaire et des produits d'assurance spécialisés destinés aux employeurs, aux associations d'anciens élèves et aux groupes d'affinités. Elle offre également de l'assurance voyage et maladie par l'entremise de partenaires de distribution.

La division des Marchés spéciaux possède des ententes avec plus de 5 000 groupes et associations. Par l'entremise de ces ententes, la division assure des millions de Canadiens, principalement par des protections DMA et médicales de voyage.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes (primes brutes) ^{a,23}	215	205	5 %
Ventes nettes ²⁴	193	188	3 %

En 2021, les ventes dans la division des Marchés spéciaux^a ont augmenté de 5 % pour atteindre 215 millions de dollars. L'augmentation a principalement été enregistrée dans le bloc d'affaires non lié aux voyages, où les fortes ventes se sont maintenues pour les produits d'assurance DMA et maladie grave de base par l'entremise de partenariats existants ou élargis. Malgré les inquiétudes entourant la COVID-19, les variants et les avis émis à l'égard des voyages, le bloc d'affaires lié aux voyages a connu une croissance de 3 % en 2021, soutenue par l'incidence, toute l'année, d'un nouveau partenariat entré en vigueur à la fin de 2020 et par une reprise des activités de voyage à la fin de 2021.

Les ventes nettes, définies dans la division comme étant les primes brutes nettes de réassurance, ont enregistré une croissance de 3 %, en 2021.

Tout au long de 2021, la division est demeurée active dans ses efforts pour maintenir un avantage concurrentiel dans le marché des risques spéciaux. La division a élargi ses activités dans le cadre d'un partenariat existant et mené des analyses relativement au développement d'une plateforme numérique pour les produits d'assurance facultative.

Perspectives²⁵ et priorités d'affaires

En 2022, clients et partenaires demeureront au cœur des préoccupations de la division tandis qu'elle tentera d'en arriver à une croissance rentable. Ses priorités consisteront à établir des réseaux de distribution et à élargir les réseaux existants, à tirer parti des occasions que présentent les blocs d'envergure et à cerner les synergies internes favorables à la vente croisée des produits.

En ce qui concerne les ventes d'assurance voyage, étant donné la tendance observée fin 2021, il y a tout lieu d'être optimistes pour 2022 et d'espérer que les ventes reviennent aux niveaux antérieurs à la pandémie. Il sera important de soutenir les partenaires du secteur du voyage, une augmentation de la demande à l'égard de l'assurance voyage étant à prévoir dans le monde postpandémie.

Enfin, nous continuerons d'améliorer les capacités numériques, en cherchant avant tout à ce qu'il soit plus facile pour les clients de faire affaire avec la division pour les produits d'assurance facultative.

Produits et services

- Assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), maladie grave, invalidité et autres produits d'assurance spécialisée
- Assurance voyage et maladie
- Assurance médicale et autres produits spécialisés

Émetteurs et filiales

- iA Assurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Partenaires de distribution
- Courtiers d'assurance spécialisés
- Administrateurs tiers

²³ Les ventes (primes brutes) sont avant réassurance.

²⁴ Les ventes nettes dans la division des Marchés spéciaux sont l'équivalent des primes nettes (une mesure IFRS). Les primes nettes de la division sont incluses dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles des deux autres divisions, soit les Régimes d'employés et les Services aux concessionnaires.

²⁵ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

▪ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Épargne et retraite collectives

Le secteur de l'Épargne et retraite collectives offre une vaste gamme de produits et de services adaptés aux besoins des entreprises, des organisations et de leurs employés, essentiellement axés sur le bien-être financier à long terme. Les produits offerts peuvent être regroupés en deux catégories : les produits d'accumulation (produits d'épargne, tels les régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, et les services de gestion institutionnelle) et les produits de décaissement (essentiellement les rentes assurées).

Les produits sont mis en marché partout au Canada par l'entremise de courtiers en produits d'assurance collective et de retraite et de cabinets d'actuaire-conseils.

Le secteur compte environ 300 employés, a signé des ententes avec près de 13 000 groupes et sert près de 410 000 participants et 64 000 rentiers.

Engagé à l'égard du développement durable et soucieux d'aider les participants à défendre leurs valeurs tout en répondant à leurs besoins en matière de placement, iA Groupe financier a ajouté à son offre, en 2021, de nouvelles options de placement socialement responsables.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Primes (ventes)²⁶			
Produits d'accumulation [□]			
Primes récurrentes	1 401	1 161	21 %
Transferts	766	1 177	(35 %)
Équivalents de primes	27	38	(29 %)
Total partiel	2 194	2 376	(8 %)
Rentes assurées [□]	604	707	(15 %)
Total	2 798	3 083	(9 %)
Ventes de nouveaux régimes²⁷	1 436	1 902	(25 %)

Les primes récurrentes des produits d'accumulation[□] constituent un élément clé de la stratégie du secteur, car elles permettent la croissance renouvelable des affaires. Elles correspondent aux cotisations régulières des participants qui sont perçues auprès de la clientèle des groupes en vigueur. Les primes récurrentes de 2021 ont été supérieures de 21 % à celles de 2020. Les ventes de nouveaux régimes, bien qu'inférieures à celles de 2020, ont été solides, à l'instar de l'année dans son ensemble.

Pour les neuf premiers mois de l'année, la part de marché des ventes de iA Groupe financier dans l'industrie s'est chiffrée à 11 %²⁸.

Le segment des rentes assurées[□] a terminé l'année 2021 avec 604 millions de dollars en ventes, comparativement à 707 millions en 2020, qui avait été une très bonne année.

Produits d'accumulation – Entrées nettes de fonds²⁹

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Entrées	2 327	1 050	122 %
Sorties	2 315	290	698 %
Entrées nettes	12	760	(98 %)

Fonds sous gestion

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2021	2020	Variation
Produits d'accumulation	15 505	14 227	9 %
Rentes assurées	5 098	4 758	7 %
Total	20 603	18 985	9 %

L'actif des fonds sous gestion se chiffrait en fin d'année 2021 à plus de 20,6 milliards de dollars. La croissance de 9 % par rapport à 2020 est essentiellement attribuable à l'impact positif de la variation des marchés financiers. L'accroissement de l'actif sous gestion constitue un important facteur de croissance du bénéfice à long terme du secteur.

²⁶ Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés sont après réassurance et excluent les équivalents de primes.

²⁷ La souscription des nouveaux régimes est mesurée par la somme des primes annualisées de première année (qui correspondent à la somme du transfert d'actif initial et des primes récurrentes annualisées de première année) et des rentes assurées. Les données de l'année précédente ont été révisées en raison de la nouvelle définition des ventes.

²⁸ Source : LIMRA

²⁹ L'évolution de l'actif sous gestion est une donnée importante, car elle détermine le niveau des honoraires de gestion comptabilisés aux états financiers consolidés, au poste « Autres produits ».

□ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Perspectives³⁰ et priorités d'affaires

Pour 2022 et les années à venir, le secteur de l'Épargne et retraite collectives continuera d'améliorer l'expérience client en investissant dans la technologie pour développer une solution numérique frontale, élément essentiel pour soutenir le bien-être financier, physique et mental des participants aux régimes. .

Cherchant avant tout à générer une croissance rentable, le secteur continuera de maximiser les gains d'efficacité en tirant parti d'une plus grande synergie entre les unités d'exploitation.

Produits et services

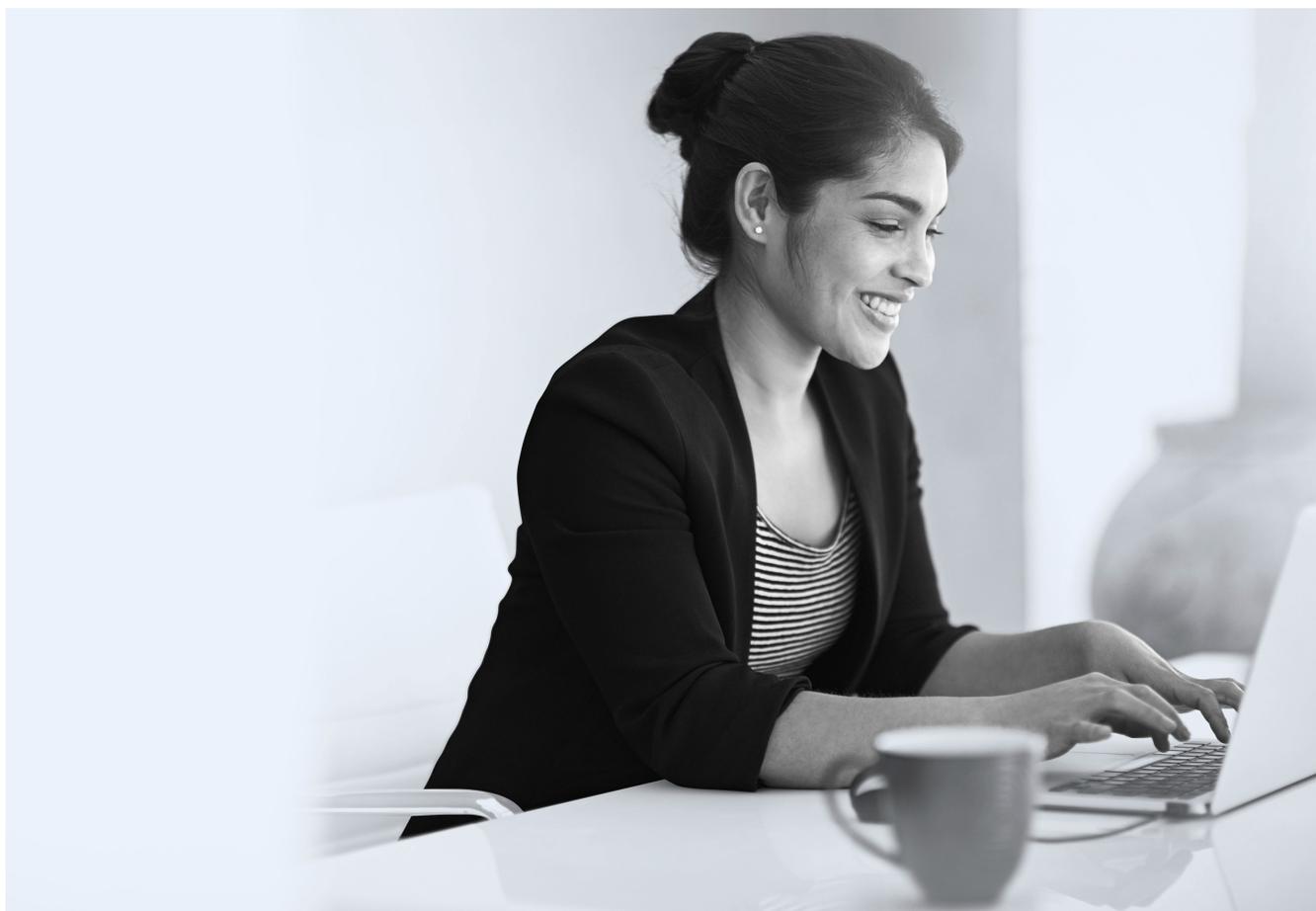
- Produits d'accumulation de capital
- Produits de décaissement (rentes assurées)
- Régimes enregistrés d'épargne et de décaissement (REER, CELI et FERR)

Émetteurs et filiales

- iA Assurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Courtiers en produits d'assurance collective et de retraite
- Cabinets d'actuaire-conseils



³⁰ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

▪ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Affaires américaines : Assurance individuelle

iA American Life Insurance Company et quatre autres filiales qui lui sont rattachées sont situées à Waco, au Texas, et représentent le point d'ancrage des activités d'assurance individuelle de iA Groupe financier aux États-Unis.

Le groupe de compagnies de iA American commercialise ses produits d'assurance vie par l'entremise d'agences de marketing indépendantes qui, au total, comptent plus de 22 600 représentants indépendants liés au groupe par contrat.

Les différentes compagnies exercent principalement leurs activités dans le marché de l'assurance à émission simplifiée. Les protections couvrant les frais funéraires ainsi que les protections d'assurance vie temporaire pour le marché des prêts hypothécaires et celui des familles représentent plus de 85 % des nouvelles ventes. Les compagnies proposent également de l'assurance vie universelle et d'autres produits d'assurance spécialisés dans les marchés des familles et gouvernementaux. Elles peuvent par ailleurs adapter leurs produits pour des agences de marketing indépendantes, une flexibilité qui a joué un rôle clé dans leur succès.

Les améliorations numériques visant à améliorer et à simplifier le processus de vente, tant pour le représentant que pour le client, ont été un élément important dans la capacité des compagnies de faire concurrence à leurs pairs. Des capacités de souscription au point de vente simplifient et accélèrent grandement le processus, et cette technologie est désormais utilisée pour la majorité des ventes de la société.

Croissance des affaires

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes [□]	135	127	6 %
Primes	400	344	16 %

Les ventes d'assurance vie aux États-Unis[□] totalisent 135 millions de dollars américains pour l'année 2021, ce qui représente une croissance de 6 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la croissance sur le marché intermédiaire/familial, qui elle-même découle du solide rendement des principales agences de marketing indépendantes du secteur. Les ventes en 2021 ont également été influencées positivement par une augmentation considérable du nombre de nouveaux représentants liés par contrat.

Le nombre de polices émises en 2021 a été relativement similaire à celui de 2020, mais les polices émises étaient assorties de primes plus élevées en moyenne et la rétention de la clientèle s'est améliorée. Cela s'est traduit par une croissance positive des primes, les primes totales atteignant 400 millions de dollars américains en 2021, ce qui représente une croissance de 16 % par rapport à 2020.

La composition des ventes par produits est relativement constante et a très peu varié en 2021. La proportion de ventes d'assurance vie entière n'a que légèrement diminué, de 76 % en 2020 à 73 % en 2021, tandis que la proportion de ventes d'assurances temporaires sur le marché intermédiaire/familial a augmenté.

La composition des ventes par types de marchés a pour sa part aussi connu des variations mineures en raison de la croissance des ventes d'assurances temporaires. Les ventes sur le marché des assurances frais funéraires ont diminué, de 67 % en 2020 à 66 % en 2021, tandis que les ventes sur le marché intermédiaire/familial ont augmenté, passant de 22 à 24 % des ventes totales au cours de la même période. Plusieurs agences de marketing indépendantes qui se concentrent essentiellement sur l'assurance temporaire ont enregistré, en 2021, une solide croissance.

Perspectives³¹ et priorités d'affaires

- Continuer d'augmenter la capacité de distribution, l'accent étant mis sur le marché intermédiaire/familial
- Améliorer l'expérience représentant et l'expérience client par des capacités numériques au point de vente
- Continuer d'automatiser le processus de souscription

Produits et services

- Assurance vie (universelle, permanente et temporaire)
- Assurance maladie grave
- Assurance invalidité de courte durée
- Assurance décès par accident
- Rentes
- Assurance vie collective

Émetteurs et filiales

- iA American Life Insurance Company
- American-Amicable Life Insurance Company of Texas
- Occidental Life Insurance Company of North Caroline
- Pioneer American Insurance Company
- Pioneer Security Life Insurance Company

Réseaux affiliés et de distribution

- Agences de marketing indépendantes (22 610 représentants)

³¹ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

[□] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Affaires américaines : Services aux concessionnaires

En 2021, la division des Services aux concessionnaires de notre secteur des Affaires américaines a combiné les sociétés Innovative Aftermarket Systems (IAS) et SouthwestRe dont elle avait fait l'acquisition, l'entité ainsi créée se voyant désignée comme le iA American Warranty Group.

iA American Warranty Group et les filiales qui lui sont rattachées proposent des produits d'assurance biens et risques divers qui incluent des garanties prolongées et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaires qui couvrent un large éventail de risques associés à la possession d'un véhicule, ainsi que des produits tels de la formation, du soutien pour améliorer les revenus et des services de marketing pour aider les concessionnaires à augmenter leurs ventes. La société bénéficie d'une intégration verticale des services d'assurance, d'administration et de réassurance et compte parmi les rares fournisseurs de services complets aux États-Unis. Ses produits sont offerts par l'entremise d'un réseau d'agents généraux, de concessionnaires d'automobiles, de sociétés de financement et de tiers administrateurs.

La division emploie 700 personnes et administre des produits pour le compte de plus de 7 000 concessionnaires partout aux États-Unis. Elle adapte souvent les produits offerts pour d'importants producteurs et cette flexibilité a joué un rôle clé dans les succès de iA American Warranty et de ses filiales.

Croissance des affaires

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Ventes ^a	1 068	719	49 %

Les ventes ont été fortes en 2021 et ont totalisé 1 068 millions de dollars américains, ce qui représente une augmentation de 49 % par rapport à 2020. Ce solide résultat en dépit des stocks de véhicules restreints s'explique essentiellement par des synergies entre les différentes unités d'exploitation, auxquelles a considérablement contribué l'acquisition de IAS en mai 2020.

Ventes par marchés	2021	2020
	%	%
Producteurs affiliés	72	66
Producteurs non affiliés	28	34
Total	100	100

Les producteurs affiliés ont généré 72 % des ventes en 2021, pourcentage en forte hausse par rapport aux 66 % de 2020. Les ventes des producteurs affiliés constituent une importante mesure de la croissance, du fait de marges bénéficiaires plus élevées.

Perspectives³² et priorités d'affaires

La demande de véhicules est demeurée forte en 2021, bien que la pénurie de puces et les problèmes de chaîne d'approvisionnement aient considérablement réduit le nombre de nouveaux véhicules disponibles. La demande pour les véhicules neufs et d'occasion devrait demeurer forte en 2022 étant donné le faible taux de chômage et la solide demande de la part des consommateurs.

Les concessionnaires sont parvenus à tirer leur épingle du jeu en se procurant et en vendant un plus haut pourcentage de véhicules d'occasion, et ont connu l'une de leurs meilleures années, comme en témoigne leur bénéfice. Ils ne vendent pas autant de véhicules qu'auparavant, mais ils ont pu hausser leur bénéfice par véhicule sur les produits de financement et d'assurance, car ils ont davantage de temps à consacrer à chaque client, et les clients se montrent plus ouverts à protéger leur investissement à mesure que les prix augmentent.

Les Services aux concessionnaires des Affaires américaines sont bien positionnés pour poursuivre leur croissance, non seulement en raison des conditions de marché favorables, mais aussi en raison de la réalisation des synergies attendues, de la mise à jour et de la nouvelle image de produits clés et de l'accent mis, en permanence, sur nos points d'interaction avec les clients et les partenaires de distribution, dans le but d'offrir la meilleure expérience client dans l'industrie.

Produits et services

- Garanties prolongées
- Garanties de protection d'actif
- Protection auxiliaire de véhicules
- Services de formation
- Services de marketing

Émetteurs et filiales

- Dealers Assurance Company
- Dealers Alliance Company
- iA American Warranty Corp.
- iA American Warranty, L.P. (auparavant IAS)
- First Automotive Service Corporation
- Dealer Wizard, LLC

Réseaux affiliés et de distribution

- Agents généraux
- Vente directe (concessionnaires d'automobiles et sociétés de financement)
- Tiers administrateurs
- Distribution directe auprès des consommateurs

³² Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

^a Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Assurance auto et habitation

iA Assurance auto et habitation (iAAH) est une filiale de la société qui commercialise des produits d'assurance auto et habitation dans la province de Québec.

L'un des avantages dont dispose iAAH pour se démarquer repose sur les clients qui lui sont recommandés par les différents réseaux de distribution de la société et qui représentent un potentiel d'achalandage unique dans l'industrie. En effet, une partie importante des clients de iAAH provient de recommandations de représentants du réseau Carrière et du réseau de la division des Services aux concessionnaires. iAAH exerce aussi des activités par l'entremise d'une filiale, nommée Prysm Assurances générales, qui établit des partenariats stratégiques afin que des distributeurs privilégiés puissent offrir ses produits.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	Variation
Primes directes souscrites [□]	432	395	9 %

Les primes directes souscrites ont atteint 432 millions de dollars en 2021, ce qui représente une croissance de 9 % par rapport à 2020. La croissance des primes en 2021 a été forte en raison principalement de l'amélioration de la rétention de la clientèle. Cette amélioration est attribuable à un meilleur positionnement compétitif et témoigne du niveau élevé de satisfaction de la clientèle. Notons que le volume d'affaires de iAAH a enregistré un taux de croissance annuel composé de 10 % au cours des cinq dernières années.

Taux combiné

(%)	2021	2020	2019	2018	2017
Taux combiné	78,0	78,7	93,1	95,8	103,9

Le taux combiné, qui correspond à la somme du taux des frais d'exploitation et du taux de sinistres, s'est amélioré considérablement depuis 2017. Une amélioration du côté de la sinistralité découle de plusieurs mesures prises, en lien avec la souscription et la tarification et, plus récemment, d'un changement de comportement de la clientèle découlant des impacts de la pandémie, qui a également contribué à l'amélioration. Notons finalement que le taux combiné est demeuré sous la barre des 100 % les quatre dernières années.

Perspectives³³ et priorités d'affaires

Le principal objectif consistera à établir de nouveaux partenariats et à maximiser les synergies avec les Services aux concessionnaires, Surex et les autres unités d'exploitation.

Au cours des prochaines années, iAAH accélérera sa transformation numérique en améliorant l'expérience client et celle des partenaires. Le principal objectif consistera à remodeler notre interaction avec les clients. Cette transformation comprend aussi un examen qui intégrera l'automatisation et les analyses de données aux principaux processus d'exploitation, de sorte que les employés puissent mieux prévoir les besoins des clients. Cette transformation constitue un facteur clé pour la croissance future.

Produits et services

- Assurance auto et habitation

Émetteurs et filiales

- iA Assurance auto et habitation
- Prysm Assurances générales
- Surex

Réseaux affiliés et de distribution

- Ventes directes provenant d'activités publicitaires
- Partenariats privilégiés
- Recommandations de clients provenant des réseaux de iA Groupe financier

Acquisition

En novembre 2021, iA Société financière a acquis une participation majoritaire dans le courtier d'assurance de dommages en ligne Surex. En tant que joueur majeur dans la distribution numérique d'assurance biens et risques divers au Canada, Surex réunit des fonctions libre-service et des conseillers expérimentés. Avec quelque 200 employés, Surex a servi plus de 50 000 clients jusqu'à maintenant, traitant plus de 60 000 polices annuellement, ce qui représente un volume annuel de primes de plus de 130 millions de dollars. Cette acquisition s'accompagne de multiples occasions stratégiques, élargissant l'offre de distribution de iA en matière d'assurance personnelle biens et risques divers à l'échelle canadienne, et améliore du même coup l'expérience client et la croissance, tout en appuyant les réseaux de conseillers de iA. En 2022 et pour les années à venir, iA se concentrera sur des projets présentant un haut potentiel de synergie, tels que la mise en œuvre d'occasions de vente croisée entre Surex et iA.

³³ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

[□] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Rentabilité

Faits saillants

La société a terminé l'année 2021 avec un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 830 millions de dollars, comparativement à 611 millions de dollars en 2020. Le résultat par action ordinaire (BPA) dilué s'élève à 7,70 \$ pour 2021, comparativement à 5,70 \$ un an plus tôt. Pour sa part, le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) s'établit à 13,2 % pour l'année, comparativement à 10,6 % en 2020. En ce qui concerne les activités de base, le BPA tiré des activités de base se chiffre à 8,31 \$ pour 2021, et dépasse de 17 % celui de 2020, et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base s'élève à 14,2 % pour 2021, et se compare favorablement à celui de 13,3 % enregistré un an plus tôt. Ces deux dernières mesures s'inscrivent, pour 2021, au-dessus des indications aux marchés fournies au début de l'année.

Rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021	2020	2019	2018	2017
Résultat attribué aux actionnaires	852	633	709	634	531
Moins : dividendes sur actions privilégiées	22	22	22	21	16
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	830	611	687	613	516
Résultat par action ordinaire (BPA)					
De base	7,73 \$	5,71 \$	6,43 \$	5,62 \$	4,84 \$
Dilué	7,70 \$	5,70 \$	6,40 \$	5,59 \$	4,81 \$
Dilué tiré des activités de base [□]	8,31 \$	7,12 \$	6,55 \$	s. o.	s. o.
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires [□]	13,2 %	10,6 %	12,9 %	12,5 %	11,4 %
ROE tiré des activités de base [□]	14,2 %	13,3 %	13,1 %	s. o.	s. o.

Analyse selon la provenance du bénéfice

L'analyse de rentabilité ci-dessous, selon la provenance du bénéfice, présente les principaux éléments qui ont eu une incidence sur les résultats financiers de 2021 par rapport aux attentes établies par la direction de la société. Les mesures présentées dans cette analyse ne sont pas conformes aux IFRS. Elles complètent l'information présentée à la sous-section « Analyse selon les résultats financiers » ci-dessous et fournissent des indicateurs additionnels qui permettent d'évaluer la performance financière.

Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur[□] – Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur reflète les estimations qui ont été jugées les meilleures par la direction au moment de l'élaboration du budget pour l'année 2021, soit à la fin de 2020. Cependant, pour les secteurs liés à l'épargne, le bénéfice anticipé est mis à jour trimestriellement afin de rendre compte de l'évolution des marchés financiers et des entrées nettes de fonds.

À 927 millions de dollars, le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur pour 2021 a augmenté de 16 % ou de 126 millions de dollars (avant impôts) par rapport à 2020. Cette progression s'explique principalement par la croissance organique et l'apport de l'acquisition de IAS dans le secteur des Affaires américaines. La croissance du bénéfice anticipé s'est également trouvée soutenue, en 2021, par la mise à jour trimestrielle mentionnée ci-dessus, en raison des effets favorables des entrées nettes de fonds et de la croissance des marchés financiers.

Gains (pertes) d'expérience par rapport au bénéfice anticipé[□] – Les gains ou les pertes d'expérience représentent l'écart entre le bénéfice réalisé et celui anticipé sur l'en-vigueur. Ainsi, des gains ou des pertes d'expérience surviennent lorsque les résultats réels diffèrent de ceux qui découlent des hypothèses utilisées pour déterminer le bénéfice anticipé.

La société a terminé l'année 2021 avec des gains d'expérience totalisant 69 millions de dollars avant impôts, comparativement à des pertes totalisant 97 millions de dollars en 2020. Ce résultat s'explique par les gains réalisés dans quatre des cinq secteurs d'activité. Il convient de souligner qu'en 2021, les dépenses ont été supérieures aux prévisions initiales, et ce, principalement à cause des bonis, des salaires et des avantages qui ont découlé des solides ventes et des profits enregistrés par la société au cours de l'année, et d'initiatives numériques visant à favoriser la croissance et les gains d'efficacité.

Les paragraphes qui suivent détaillent les résultats de 2021 pour les cinq secteurs d'activité de la société.

- **Assurance individuelle** – Un gain d'expérience de 59 millions de dollars avant impôts a été enregistré en 2021, comparativement à un gain de 10 millions de dollars en 2020. Les gains de 2021 sont essentiellement attribuables à une expérience favorable du côté des titulaires de polices, particulièrement au chapitre de la morbidité, et à l'impact positif des variations des marchés financiers, tandis que les dépenses ont été plus élevées que prévu. Les revenus de la filiale de distribution PPI ont également été supérieurs aux prévisions en raison, notamment, de la cession de PPI Benefits Inc.
- **Gestion de patrimoine individuel** – Un écart favorable de 9 millions de dollars avant impôts a été inscrit dans ce secteur en 2021, comparativement à un écart défavorable de 86 millions de dollars en 2020. En 2021, les résultats des fonds distincts, de iA Clarington (fonds communs de placement) et des filiales de distribution ont été plus élevés que prévu, soutenus par des ventes nettes élevées et des conditions de marché favorables. Ces gains ont toutefois été partiellement absorbés par des dépenses plus élevées.

□ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

- **Assurance collective** – Le secteur a enregistré un gain d'expérience de 10 millions de dollars avant impôts en 2021, comparativement à une perte de 9 millions de dollars en 2020. Le gain de cette année provient de la division des Services aux concessionnaires, où l'expérience en matière d'assurance biens et risques divers a été favorable et les revenus des affaires liées aux prêts automobiles ont dépassé les prévisions en raison du solide rendement du portefeuille et de la libération de provisions liées à la pandémie mises de côté au premier trimestre de 2020. Les résultats des Régimes d'employés et des Marchés spéciaux ont cependant été inférieurs aux attentes, du fait de réclamations et de dépenses plus élevées.
- **Épargne et retraite collectives** – Le secteur a enregistré un écart défavorable de 12 millions de dollars avant impôts en 2021, en comparaison d'un écart favorable de 5 millions de dollars un an plus tôt. Le résultat de 2021 s'explique par des dépenses supérieures aux prévisions et d'autres éléments divers.
- **Affaires américaines** – Un gain d'expérience de 3 millions de dollars avant impôts a été enregistré en 2021, comparativement à une perte de 17 millions de dollars l'année précédente. Dans la division de l'Assurance individuelle, les résultats en 2021 ont été supérieurs aux prévisions, du fait d'une expérience favorable du côté des titulaires de polices. Dans la division des Services aux concessionnaires, les coûts d'intégration pour l'acquisition de IAS ont été plus élevés que prévu, essentiellement à cause de l'intégration accélérée des fonctions organisationnelles et administratives. Si l'on fait abstraction de cet élément, les résultats ont été meilleurs que prévu, grâce une expérience favorable en matière de réclamations et à de solides ventes.

Gain ou drain à la vente[□] – Le *drain* est une charge à laquelle doit faire face une compagnie d'assurance, essentiellement attribuable aux dépenses à l'établissement de nouvelles polices. Certains produits ont des caractéristiques qui les rendent plus exigeants que d'autres en ce qui concerne le *drain*, comme les produits qui comportent des garanties à long terme. Notons que si l'expérience se déroule comme prévu au cours des années suivant l'émission d'un contrat, le profit réalisé couvre, entre autres, la charge liée à l'émission du contrat. Dans le secteur de l'Assurance individuelle et dans la division de l'Assurance individuelle du secteur des Affaires américaines, la charge à l'établissement des nouveaux contrats (ou *drain*) totalise 15 millions de dollars avant impôts pour l'année 2021, comparativement à 28 millions de dollars l'année précédente. Le *drain*, exprimé en pourcentage des ventes (qui sont mesurées par les primes annualisées de première année) s'est établi à 3 % en 2021, comparativement à 7 % en 2020. Le *drain* pour 2021 est ainsi plus favorable qu'en 2020 et s'inscrit dans le milieu de la fourchette cible de -5 % à 10 % donnée comme indication pour 2021.

Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction[□] – À la fin de chaque trimestre, la société s'assure de la suffisance de ses provisions compte tenu du contexte économique existant. De plus, à la fin de chaque année, la société procède à une mise à jour de ses hypothèses d'évaluation afin de tenir compte des plus récents développements dans l'environnement économique et financier de même que de ses propres résultats et de ceux de l'industrie en matière notamment de mortalité, de morbidité, d'abandons et de coûts unitaires.

En 2021, les mesures prises par la direction et les changements dans les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des passifs nets relatifs aux contrats d'assurance (pour les affaires sans participation) ont exercé un impact net positif sur le bénéfice d'exploitation de 2 millions de dollars avant impôts, qui peut être réparti comme suit :

- **Mortalité et morbidité** – Une augmentation des réserves de 39 millions de dollars avant impôts a été effectuée à la suite des résultats des études de mortalité et de morbidité annuelles de la société et de l'augmentation de la protection supplémentaire dans les réserves destinées à pallier l'incertitude associée à la pandémie. Cette dernière reflète la tendance la plus récente dans les réclamations de décès supplémentaires attribuables aux effets directs et indirects de la pandémie. La valeur de cette protection supplémentaire face à la surmortalité s'établissait, à la fin de 2021, à 37 millions de dollars.
- **Comportement des titulaires de polices (abandons)** – Une augmentation des réserves de 10 millions de dollars avant impôts a résulté des résultats des études sur le comportement des titulaires de polices de la société pour l'année et de la diminution de la protection supplémentaire dans les réserves pour pallier l'incertitude associée à la pandémie. Les études annuelles ont mené à une augmentation des réserves reflétant principalement l'expérience au chapitre des abandons de certains produits d'assurance maladie grave. Quant aux protections supplémentaires dans les réserves pour pallier l'incertitude associée à la pandémie, elles ont été réduites, aucun comportement défavorable des titulaires de polices attribuable à l'incertitude économique découlant de la pandémie n'ayant été enregistré en 2021. La valeur de cette protection supplémentaire pour le comportement défavorable des titulaires de polices se chiffrait, à la fin de 2021, à 20 millions de dollars avant impôts.
- **Hypothèses économiques** – La révision des hypothèses de placement et des hypothèses économiques a donné lieu à une libération de réserves de 47 millions de dollars avant impôts.
- **Dépenses et autres** – Une libération de réserves de 4 millions de dollars avant impôts a été enregistrée en raison de l'incidence favorable du raffinement de la modélisation des passifs de polices, qui a plus que compensé l'ajustement des hypothèses en matière de dépenses résultant de l'étude sur les dépenses de la société pour l'année.

Pour plus de détails, vous référer à la note 14 des états financiers intitulée *Passif relatif aux contrats d'assurance et passif relatif aux contrats d'investissement*.

Revenu sur le capital[□] – Le revenu sur le capital correspond au revenu tiré des placements dans lesquels le capital de la société est investi, moins toutes les dépenses engagées pour générer ce revenu. La société considère aussi dans le revenu sur le capital les frais de financement provenant des débentures, l'amortissement des actifs intangibles en lien avec des acquisitions et les résultats de la filiale iA Auto et habitation (iAAH). Le revenu sur le capital s'élève à 125 millions de dollars avant impôts pour l'année 2021, comparativement à 105 millions de dollars pour 2020. Le résultat plus élevé que prévu en 2021 s'explique par une forte contribution de la filiale iA Auto et habitation, résultant de ratios de réclamations inférieurs et de revenus d'investissements sur le capital plus élevés.

Impôts sur le revenu[□] – Les impôts sur le revenu représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs sur la vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants. Ils sont considérés comme une dépense aux fins de calcul du bénéfice d'exploitation. Les impôts sur le revenu se sont chiffrés à 256 millions de dollars en 2021, pour un taux d'impôt effectif qui était ainsi de 23,1 %.

[□] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Résultats selon les activités de base

Les mesures financières basées sur les résultats tirés des activités de base sont des mesures non-IFRS utilisées pour mieux comprendre la capacité de la société à générer des bénéfices durables.

Les résultats tirés des activités de base excluent des résultats divulgués selon les mesures financières IFRS, les impacts des éléments qui créent de la volatilité dans ces résultats ou qui, selon la direction, ne sont pas représentatifs de la performance opérationnelle de la société. Le tableau ci-dessous présente les six types d'ajustements appliqués au résultat par action (BPA) divulgué pour calculer le BPA tiré des activités de base.

Ces ajustements visent notamment l'impact des variations des marchés financiers, les changements d'hypothèses actuarielles, les différents impacts des acquisitions et la charge de retraite non liée aux activités de base, qui représente la différence entre le rendement des actifs (revenus d'intérêt sur les actifs du régime) calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS.

Le BPA tiré des activités de base de 8,31 \$ en 2021 est supérieur de 17 % à celui de 2020.

Rapprochement du BPA divulgué avec le BPA tiré des activités de base, selon la définition des revenus tirés des activités de base établie pour l'année 2021

	2021	2020
Résultat par action ordinaire (BPA, dilué)	7,70 \$	5,70 \$
Ajustements :		
Impacts des marchés qui diffèrent des meilleures estimations faites par la direction	(0,21 \$)	0,49 \$
Changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction	(0,02 \$)	(0,04 \$)
Gains ou pertes liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	0,10 \$	(0,01 \$)
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	0,52 \$	0,42 \$
Charge de retraite non liée aux activités de base	0,22 \$	0,19 \$
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	— \$	0,37 \$
BPA tiré des activités de base^a	8,31 \$	7,12 \$

Rapprochement de certaines mesures non conformes aux IFRS avec les IFRS

Le tableau qui suit permet d'effectuer le rapprochement entre le bénéfice d'exploitation et les impôts indiqués dans le tableau ci-dessus et les mesures conformes aux IFRS.

Rapprochement de la provenance du bénéfice avec les mesures conformes aux IFRS

(En millions de dollars)	2021	2020
Composantes du bénéfice avant impôts :		
Bénéfice d'exploitation (selon la provenance du bénéfice)	983	658
Revenu sur le capital (selon la provenance du bénéfice)	125	105
Bénéfice attribuable aux contrats avec participation et autres éléments	10	(1)
Résultat avant impôts selon les états financiers	1 118	762
Impôts :		
Sur le bénéfice d'exploitation et sur le revenu sur le capital	(256)	(130)
Montant relatif aux contrats avec participation et autres éléments	—	—
Impôts selon les états financiers	(3)	(130)
Résultat net selon les résultats financiers	859	632

^a Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Analyse selon les résultats financiers

Résultats annuels

Les résultats financiers de la société pour les exercices terminés les 31 décembre 2021, 2020 et 2019 sont présentés au tableau ci-dessous.

État des résultats consolidés

(En millions de dollars)	2021	2020	2019
Produits			
Primes nettes	13 164	11 196	8 944
Produits de placement	206	4 668	4 642
Autres produits	2 116	1 775	1 679
Total	15 486	17 639	15 265
Prestations sur contrats et charges			
Prestations nettes sur contrats	6 991	5 290	5 392
Transferts nets aux fonds distincts	3 278	2 872	917
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(45)	5 760	4 773
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	(1)	34	27
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(76)	(737)	(44)
Commissions	2 180	1 788	1 654
Frais généraux	1 823	1 668	1 472
Taxes sur primes et autres taxes	141	129	128
Charges financières	77	73	59
Total	14 368	16 877	14 378
Résultats avant impôts	1 118	762	887
Moins : impôts	259	130	188
Résultat net	859	632	699
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	7	(1)	(10)
Résultat net attribué aux actionnaires	852	633	709
Moins : dividendes sur actions privilégiées	22	22	22
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	830	611	687

Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

L'augmentation de 36 % du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires entre 2021 et 2020 s'explique par les éléments mentionnés ci-après.

Produits

Les produits, dont les trois composantes sont présentées au tableau ci-dessus, totalisent près de 15,5 milliards de dollars pour 2021, ce qui représente une diminution de 12 % par rapport à l'année 2020. Cette diminution est principalement liée à une diminution des produits de placement de près de 4,5 milliards de dollars, essentiellement attribuable au changement dans la juste valeur des placements, découlant des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. En règle générale, les variations dans la juste valeur des placements sont largement neutralisées par les variations correspondantes du passif relatif aux contrats d'assurance, leur effet sur le revenu net étant donc minime. Quant aux primes nettes, elles ont augmenté de près de 2,0 milliards de dollars en 2021, ou de 18 % par rapport à 2020. On observe une croissance dans presque tous les secteurs, qui provient principalement des produits d'épargne individuelle, tels les fonds distincts et les certificats de placement garanti. La croissance des affaires dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a également contribué à la hausse des autres produits. L'acquisition de IAS Parent Holdings, Inc. au deuxième trimestre de 2020 a quant à elle contribué à l'augmentation des primes nettes et des autres revenus des Affaires américaines.

Le tableau suivant fournit plus de détails sur la composition des produits par secteurs.

Produits par secteurs

(En millions de dollars)	Exercice terminé le 31 décembre 2021						Total
	Assurance individuelle	Gestion de patrimoine individuel	Assurance collective	Épargne et retraite collectives	Affaires américaines	Autres	
Primes nettes	1 758	5 709	1 728	2 746	828	395	13 164
Variation p/r 2020	133	1 793	125	(272)	134	55	1 968
Produits de placement	56	(149)	114	29	(16)	172	206
Variation p/r 2020	(3 536)	(298)	(80)	(358)	(208)	18	(4 462)
Autres produits	142	1 780	77	118	351	(352)	2 116
Variation p/r 2020	24	279	5	13	175	(155)	341
Total	1 956	7 340	1 919	2 893	1 163	215	15 486
Variation p/r 2020	(3 379)	1 774	50	(617)	101	(82)	(2 153)

▮ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Prestations sur contrats et charges

Les prestations sur contrats et charges ont enregistré une baisse de 2,5 milliards de dollars en 2021 par rapport à 2020. Le principal élément qui a contribué à cette baisse est une variation du passif relatif aux contrats d'assurance de 5,8 milliards de dollars par rapport à 2020, essentiellement attribuable à une hausse des taux d'intérêt cette année, par opposition à une diminution l'an dernier. Rappelons que la variation de ce passif au cours d'une période reflète notamment la variation de la juste valeur et du rendement des actifs appartenant aux provisions mathématiques, la variation des primes et prestations nettes sur contrats, les transferts nets aux fonds distincts et les variations des provisions mathématiques qui découlent des changements d'hypothèses.

La diminution des prestations sur contrats et charges a été partiellement compensée par :

- Une augmentation des prestations nettes sur contrats de plus de 1,7 milliard de dollars, essentiellement à l'Épargne et retraite collectives, reflétant le cours normal des activités pour les contrats de groupe. Les prestations nettes sur contrats comprennent les prestations versées à la suite de décès, d'invalidités, de maladies, de sinistres ou de résiliations de contrats ainsi que les paiements de rentes;
- Une variation moindre de l'actif de réassurance, en 2021, qu'en 2020 (661 millions de dollars). Notons que les facteurs qui ont une incidence sur cet élément sont généralement les mêmes que ceux qui influent sur la variation du passif relatif aux contrats d'assurance;
- Une augmentation des transferts nets aux fonds distincts par rapport à 2020, la croissance des primes ayant dépassé celle des prestations (406 millions de dollars);
- Une augmentation des commissions comparativement à l'année précédente (392 millions de dollars), découlant pour l'essentiel de la croissance dans le bloc de polices en vigueur ainsi que des acquisitions. Les commissions correspondent à la rémunération des conseillers financiers pour les nouvelles ventes, les partenaires des réseaux de distribution et certains contrats en vigueur;
- Une augmentation des dépenses générales, essentiellement attribuable à la croissance des affaires et à des acquisitions (155 millions de dollars).

Impôts

Les états financiers consolidés indiquent une charge d'impôts de 259 millions de dollars en 2021, comparativement à une de 130 millions de dollars en 2020. Ces montants représentent la charge fiscale de la société nette de tous les ajustements pour les années antérieures, et l'augmentation en 2021 découle principalement d'un revenu supérieur avant impôts.

Résultats trimestriels

Voici un résumé des résultats trimestriels, tirés des états financiers de la société, pour chacun des huit derniers trimestres. L'analyse suivante porte principalement sur les résultats du quatrième trimestre de 2021. La terminologie utilisée dans les parties qui suivent est la même que celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

Primes nettes

Les primes nettes ont connu une hausse de 9 % au quatrième trimestre de 2021, si on compare au trimestre correspondant de l'année précédente, et s'établissent à près de 3,4 milliards de dollars pour la période. Cette variation s'explique principalement par la croissance marquée des primes nettes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, atténuée toutefois par une diminution dans celui de l'Épargne et retraite collectives.

La variation des marchés boursiers, l'importance des primes investies dans les fonds distincts et la réalisation de nouvelles ententes avec des groupes de grande taille dans les deux secteurs qui distribuent leurs produits aux entreprises et aux groupes, notamment, contribuent à la fluctuation des primes d'un trimestre à un autre.

Notons que les primes nettes incluent les sommes investies par les assurés dans les fonds distincts de la société, mais excluent celles investies par les clients dans les fonds communs de placement.

Produits de placement

Au cours du quatrième trimestre de 2021, les produits de placement ont enregistré une hausse de 1 093 millions de dollars, si on compare au même trimestre de 2020. L'augmentation au cours du quatrième trimestre de 2021 découle principalement de la hausse de la juste valeur des placements en obligations et des instruments financiers dérivés qu'a engendrée la variation des taux d'intérêt, des taux de change et des taux du marché.

Notons que les produits de placement évoluent généralement en grande partie en fonction de la juste valeur des placements, qui découle de l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et de l'écart des émetteurs, notamment en ce qui touche les obligations, les actions et les instruments financiers dérivés. Les produits de placement varient aussi en fonction des revenus d'intérêts, des dividendes et des revenus locatifs des immeubles et des profits et des pertes réalisés sur disposition d'actifs disponibles à la vente.

Sur le plan comptable, la majorité des obligations et des actions sont des titres classés « Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net » et sont utilisées comme actifs sous-jacents aux provisions mathématiques. La variation de la juste valeur de ces actifs se reflète par conséquent dans l'augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance.

Autres produits

Les autres produits sont constitués des honoraires liés à la gestion des fonds distincts et des fonds communs de placement, des revenus tirés des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) ainsi que des revenus d'honoraires provenant des filiales de courtage et des actifs gérés pour des tiers. Au quatrième trimestre de 2021, les autres produits ont connu une hausse de 93 millions de dollars, soit de 20 %, si on compare avec le même trimestre de 2020. Cette variation provient majoritairement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

(En millions de dollars)	Assurance individuelle		Gestion de patrimoine individuel		Assurance collective		Épargne et retraite collectives		Affaires américaines		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Provenance du bénéfice¹ :												
Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur	384	362	284	238	98	91	33	22	128	88	927	801
Gains (pertes) d'expérience	59	10	9	(86)	10	(9)	(12)	5	3	(17)	69	(97)
Gain (<i>drain</i>) sur les ventes	(9)	(16)	—	—	—	—	—	—	(6)	(12)	(15)	(28)
Changements d'hypothèses	31	(20)	1	(1)	(3)	(5)	(31)	12	4	(4)	2	(18)
Bénéfice d'exploitation	465	336	294	151	105	77	(10)	39	129	55	983	658
Revenu sur le capital	108	82	22	15	5	1	10	4	(20)	3	125	105
Impôts	(119)	(67)	(86)	(42)	(31)	(16)	—	(8)	(20)	3	(256)	(130)
Résultat net attribué aux actionnaires	454	351	230	124	79	62	—	35	89	61	852	633
Moins : dividendes sur actions privilégiées	16	17	3	3	2	1	1	1	—	—	22	22
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	438	334	227	121	77	61	(1)	34	89	61	830	611

Résultats trimestriels

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2021				2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Primes nettes	3 353	3 332	3 104	3 375	3 080	3 248	2 113	2 755
Produits de placement	2 067	(41)	1 730	(3 550)	974	396	4 155	(857)
Autres produits	557	543	510	506	464	455	416	440
Total	5 977	3 834	5 344	331	4 518	4 099	6 684	2 338
Résultat avant impôts	292	289	304	233	203	268	247	44
Impôts	68	63	69	59	31	49	52	(2)
Résultat net	224	226	235	174	172	219	195	46
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	10	3	(1)	(5)	(5)	(4)	7	1
Résultat net attribué aux actionnaires	214	223	236	179	177	223	188	45
Moins : dividendes sur actions privilégiées	5	6	5	6	5	6	5	6
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	209	217	231	173	172	217	183	39
Résultat par action ordinaire								
De base	1,95 \$	2,01 \$	2,16 \$	1,61 \$	1,61 \$	2,03 \$	1,71 \$	0,37 \$
Dilué	1,94 \$	2,01 \$	2,15 \$	1,61 \$	1,60 \$	2,03 \$	1,71 \$	0,36 \$
Transferts nets aux fonds distincts	1 004	1 018	845	411	1 038	622	524	688
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance	1 890	96	1 789	(3 820)	1 494	950	4 018	(702)
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'investissement	5	1	7	(14)	9	3	21	1
Actif total du fonds général	55 082	54 226	53 160	52 238	53 662	52 706	51 499	47 811
Actif net des fonds distincts	39 577	36 886	35 837	33 437	32 804	30 119	28 505	25 460

¹ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Situation financière

Capitalisation et solvabilité

Capitalisation[□]

La structure du capital de iA Société financière se répartit en trois catégories de capitaux : les capitaux propres, les débetures ainsi que les comptes des contrats avec participation. Au 31 décembre 2021, le capital[□] de la société atteignait près de 8,7 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 9 % par rapport au 31 décembre 2020. Les capitaux propres et les comptes de contrats avec participation constituaient 83 % du capital total à la fin de 2021.

La variation favorable en 2021 est principalement attribuable à l'augmentation des résultats non distribués, à la suite des bénéfices réalisés au cours de l'année, nets des dividendes versés aux actionnaires ordinaires.

Structure du capital

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Capitaux propres					
Actions ordinaires	1 706	1 674	1 666	1 656	1 521
Actions privilégiées ³⁴	525	525	525	525	375
Résultats non distribués ^{35,36}	4 963	4 170	3 823	3 440	3 073
Surplus d'apport	17	20	18	23	20
CAERG ³⁷	(14)	83	56	23	49
Total partiel	7 197	6 472	6 088	5 667	5 037
Débetures ³⁴	1 450	1 449	1 050	901	996
Comptes des contrats avec participation ³⁷	48	41	42	52	41
Total	8 695	7 962	7 180	6 620	6 074

Levier financier[□] et ratio de couverture[□]

Le ratio d'endettement[□], tel que mesuré par les débetures par rapport à la structure du capital, était de 16,7 % au 31 décembre 2021, et si on ajoute les actions privilégiées aux débetures, il s'élevait à 22,7 %. La diminution de ces ratios s'explique par l'augmentation, déjà mentionnée, du capital total de la société, en l'absence d'activités financières, de rachats ou d'émissions en 2021.

Au 31 décembre 2021, le ratio de couverture[□] était de 16,1x, comparativement à 11,7x au 31 décembre 2020. Cette augmentation est essentiellement attribuable à un bénéfice plus élevé, aucune activité financière n'ayant été réalisée en 2021. Le ratio de couverture correspond au ratio du bénéfice des douze derniers mois avant impôts et frais financiers liés aux intérêts, par rapport aux frais financiers liés aux intérêts et aux dividendes.

Ratios d'endettement et ratio de couverture

	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Ratios d'endettement [□]					
Débetures/structure du capital	16,7%	18,2 %	14,6 %	13,6 %	16,4 %
Débetures et actions privilégiées/structure du capital	22,7%	24,8 %	21,9 %	21,5 %	22,6 %
Ratio de couverture (en nombre de fois) ^{□,38}	16,1x	11,7x	16,6x	14,6x	13,3x

Solvabilité

Lors de la création de la société de portefeuille iA Société financière, la société s'est engagée à suivre la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (ESCAP) de l'Autorité des marchés financiers. Le ratio de solvabilité[□] de la société s'établissait à 134 % au 31 décembre 2021, comparativement à 130 % au 31 décembre 2020. L'augmentation de quatre points de pourcentage au cours de l'année est principalement attribuable au fait d'une très forte génération organique de capital. Le ratio de solvabilité de la société est demeuré, en 2021, bien au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 %. Le rachat des débetures de 250 millions de dollars annoncé le 20 janvier 2022 réduira, une fois complété, le ratio de solvabilité de la société d'environ trois points de pourcentage, pour un ratio pro forma de 131 % au 31 décembre 2021.

³⁴ Éléments pris en compte dans le calcul du ratio d'endettement, considérés comme de la dette à long terme

³⁵ Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2017.

³⁶ Au quatrième trimestre de 2019, un ajustement a été effectué rétroactivement au 1^{er} janvier 2018 en transférant 7 millions de dollars des résultats non distribués aux comptes des contrats avec participation.

³⁷ CAERG : cumul des autres éléments du résultat global

³⁸ Calculé en divisant le bénéfice des douze derniers mois (avant intérêts et impôts) par la somme des intérêts, des dividendes sur actions privilégiées et des primes versées au rachat d'actions privilégiées (s'il y a lieu)

□ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Comme mentionné plus tôt, la génération organique de capital³⁹ a été très forte tout au long de l'année, la société ayant généré, en 2021, environ 450 millions de dollars en capital supplémentaire, dépassant ainsi la fourchette cible de 275 à 325 millions de dollars pour l'année. La très bonne génération organique de capital devrait se poursuivre en 2022, et la société prévoit conserver un ratio de solvabilité à l'intérieur ou au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 % pour iA Société financière³⁹.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Capitaux disponibles	4 982	4 368
Attribution de l'avoit et dépôts admissibles	5 261	5 055
Coussin de solvabilité global	7 640	7 267
Ratio de solvabilité³⁹	134 %	130 %

Capitaux propres et financement

Rachat et émission d'instruments financiers

Il n'y a eu, en 2021, aucune activité financière ni aucun rachat et aucune émission.

Le 20 janvier 2022, iA Assurance a annoncé qu'elle effectuerait, le 23 février 2022, le rachat de quelque 250 millions de dollars en débetures.

Débetures

La société comptabilisait quatre séries de débetures, dont deux émises par iA Assurance, dans son bilan au 31 décembre 2021, d'une valeur comptable totale de 1 446 millions de dollars. Ces quatre séries, qui sont détaillées dans un tableau plus loin dans cette section, ont été classées comme des passifs financiers au coût amorti. Rappelons que les débetures représentent des créances directes non garanties de la société, qui sont subordonnées à celles des titulaires de polices et des autres créanciers. En 2021, la charge de financement, composée d'intérêts et de l'amortissement des frais d'émission, s'élevait à 41,6 millions de dollars, comme c'était le cas en 2020.

Actions ordinaires en circulation

La société ne dispose que d'une seule classe d'actions ordinaires et toutes les actions ordinaires comportent un seul droit de vote. De plus, aucun actionnaire ne peut acquérir, directement ou indirectement, 10 % ou plus des actions avec droit de vote de iA Société financière et les actions ordinaires de la filiale iA Assurance doivent être détenues à 100 %, directement ou indirectement, par iA Société financière. Les actions ordinaires de iA Société financière se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole IAG. (Voir la section « Mise en garde » au début de ce document pour plus d'information sur, notamment, la constitution juridique de iA Groupe financier.)

Au 31 décembre 2021, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation s'élevait à 107 557 577, soit 493 750 actions de plus qu'au 31 décembre 2020. Cette augmentation est principalement attribuable à l'exercice d'options d'achat d'actions destiné notamment aux membres de la direction, puisqu'il n'y a eu aucune émission d'actions ordinaires et très peu de rachats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions, le programme n'ayant été réintroduit qu'en décembre 2021, après la levée des restrictions réglementaires visant les programmes de rachat d'actions.

Actions ordinaires

(En millions)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Nombre d'actions ordinaires en circulation	108	107	107	109	107

Cours de l'action et capitalisation boursière

iA Groupe financier est devenue une société à capital-actions en février 2000. Le titre de la société a commencé à se négocier sur le parquet de la Bourse de Toronto le 3 février 2000, à un prix de 7,875 \$, en tenant compte de la subdivision des actions ordinaires de la société, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 16 mai 2005. Le titre de la société a clôturé l'année 2021 à 72,38 \$. La capitalisation boursière de la société s'établissait ainsi à près de 7,8 milliards de dollars, ce qui représente une croissance de 32 % de la capitalisation en 2021.

Cours de l'action et capitalisation boursière

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Cours de l'action	72,38 \$	55,18 \$	71,33 \$	43,57 \$	56,82 \$
Capitalisation boursière	7 785	5 908	7 630	4 731	6 386

Valeur comptable par action ordinaire⁴⁰

La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 62,01 \$ à la fin de l'année 2021, ce qui représente une progression de près de 12 % au cours de l'année. Cette progression provient essentiellement de l'apport des résultats non distribués nets des dividendes payés durant l'année 2021.

³⁹ Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » de ce document.

⁴⁰ La valeur comptable par action ordinaire est une mesure financière calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période; toutes les composantes de cette mesure sont des mesures conformes aux IFRS.

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Valeur comptable par action ordinaire

	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Valeur comptable par action ordinaire ⁴¹	62,01 \$	55,52 \$	51,99 \$	47,34 \$	43,65 \$

Actions privilégiées

En 2021, la filiale iA Assurance a versé 22 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires privilégiés qui détenaient des actions de catégorie A des séries B, G et I. Le capital de iA Assurance comporte actuellement des actions privilégiées de catégorie A réparties entre ces trois séries, comme présenté au grand tableau plus loin dans cette section.

Dividendes

En novembre 2021, la société a haussé de 29 %, de 0,4850 \$ à 0,6250 \$, le dividende trimestriel versé par action ordinaire, après que les autorités réglementaires ont mis un terme aux restrictions imposées à cet égard en contexte de pandémie. Ainsi, 2,0800 \$ par action ordinaire ont été versés en 2021 comparativement à 1,9400 \$ en 2020, ce qui représente une hausse de 7 %. Au total, la société a versé 224 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires ordinaires au cours de 2021. Le ratio de distribution du dividende⁴¹ pour l'année s'établit à 27 % du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires, s'inscrivant ainsi dans la fourchette cible de 25 % à 35 % qui avait été donnée comme indication aux marchés au début de 2021. Notons que la société a annoncé que la fourchette cible pour son ratio de distribution du dividende serait désormais de 25 % à 35 % du bénéfice tiré des activités de base⁴². Cette cible était auparavant fondée sur le bénéfice divulgué.

Dividendes

	2021	2020	2019	2018	2017
Dividendes versés par action ordinaire	2,08 \$	1,94 \$	1,77 \$	1,59 \$	1,43 \$
Ratio de distribution ⁴¹	27 %	34 %	27 %	28 %	30 %

Déclaration de dividendes du quatrième trimestre

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires et les différentes catégories d'actions privilégiées.

Le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,6250 \$ par action ordinaire en circulation de iA Société financière, soit le même que celui annoncé au trimestre précédent. Ce dividende sera payable le 15 mars 2022 à tous les actionnaires inscrits le 4 mars 2022.

iA Assurance n'a pas versé de dividende au quatrième trimestre de 2021. Pour le premier trimestre de 2022, le conseil d'administration de iA Assurance n'a approuvé le versement d'aucun dividende à l'unique porteur de ses actions ordinaires, iA Société financière. Aucun dividende ne sera donc versé par iA Assurance à iA Société financière au premier trimestre de 2022.

Le conseil d'administration de iA Assurance a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série B. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2022 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 4 mars 2022.

Le conseil d'administration de iA Assurance a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2360625 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série G. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2022 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 4 mars 2022.

Le conseil d'administration de iA Assurance a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3000 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série I. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2022 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 4 mars 2022.

Notons que tous les dividendes versés par iA Société financière sur ses actions ordinaires et par l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers sur ses actions privilégiées sont des dividendes déterminés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au régime d'options d'achat d'actions adopté par le conseil d'administration en 2001, le comité des ressources humaines et de rémunération a procédé, en 2021, à l'octroi de 310 000 nouvelles options d'achat d'actions. Ces nouvelles options, qui viendront à échéance en 2031, ont été octroyées à un prix d'exercice moyen pondéré de 58,55 \$. L'émission, nette des options exercées et annulées au cours de l'année, porte à 1 668 733 le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, ce qui représente 1,55 % du nombre d'actions émises et en circulation au 31 décembre 2021.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à l'intention des détenteurs d'actions ordinaires

Ce régime permet aux participants de réinvestir automatiquement leurs dividendes dans des actions ordinaires de iA Société financière, et aussi d'acheter, en espèces, des actions ordinaires additionnelles de iA Société financière. Les actions émises dans le cadre du régime sont acquises sur le marché secondaire.

Offre publique de rachats d'actions

Le 1^{er} décembre 2021, les autorités réglementaires ayant levé, en novembre 2021, leurs restrictions sur les programmes de rachats d'actions, la société a annoncé qu'elle réinstaurait son programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités. En vertu de ce programme, en vigueur du 6 décembre 2021 au 5 décembre 2022, la société pourrait racheter jusqu'à 5 382 503 actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions émises en circulation en date du 23 novembre 2021. Au quatrième trimestre, 112 500 actions ordinaires ont été rachetées et annulées dans le cadre du programme, pour une valeur totale de 8 millions de dollars.

⁴¹ La valeur comptable par action ordinaire est une mesure financière calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période; toutes les composantes de cette mesure sont des mesures conformes aux IFRS.

⁴² Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Actions privilégiées et débetures – iA Société financière inc.

Débetures subordonnées émises le 21 février 2020 et échéant le 21 février 2030

Valeur nominale :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	398 millions de dollars
Intérêt porté :	2,400 % jusqu'au 21 février 2025. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 0,71 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 21 février 2025, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 1,8 million de dollars.

Débetures subordonnées émises le 24 septembre 2019 et échéant le 24 septembre 2031

Valeur nominale :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	398 millions de dollars
Intérêt porté :	3,072 % jusqu'au 24 septembre 2026. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 1,31 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 24 septembre 2026, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 2 millions de dollars.

Actions privilégiées et débetures – Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Actions privilégiées de catégorie A – série B

Nombre :	5 000 000
Valeur nominale :	125 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende trimestriel non cumulatif et fixe dont le montant est de 0,2875 \$ par action privilégiée
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Ne sont pas convertibles en actions ordinaires, convertibles en actions privilégiées de catégorie A
Rachat :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), depuis le 31 mars 2011

Actions privilégiées de catégorie A – série G

Nombre :	10 000 000
Valeur nominale :	250 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende trimestriel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 1,0750 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 30 juin 2017. Le 30 juin 2017, le taux annuel a été modifié à 0,94425 \$ en espèces par action privilégiée.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Convertibles au gré du détenteur en actions privilégiées de catégorie A – série H le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite
Rachat :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'AMF, depuis le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite

Actions privilégiées de catégorie A – série I

Nombre :	6 000 000
Valeur nominale :	150 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende trimestriel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 1,20 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 31 mars 2023. Le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende sera rajusté afin de correspondre à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur plus 2,75 %.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Convertibles au gré du détenteur en actions privilégiées de catégorie A – série J le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite
Rachat :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'AMF, le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite.

Débetures subordonnées émises le 23 février 2015 et échéant le 23 février 2027

Valeur nominale :	250 millions de dollars
Valeur comptable :	250 millions de dollars
Intérêt porté :	2,64 % jusqu'au 23 février 2022. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au Taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 1,08 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 23 février 2022, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 0,3 million de dollars.

Débetures subordonnées émises le 16 septembre 2016 et échéant le 15 septembre 2028

Valeur nominale :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	399 millions de dollars
Intérêt porté :	3,30 % jusqu'au 15 septembre 2023. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux CDOR trois mois, majoré de 2,14 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 15 septembre 2023, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 1 million de dollars.

Les lecteurs sont invités à lire les prospectus pour en savoir davantage sur les caractéristiques des actions privilégiées et des débetures. Les prospectus sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs*.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information importante est colligée et communiquée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef, afin de permettre la prise de décisions appropriées à l'égard de l'information à fournir. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à s'assurer que l'information est recueillie, enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par le *Règlement sur les valeurs mobilières* canadien.

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et les procédures de communication de l'information de la société. À la suite d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information au 31 décembre 2021, ils ont conclu que ceux-ci étaient efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables de concevoir et de maintenir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, comme il est défini dans le Règlement 52-109 (*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). Au 31 décembre 2021, ils ont évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la commission Treadway. À la suite de cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Au cours de l'exercice, aucune modification n'a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir eu, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Principales méthodes comptables et actuarielles

Les états financiers consolidés sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour plus d'information au sujet des principales méthodes comptables, voir la note 2 des états financiers consolidés de la société.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction. Les estimations et les hypothèses font périodiquement l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des circonstances et des faits pertinents et les changements sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle la révision est effectuée ainsi que dans les périodes ultérieures touchées par les révisions. Les estimations et les jugements les plus importants ont trait à la classification des contrats et à la détermination des passifs relatifs aux polices.

Autres éléments

Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées sont décrites à la note 28 des états financiers consolidés de la société.

Garanties, engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut fréquemment plusieurs types de contrats ou d'ententes qui peuvent, dans certains cas, être considérés comme des garanties, des engagements ou des éventualités.

Au 31 décembre 2021, les obligations contractuelles et les engagements de la société s'établissaient comme suit :

Obligations contractuelles – Paiements exigibles par périodes

(En millions de dollars)	Au 31 décembre 2021			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Déventures	1 450	250	—	1 200
Obligations locatives	123	21	60	42
Obligations d'achat	341	90	251	—
Autres obligations à long terme	3 864	2 508	794	562
Total des obligations contractuelles	5 778	2 869	1 105	1 804

Pour de l'information additionnelle concernant les engagements envers des tiers, les engagements de placement et les marges de crédit bancaires de la société, se référer à la note 29 des états financiers consolidés.

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Cotes de crédit

Trois agences de notation indépendantes, soit Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best, accordent des cotes de crédit à la société et à ses filiales. Ces cotes, présentées au tableau ci-dessous, traduisent la solidité financière de la société et de ses filiales de même que leur capacité de respecter leurs engagements à l'égard des titulaires de polices et des créanciers.

En 2021, les cotes accordées par Standard & Poor's et A.M. Best sont demeurées inchangées, et ce, avec une perspective stable.

En mars 2021, DBRS Morningstar a haussé la cote de crédit de l'émetteur de iA Société financière, la faisant passer de A (low) à A, et la cote des débetures subordonnées, qui est passée de BBB (high) à A (low). Elle a également haussé la cote de crédit de l'émetteur et la cote de solidité financière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers de A (high) à AA (low), la cote des débetures subordonnées de A à A (high) et celle des actions privilégiées non cumulatives, de Pfd-2 (high) à Pfd-1 (low). Ces augmentations reflètent les efforts déployés par la société au cours des dernières années pour améliorer son profil de risque, en particulier sa sensibilité aux risques liés aux marchés, et opérer un virage vers des produits moins exigeants en capitaux. Soulignons que, du côté de DBRS Morningstar, les cotes ne sont désormais plus sous révision avec implications positives où elles avaient été placées en décembre 2020, mais assorties d'une perspective stable.

Cotes de crédit

iA Société financière inc.

Agence	Type d'évaluation	Cote de crédit
Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Débetures subordonnées	A-
DBRS Morningstar	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Débetures subordonnées	A (low)

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	AA-
	Cote de solidité financière	AA-
	Débetures subordonnées	A+
	Actions privilégiées – Échelle canadienne	P-1 (Low)
	Actions privilégiées – Échelle mondiale	A
DBRS Morningstar	Solidité financière	AA (low)
	Cote de l'émetteur	AA (low)
	Débetures subordonnées	A (high)
	Actions privilégiées	Pfd-1 (low)
A.M. Best	Solidité financière	A+ (Superior)
	Cote de crédit de l'émetteur	aa- (Superior)
	Débetures subordonnées	a
	Actions privilégiées	a-

Entités de IA American (IA American Life Insurance Company, American-Amicable Life Insurance Company of Texas, Pioneer Security Life Insurance Company, Pioneer American Insurance Company, Occidental Life Insurance Company of North Carolina)

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a (Excellent)

Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a+

Dealers Assurance Company

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a

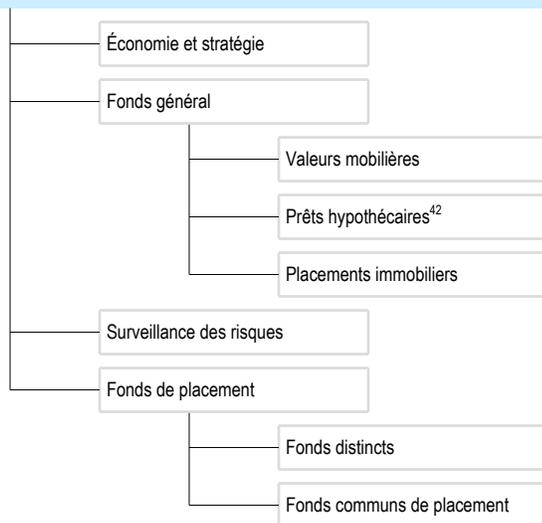
▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Placements

Description du secteur

Le secteur des Placements a deux missions principales : gérer les actifs du fonds général de la société et les fonds de placement offerts à la clientèle. Toutes les activités de placement de la société, y compris celles liées aux Affaires américaines, relèvent d'une seule et même autorité et partagent une philosophie commune. La structure de gestion des Placements est illustrée ci-dessous.

VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET CHEF DES PLACEMENTS



La plupart des professionnels des placements de iA Groupe financier voient à la répartition des actifs et à la sélection des titres du fonds général ainsi qu'à celles de plusieurs fonds distincts et fonds communs de placement, en plus d'effectuer la supervision de tous les gestionnaires externes.

Les experts rattachés au fonds général gèrent une gamme diversifiée de placements, dont des obligations, des actions, des prêts hypothécaires, des placements immobiliers, des placements à court terme et des produits dérivés.

L'équipe de surveillance des risques a pour mandat de développer une vision globale de la gestion et du suivi des différents risques d'investissement (taux d'intérêt, marchés boursiers, taux de change, crédit, liquidités, etc.) ainsi que des fonds de placement et des risques actifs. En plus de quantifier ces risques, l'équipe participe à l'établissement de stratégies qui permettent de les gérer efficacement.

Approche d'investissement durable

La *Politique d'investissement responsable*, la *Politique de développement durable* et la *Politique sur le vote par procuration* fournissent des orientations quant à la façon dont nos équipes de placement intègrent les considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) aux activités d'intendance et de gestion des placements, de façon cohérente et exhaustive.

Lorsque les actifs sont gérés en interne, les gestionnaires de portefeuilles et les analystes de l'Industrielle Alliance, Gestion de placements inc. (iAGP) sont tenus d'adhérer aux principes directeurs de la *Politique d'investissement responsable*, et d'intégrer les considérations en matière de ESG au processus d'investissement. iAGP évalue régulièrement l'application de la *Politique* dans l'ensemble de ses portefeuilles. Lorsque les actifs sont gérés par un gestionnaire externe, nous examinons sa politique et ses pratiques d'investissement responsable, tant dans le cadre du processus de sélection que sur une base régulière et continue.

⁴² La société s'est retirée du marché des prêts hypothécaires résidentiels en 2020. Le portefeuille de prêts hypothécaires est désormais constitué de prêts multirésidentiels et non résidentiels.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Actif sous gestion et sous administration[□]

iA Groupe financier gère et administre des actifs qui totalisaient 221,2 milliards de dollars au 31 décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 23,7 milliards de dollars, ou de 12 %, par rapport à l'année précédente.

Actif sous gestion et sous administration

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Actif sous gestion [□]					
Fonds général	55 082	53 661	45 280	39 760	37 789
Fonds distincts	39 577	32 804	27 868	23 781	24 117
Fonds communs de placement	13 955	11 393	11 594	10 833	11 723
Autres	2 862	3 797	15 500	14 721	15 123
Total partiel	111 476	101 656	100 242	89 094	88 753
Actif sous administration [□]	109 687	95 830	89 246	79 678	80 787
Total	221 163	197 486	189 488	168 772	169 540

L'actif sous gestion, qui regroupe notamment les sommes du fonds général, des fonds distincts et des fonds communs de placement, ainsi que certains actifs gérés pour des tiers (catégorie « Autres »), a augmenté de 10 % si on compare à l'année 2020 et atteignait 111,5 milliards de dollars au 31 décembre 2021.

L'actif sous administration était pour sa part de 109,7 milliards de dollars au 31 décembre 2021, en hausse de 14 % par rapport à l'année précédente. L'actif sous administration comprend essentiellement les actifs de tiers qui sont administrés par l'entremise des sociétés de courtage en fonds communs de placement (Investia Services financiers⁴³) et en valeurs mobilières (iA Gestion privée de patrimoine⁴⁴) de même que par la société de fiducie (iA Fiducie).

Fonds général

Placements du fonds général

L'objectif de la société est de gérer avec rigueur et prudence les placements en recherchant l'équilibre entre l'obtention de bons rendements et le contrôle des risques. En plus de maintenir une saine diversification des placements, tant en ce qui regarde les émetteurs et les secteurs d'activité qu'en ce qui regarde les régions géographiques, la société surveille étroitement l'appariement et elle s'assure de maintenir en tout temps un niveau suffisant de liquidités. Pour plus d'information sur le risque de liquidité et sa gestion, ainsi que sur le processus d'appariement et les mesures prises par la société pour atténuer les risques liés à ce processus, se référer à la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

La majeure partie de l'actif des fonds lié aux activités d'assurance et de rentes est principalement investie dans des titres à revenu fixe, comme les obligations, et, dans une moindre mesure, dans des titres de participation (actions). L'actif lié au capital est pour sa part investi dans des titres à revenu fixe et dans des actions privilégiées.

Composition des placements du fonds général

À la fin de l'année 2021, 72 % des placements de la société étaient investis dans des obligations et 6 % dans des prêts hypothécaires et autres prêts, pour un total de 78 % dans des titres à revenu fixe. La proportion des titres à revenu fixe a oscillé entre 77 % et 79 % au cours des cinq dernières années, tandis que la proportion des actions a varié entre 7 % et 11 %.

Placements du fonds général

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Obligations	32 893	32 099	27 509	23 592	22 944
Prêts hypothécaires et autres prêts	2 922	2 802	3 870	3 661	3 288
Actions	3 906	3 286	3 024	3 055	3 467
Immeubles	1 870	1 916	2 077	1 721	1 341
Autres placements	4 060	5 045	3 440	2 550	2 782
Total	45 651	45 147	39 919	34 579	33 822

⁴³ Le 1^{er} juillet 2021, Investia Services financiers inc. et FundEX Investments Inc. ont fusionné pour former une entité unique du nom d'Investia Services financiers.

⁴⁴ Depuis le 18 janvier 2021, iA Gestion privée de patrimoine est la nouvelle image de marque qui remplace les marques iA Valeurs mobilières et Patrimoine Hollis.

□ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Placements par catégories d'actifs

	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Portefeuille	45,7 G\$	45,1 G\$
Obligations	72 %	71 %
Prêts hypothécaires et autres prêts	6 %	6 %
Actions	9 %	7 %
Immeubles	4 %	4 %
Autres	9 %	11 %

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

Qualité générale des placements

Au 31 décembre 2021, le montant des placements douteux nets était de 17 millions de dollars, comparativement à 31 millions de dollars un an plus tôt. Sur un portefeuille de 45,7 milliards de dollars, cela représentait 0,04 % des placements totaux (0,07 % au 31 décembre 2020). Cette diminution est attribuable à la cession d'une obligation de société qui a subi les effets de la pandémie et pour laquelle une provision a été prise en 2020.

La qualité globale des placements est demeurée très bonne en 2021.

Placements douteux nets (excluant les prêts assurés)

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Obligations	17	31	10	13	15
Prêts hypothécaires et autres prêts	—	0	1	3	8
Total	17	31	11	16	23

Les placements douteux nets sont composés des obligations et des prêts hypothécaires conventionnels en souffrance depuis trois mois ou plus, des prêts restructurés ainsi que d'autres prêts en défaut, et ils tiennent compte des provisions spécifiques pour pertes comptabilisées en contrepartie de ces éléments d'actif.

Placements douteux nets en pourcentage des placements totaux

(%)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Placements douteux nets	0,04	0,07	0,03	0,05	0,07

Pour l'ensemble du portefeuille de placements, les moins-values non réalisées sur les titres de sociétés à revenu fixe classés comme disponibles à la vente s'élevaient à 35,5 millions de dollars au 31 décembre 2021 (0,2 million de dollars au 31 décembre 2020).

Portefeuille d'obligations

La société possède un portefeuille obligataire de grande qualité qui totalisait 32,9 milliards de dollars au 31 décembre 2021.

Conformément aux règles définies dans les politiques de placement, la société investit en très grande partie dans des obligations dont la cote de crédit est de niveau BBB faible ou supérieur au moment de leur acquisition, selon la cote de crédit attribuée par l'une des agences de notation reconnues. Dans les cas où aucune évaluation n'est disponible de la part d'une agence de notation, la société procède, à l'interne, à une évaluation de la qualité des titres en question.

La proportion des titres obligataires de qualité A ou supérieure se situait à 80 % du portefeuille d'obligations à la fin de 2021, comparativement à 83 % à la fin de 2020. Au 31 décembre 2021, les titres cotés BB et moins (titres à haut rendement) représentaient 309 millions de dollars (0,9 % du portefeuille d'obligations), comparativement à 317 millions de dollars au 31 décembre 2020 (1,0 % du portefeuille d'obligations).

Obligations par cotes de crédit

	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Portefeuille	32,9 G\$	31,2 G\$
AAA	5 %	6 %
AA	41 %	47 %
A	34 %	30 %
BBB	19 %	16 %
BB et moins	1 %	1 %

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

En plus d'investir dans des obligations émises par voie de placements publics (obligations gouvernementales et obligations de sociétés publiques), la société investit aussi dans des obligations émises par voie de placements privés. Ces obligations offrent des possibilités d'investissement qui ne sont généralement pas disponibles sur le marché public et présentent des caractéristiques de rendement et de risque qui conviennent aux activités d'une société d'assurance vie. Elles permettent également d'avoir un accès plus grand à l'information qui émane des émetteurs. Les obligations émises par voie de placements privés ne bénéficient toutefois pas d'un même niveau de liquidités et sont susceptibles d'être touchées par l'évolution des conditions de crédit dans le marché. Au 31 décembre 2021, les obligations provenant d'émissions privées représentaient 5,8 milliards de dollars, ce qui correspondait à 18 % du portefeuille obligataire (5,4 milliards de dollars, ou 17 % du portefeuille, au 31 décembre 2020).

Portefeuille d'obligations

	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	32 893	32 099	27 509	23 592	22 944
Répartition par catégories d'émetteurs (%)					
Gouvernements	40	47	50	51	52
Municipalités	4	5	5	5	5
Sociétés – émissions publiques	38	31	28	26	26
Sociétés – émissions privées	18	17	17	18	17
Total	100	100	100	100	100

Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

Le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts atteignait 2,9 milliards de dollars au 31 décembre 2021, comparativement à 2,8 milliards de dollars un an plus tôt. En outre, la part du portefeuille titrisé par le biais du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représentait 17 % du portefeuille, soit 485 millions de dollars à la fin de 2021.

Le portefeuille de prêts hypothécaires, à lui seul, constitué de prêts multirésidentiels et non résidentiels, se chiffrait à près de 1,9 milliard de dollars à la fin de 2021 et sa qualité demeurait excellente. Effectivement, le taux de délinquance était nul au 31 décembre 2021. La donnée sur le taux de délinquance tient compte des prêts hypothécaires assurés et non assurés.

Taux de délinquance en pourcentage des prêts hypothécaires

	Aux 31 décembre				
(%)	2021	2020	2019	2018	2017
Taux de délinquance	—	---	0,08	0,09	0,34

Comme le montre le tableau ci-dessous, les prêts hypothécaires assurés ont représenté près des trois quarts du portefeuille de prêts hypothécaires total au cours des récentes années (71 % en 2021).

Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

	Aux 31 décembre				
(%)	2021	2020	2019	2018	2017
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)					
Prêts hypothécaires	1 866	1 892	3 076	2 999	2 719
Autres prêts – financement automobile	1 055	910	794	662	570
Total	2 922	2 802	3 870	3 661	3 288
Répartition des prêts hyp. par types de prêts (%)					
Prêts assurés	71	73	74	76	78
Prêts conventionnels	29	27	26	24	22
Total	100	100	100	100	100
Taux de délinquance des prêts hypothécaires (%)	—	---	0,08	0,09	0,34

La proportion des prêts hypothécaires garantis par des propriétés multirésidentielles s'élevait par ailleurs à 84 % au 31 décembre 2021. Cette proportion demeure au-dessus de 80 % depuis plusieurs années.

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Prêts hypothécaires par types de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Portefeuille	1,9 G\$	1,9 G\$
Résidentielles	—	---
Multirésidentielles	84 %	86 %
Non résidentielles	16 %	14 %

En plus des prêts hypothécaires et autres prêts, la société gère aussi des actifs pour des tiers. Au total, le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts de la société plus les actifs gérés pour des tiers s'élevait à 5,3 milliards de dollars au 31 décembre 2021 (5,1 milliards de dollars au 31 décembre 2020).

Portefeuille d'actions

Au 31 décembre 2021, les placements en titres de participation s'élevaient à 3,9 milliards de dollars, ou à 9 % des placements totaux de la société, comparativement à 3,3 milliards de dollars, ou à 7 %, un an auparavant.

Les placements en titres de participation, ainsi que les actions privilégiées de la société, sont utilisés pour appairer le passif à long terme des contrats d'assurance et pour couvrir des engagements liés à certains contrats d'assurance vie universelle. Le portefeuille d'actions qui sert à appairer les engagements à très long terme a produit un rendement de 19 % en 2021, tandis que les actions privilégiées de la société ont connu un rendement de 12 %. Les actions privées occupent une place de plus en plus importante au sein du portefeuille. Cette catégorie d'actions offre des possibilités de diversification, de rendement et d'appariement des engagements à très long terme.

Portefeuille d'actions par types d'appariements

	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Portefeuille	3,9 G\$	3,3 G\$
Engagements à très long terme	54 %	51 %
Polices universelles	30 %	29 %
Capital (actions privilégiées)	15 %	20 %

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

La stratégie de gestion utilisée pour le portefeuille d'actions tend à optimiser le rendement par l'entremise d'investissements faits dans des actions privilégiées, des actions ordinaires, des indices boursiers et des fonds de placement. La société privilégie une politique de diversification par secteurs industriels et par émetteurs afin de limiter son exposition au risque de concentration et de participer à la croissance de tous les principaux secteurs économiques.

Portefeuille d'actions

	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	3 906	3 286	3 024	3 055	3 467
Répartition par catégories d'actions (%)					
Actions ordinaires et unités de fonds de placement	30	30	27	36	41
Actions privilégiées	18	23	19	16	18
Indices boursiers	5	2	10	10	14
Actions privées	47	45	44	38	26
Total	100	100	100	100	100

Portefeuille immobilier

La société comptabilise les immeubles de placement à la juste valeur. La valeur comptable des immeubles de placement a diminué de 46,2 millions de dollars au cours de la dernière année, pour s'établir à 1,9 milliard de dollars au 31 décembre 2021. La variation de la valeur des immeubles est habituellement attribuable au montant net des acquisitions et des dispositions, à la variation de la juste valeur des immeubles de placement qui ont été réévalués au cours de l'année et, s'il y a lieu, à des dépenses en capital sur certaines propriétés. Les placements immobiliers représentaient 4,2 % du portefeuille de placements total au 31 décembre 2021.

Le taux d'occupation des immeubles de placement se chiffrait à 92 % au 31 décembre 2021, comparativement à 95 % au 31 décembre 2020. Cette diminution est principalement attribuable au départ de deux locataires importants, à Montréal et Toronto, déjà prévu avant le début de la pandémie. Le taux d'occupation est néanmoins demeuré à un excellent niveau et continue de se comparer très favorablement aux taux d'occupation des immeubles locatifs commerciaux des grandes villes canadiennes.

▣ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Les immeubles de bureaux représentent près de 87 % des placements immobiliers.

Le 19 octobre 2021, iA Groupe financier et Canderel ont annoncé la signature d'une entente dans le secteur des placements immobiliers. L'entente confirme que Canderel a été sélectionnée comme partenaire stratégique à qui iA Groupe financier confie la gestion opérationnelle (l'exploitation et la location) et l'entretien de ses actifs immobiliers au Québec. Elle porte sur les opérations de 16 immeubles, 5 à Montréal et 11 à Québec, et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Immeubles de placement

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Valeur comptable du portefeuille	1 870	1 916	2 077	1 721	1 341
Taux d'occupation	92 %	95 %	94 %	95 %	93 %

Immeubles de placement par catégories de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Portefeuille	1,9 G\$	1,9 G\$
Bureaux	87 %	86 %
Commerces de détail	6 %	10 %
Immeubles industriels	2 %	4 %
Immeubles multirésidentiels, terrains et autres	4 %	—

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

Instruments financiers dérivés

La société utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et du crédit. Ces instruments sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt, d'indices de marché et de taux de change, ainsi que de contrats à terme de gré à gré, de contrats à terme standardisés et d'options.

Les instruments financiers dérivés de la société sont utilisés dans le cadre de son programme de couverture dynamique des risques (*hedging program*). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties de capital liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

La société utilise aussi des instruments financiers dérivés dans la mise en place de stratégies d'amélioration de l'appariement des actifs supportant les passifs à long terme en assurance vie ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices d'assurance vie universelle.

La société utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition au risque de devise lorsqu'elle investit dans des actifs qui ne sont pas dans la même devise que les passifs supportés par ces actifs.

La société a une stratégie d'investissement qui utilise des options afin d'obtenir une exposition synthétique aux marchés boursiers tout en réduisant son profil de risque face à des variations macroéconomiques.

Le tableau ci-dessous présente certaines valeurs relatives aux instruments financiers de la société. Pour de l'information additionnelle, se référer à la note 8 des états financiers consolidés de la société.

Instruments financiers dérivés – Juste valeur et exposition

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2021	2020
Juste valeur nette	391	1 083
Montant nominal de référence	30 587	32 318

Autres placements

La catégorie « Autres placements » est constituée de la trésorerie et d'équivalents de trésorerie, des avances sur contrats (la majorité des contrats d'assurance, à l'exception des contrats d'assurance temporaire, permettent aux titulaires d'obtenir une avance sur la valeur de rachat de leurs contrats), d'instruments financiers dérivés, de placements à court terme et d'autres placements. Ces placements totalisaient 4,1 milliards de dollars au 31 décembre 2021 (5,0 milliards de dollars au 31 décembre 2020).

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Fonds de placement (fonds distincts et fonds communs de placement)

Actif des fonds de placement

L'actif des fonds de placement de iA Groupe financier totalisait 53,6 milliards de dollars au 31 décembre 2021 (39,6 milliards de dollars en fonds distincts et 14,0 milliards en fonds communs de placement), ce qui représente une augmentation de 9,4 milliards de dollars par rapport à l'année 2020. La hausse s'explique par l'environnement favorable des marchés financiers, ainsi que par de solides ventes de fonds distincts.

Actif des fonds distincts et des fonds communs de placement

(En milliards de dollars)	Aux 31 décembre				
	2021	2020	2019	2018	2017
Fonds distincts	39,6	32,8	27,9	23,8	24,1
Fonds communs de placement	14,0	11,4	11,6	10,8	11,7

Gamme de fonds

iA Groupe financier propose une gamme de fonds de placement vaste et diversifiée. Au 31 décembre 2021, l'offre de la société comptait plus de 200 fonds destinés à ses clients, et plus de la moitié de l'actif de ces fonds était géré par des équipes de placement internes.

La société a continué d'ajuster son offre de fonds distincts en 2021 en vue d'en accroître la diversité et la complémentarité tout en s'adaptant à la demande de ses clients. Dans le segment des fonds distincts proposés à l'individuel, la société a ajouté deux fonds à revenu fixe, qui procurent une plus grande diversification, y compris l'exposition à des marchés étrangers à revenu fixe. Des fonds exposés aux thèmes d'innovation mondiaux ont aussi été ajoutés pour élargir encore la gamme. De plus, certains fonds de moindre envergure ou qui se recoupaient ont été fusionnés afin de maintenir l'offre à un nombre de produits raisonnable.

Du côté des fonds communs de placement, la filiale Placements IA Clarington a réalisé vingt fusions de fonds et deux résiliations de produits moins en demande ou qui se recoupaient. Elle a également apporté plus de profondeur à sa gamme de fonds d'actions américaines avec le lancement d'un produit de croissance toutes capitalisations américaines, tout en continuant de chercher de potentiels nouveaux produits qui permettraient de répondre aux besoins toujours changeants des clients.

Finalement, dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, la société a enrichi son offre de plusieurs fonds, notamment des fonds d'investissement socialement responsable (ISR) qui couvrent tant les marchés du revenu fixe que ceux des actions canadiennes et mondiales.

Fonds de placement de iA Groupe financier

	Au 31 décembre 2021	
	Actif (Milliards \$)	Répartition de l'actif
Fonds distincts	39,6	74 %
Fonds communs de placement	14,0	26 %
Total	53,6	100 %

Rendements des fonds de placement

En dépit des incertitudes entourant l'évolution de la pandémie, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, l'inflation et la façon dont les banques centrales effectueront la transition entre les politiques accommodantes des dernières années et un cadre d'action plus normal, les marchés financiers se sont bien comportés en 2021. Les marchés boursiers, en particulier, ont offert aux investisseurs d'intéressantes occasions d'acheter lorsque les cours étaient bas pour ensuite les voir atteindre de nouveaux sommets au dernier trimestre de l'année.

Les marchés boursiers nord-américains ont donné le ton, avec des rendements respectifs de 28,7 % et 25,1 % pour les marchés américain et canadien, représentés par les indices S&P 500 et S&P/TSX (résultats en devises locales). Les marchés boursiers internationaux ont aussi fait bonne figure, comme en témoignent les indices MSCI - Monde et MSCI - EAEO, dont les rendements se sont chiffrés à 24,2 % et à 18,7 % pour l'année (devises locales). Les marchés émergents, dont la Chine, ont connu davantage de difficultés, ce qui s'est traduit par un rendement de l'indice MSCI - Marchés émergents de l'ordre de 0,1 % pour la période (devises locales). Du côté des titres à revenu fixe, des résultats négatifs ont été enregistrés sur plusieurs marchés, essentiellement à cause d'augmentations des taux d'intérêt attribuables à l'accroissement des tensions inflationnistes. Ces résultats comprennent l'indice universel FTSE Canada, en baisse de 2,5 % pour l'année.

Dans ce contexte, les rendements d'une très grande majorité de nos fonds se sont avérés très favorables pour nos clients. De plus, lorsque comparés avec ceux de la concurrence, les rendements de nos fonds demeurent supérieurs à la moyenne, et ce, sur plusieurs périodes. Les rendements de l'ensemble des fonds de placement, de même que l'information financière qui s'y rapporte, sont présentés dans les rapports financiers sur les fonds de placement préparés par iA Groupe financier.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Gestion des risques

La section « Gestion des risques » du rapport de gestion comporte certaines des informations exigées en vertu de la norme IFRS 7, intitulée *Instruments financiers : informations à fournir*, des Normes internationales d'information financière (IFRS) portant sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers. Ces informations, qui se trouvent dans les sections ombragées, font partie intégrante des états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, considérant que la norme permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. En raison des renvois qui sont faits aux états financiers, la terminologie utilisée dans cette section est celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

En tant que groupe financier, iA Société financière assume une variété de risques inhérents au développement et à la diversification de ses activités. Elle met ainsi de l'avant une gestion des risques qui s'harmonise avec sa stratégie d'expansion des affaires. L'objectif de la gestion des risques de la société est de générer une valeur maximale durable pour ses clients, ses actionnaires, ses employés et pour la collectivité auprès de laquelle elle demeure activement présente. Plus précisément, la société est soucieuse de procéder à une gestion saine et prudente des risques en promouvant une approche visant l'équilibre entre l'atteinte des objectifs stratégiques et la prise de risque, approche caractérisée par la considération des risques dans la prise de décisions, l'alignement sur les orientations stratégiques et le respect de l'appétit et de la tolérance aux risques. La gestion des risques permet également de veiller à ce que la société réponde à ses engagements envers les titulaires de polices, ses créanciers et les autorités réglementaires.

La gestion des risques de la société repose sur un code de conduite et une culture solides ainsi que sur un encadrement efficace. Dans la mise en œuvre de ses stratégies et de ses décisions d'affaires, la société maintient une vision d'ensemble et fait constamment preuve de prudence afin de protéger sa réputation et la valeur de la société. La société porte aussi une attention particulière à la suffisance de son capital en maintenant un ratio de solvabilité supérieur à celui exigé par les autorités réglementaires.

Principes et responsabilités en matière de gestion des risques

La société définit le risque comme la possibilité que se produise un événement qui aura un impact sur la réalisation de ses objectifs. Une gestion des risques saine et efficace repose sur l'identification, la mesure et l'évaluation, la compréhension et la communication des risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités.

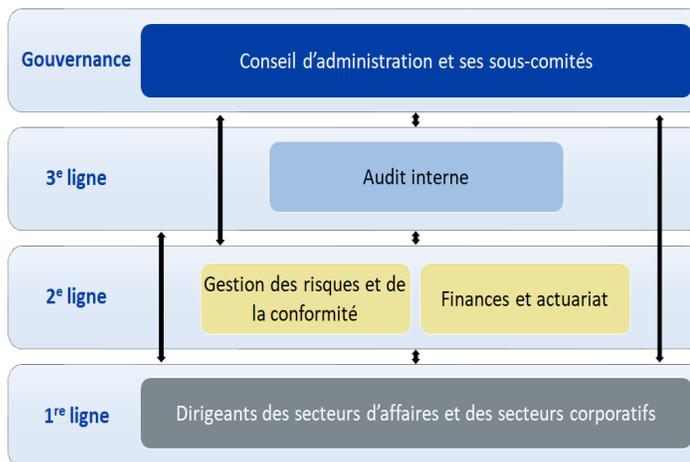
Conformément à ce principe, la société a mis en place un cadre de gestion intégrée des risques qui est appliqué sur une base continue et qui est pris en considération dans l'élaboration des stratégies d'affaires de la société et dans l'ensemble de ses activités.

Le cadre de gestion intégrée des risques a pour but d'identifier, de mesurer, d'évaluer, de comprendre, de gérer et de surveiller les risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités. Le cadre a également pour objectif de définir l'appétit et la tolérance au risque que la société accepte d'assumer afin de réaliser sa stratégie d'affaires en vue d'atteindre ses objectifs. Enfin, le respect du cadre permet d'assurer que les informations pertinentes relatives aux risques sont communiquées et partagées entre les différents intervenants impliqués dans la gestion des risques au moment opportun et sur une base régulière.

Le cadre de gestion intégrée des risques fournit ainsi au conseil d'administration une assurance raisonnable que tous les éléments requis sont en place au sein de l'entreprise pour assurer une gestion efficace des risques. Le respect et l'application du cadre permettent de préserver et de faire rayonner au sein de la société une saine culture de gestion des risques.

Le cadre de gestion intégrée des risques est régi par une politique globale dont le but est de classer et de définir les risques auxquels la société est exposée, de préciser la gouvernance et la structure organisationnelle de la gestion des risques, y compris les rôles et les responsabilités des différents intervenants impliqués dans le processus de gestion des risques, et de repérer les étapes clés de ce processus, notamment en matière d'identification, de mesure, d'évaluation, de communication et de surveillance.

Le schéma ci-après illustre les niveaux de responsabilités à l'égard de la gestion intégrée des risques au sein de la société.



▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

S'appuyant sur une solide culture de risque, l'approche de gestion du risque de la société comprend un modèle de gouvernance des « trois lignes de défense ». L'approche distingue les responsabilités entre ceux qui prennent le risque, ceux qui le surveillent et ceux qui fournissent une évaluation indépendante sur la démarche globale.

En première ligne de défense se retrouvent le président et chef de la direction de même que les dirigeants des secteurs d'affaires et des secteurs corporatifs. C'est à eux qu'incombe la responsabilité de sélectionner et d'exécuter les stratégies d'affaires en s'assurant de respecter l'appétit et la tolérance au risque établi par la société, tout en veillant à un bon équilibre à long terme entre le risque encouru et le rendement généré. Ils sont également responsables d'assurer la mise en application des politiques et des procédures, d'identifier, de communiquer et de gérer les risques qui menacent l'atteinte des objectifs établis dans leurs champs de responsabilités respectifs.

En deuxième ligne se retrouvent les secteurs des Finances et de l'Actuariat, dirigés par le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef, ainsi que les fonctions Gestion des risques et Conformité, chapeautées par le vice-président exécutif et chef de la gestion des risques et par le chef de la conformité. Les fonctions Gestion des risques et Conformité comprennent également la Surveillance des risques d'investissement, la Gouvernance des données et la Sécurité de l'information. Cette deuxième ligne est chargée de coordonner l'application et le respect du cadre de gestion intégrée des risques au sein de la société et de veiller à ce que les politiques et procédures appropriées soient établies et mises en œuvre efficacement par la première ligne de défense. À cette fin, elle coordonne, encadre et soutient la première ligne de défense dans l'évaluation rigoureuse des risques significatifs auxquels la société est exposée. Elle travaille conjointement avec la première ligne pour assurer une gestion prudente et disciplinée en préservant la réputation et la pérennité de la société. Les deux premières lignes de défense ont également la responsabilité de tenir le conseil d'administration régulièrement informé au sujet des principaux risques auxquels la société est exposée et des mesures qui sont prises pour gérer ces risques.

Le chef de la gestion des risques et son équipe travaillent en étroite collaboration avec les autres fonctions de deuxième ligne ainsi qu'avec la première ligne de défense afin d'assurer la promotion d'une culture de saine gestion des risques à travers l'organisation. Sur la base d'une vue holistique des risques et en considérant les interrelations pouvant exister entre ceux-ci, il communique les informations pertinentes à la haute direction ainsi qu'au conseil d'administration.

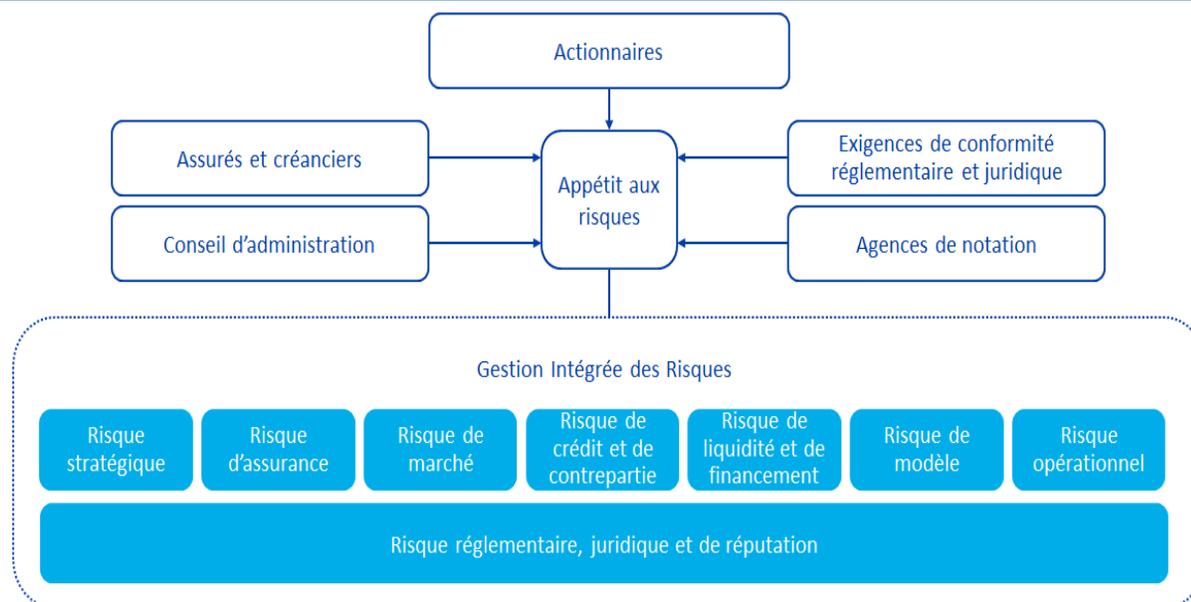
En troisième ligne de défense, l'audit interne évalue l'efficacité du cadre de gestion intégrée des risques, recommande des améliorations aux intervenants impliqués dans le processus et fait état de la situation au comité d'audit du conseil d'administration.

Le conseil d'administration vérifie et approuve la politique globale qui régit le cadre de gestion intégrée des risques ainsi que les modifications qui y sont apportées. Il approuve aussi le niveau de risque global que la société est disposée à assumer ainsi que les seuils de tolérance que la société est prête à accepter afin d'atteindre ses objectifs d'affaires et de croissance.

Le cadre de gestion intégrée des risques est également appliqué dans les filiales de la société. Des liens fonctionnels sont établis entre les fonctions de gestion des risques et de conformité et les responsables de gestion des risques et de conformité dans les filiales.

Il est de plus à noter que les conseils d'administration des filiales, qui sont composés de membres reconnus pour leur expertise dans leurs domaines respectifs ou de cadres supérieurs de la société mère, ont un rôle important à jouer dans la supervision de la gestion des risques.

Cadre de gestion intégrée des risques



Le schéma ci-dessus illustre les catégories de risques auxquels la société est exposée dans la poursuite de ses objectifs stratégiques. Une description sommaire de ces risques et des processus de gestion relatifs à chacun est donnée dans les pages qui suivent.

Chacune de ces catégories de risques peut se manifester sous forme de risques avérés ou de risques émergents. La gestion de ces risques à travers l'organisation est donc modulée en conséquence.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Chacune de ces catégories de risques fait l'objet de stratégies de gestion qui lui sont propres. La gestion de ces risques se trouve aussi soutenue par une solide culture de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. Celle-ci peut se définir comme étant les comportements adoptés par les employés de la société qui observent et mettent en application au quotidien les principes du cadre de gestion intégrée des risques, dans leurs activités quotidiennes et la réalisation de leur mandat. L'ensemble de ces comportements est également encadré par le respect d'un esprit éthique et de transparence dans les décisions prises. Cette culture et ces comportements constituent la base solide et commune des activités de gestion des risques observées dans la société.

Risque stratégique

La haute direction détermine les stratégies et supervise leur exécution. Différents processus clés viennent étayer ces travaux.

- Planification stratégique en conformité avec les niveaux de tolérance au risque définis et les exigences en matière de suffisance du capital
- Examen des stratégies et des risques qui s'appliquent aux principales activités de la société

Le risque stratégique peut découler de mauvais choix stratégiques ou d'une adaptation inadéquate aux changements qui surviennent dans l'environnement commercial, normatif, politique, économique ou technologique.

Risque lié au contexte commercial – Les secteurs de l'assurance et de la gestion de patrimoine sont hautement concurrentiels. Il est possible que des pressions concurrentielles entraînent une augmentation des pressions exercées sur le modèle d'affaires et nuisent à la rentabilité globale de la société. Des changements dans les besoins et les habitudes de consommation des clients pourraient également avoir un impact défavorable sur les résultats de la société si elle ne s'adapte pas adéquatement.

Risque lié au contexte normatif – Les institutions financières sont assujetties à une vaste gamme de lois et de règlements. Des changements liés à ces lois et règlements pourraient entraîner une hausse du temps et des ressources devant être alloués aux développements nécessaires pour assurer la conformité. La société est également exposée au risque lié aux changements aux normes comptables et actuarielles.

Risque lié au contexte politique et social – Un événement ou une décision d'ordre politique pourrait avoir une incidence défavorable sur la pertinence des produits de la société ou sur sa rentabilité.

Risque lié au contexte économique – Un changement à l'environnement économique, telle une dégradation des conditions sur les marchés financiers entraînant une hausse de la volatilité ou une hausse du risque de crédit, pourrait augmenter les pressions sur le modèle d'affaires ou avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, la solidité financière et l'accès aux capitaux de la société.

Risque lié au contexte technologique – Une mauvaise adaptation à un changement dans l'environnement technologique pourrait avoir un impact sur l'intégrité de nos systèmes informatiques et de notre infrastructure technologique ou pourrait, de façon plus générale, perturber la réalisation du plan d'affaires de la société.

Risque lié aux changements climatiques – Les changements climatiques pourraient avoir des impacts défavorables sur les risques d'assurance, de marché et de crédit en faisant augmenter la fréquence et le coût des réclamations ou en détériorant la qualité et la valeur du portefeuille de placements. La société a intégré la lutte contre les changements climatiques à son énoncé de l'appétit pour le risque et utilise les risques liés au climat définis par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques comme fondement de ses évaluations du risque lié au changement climatique. Elle s'est livrée, à l'échelle de l'entité, à une appréciation de l'importance relative des changements climatiques. Les critères d'incidence et de probabilité utilisés ont été harmonisés avec la méthodologie interne d'évaluation des risques organisationnels de iA Société financière, de façon à garantir que les risques liés au climat soient évalués de façon cohérente et proportionnelle aux autres risques. Dans la foulée de son engagement à l'égard des Principes pour l'investissement responsable appuyés par les Nations Unies, la société a publié sa Politique d'investissement responsable, qui comprend une section sur les changements climatiques et les engagements à intégrer des facteurs connexes aux décisions en matière de placement. De plus amples renseignements sur la gestion des risques liés au climat et le cadre de gouvernance peuvent être trouvés dans le *Bilan de développement durable* et le rapport du groupe de travail susmentionné.

Principaux risques stratégiques et émergents

En plus d'assurer une surveillance continue, la haute direction réévalue annuellement, voire plus fréquemment encore, à sa discrétion et en fonction des circonstances, les risques stratégiques connus et émergents. Lors des exercices de planification stratégique organisationnelle et sectorielle menés dans l'ensemble de l'organisation, ces risques sont analysés pour en déterminer les répercussions sur la stratégie de la société et, à l'inverse, déterminer si d'autres stratégies sont nécessaires pour la gestion ou l'atténuation des risques.

Lors de la révision des risques stratégiques et émergents pour l'exercice 2021, les risques identifiés ont été revalidés et les stratégies mises en œuvre pour les gérer poursuivies.

Changements technologiques et dans la relation avec le client – L'arrivée de nouvelles technologies numériques et applicatives, jumelée à l'évolution démographique et aux préférences de nos clients, a mené la société à effectuer des choix stratégiques. À cet égard, l'organisation poursuit sa stratégie numérique de pointe, positionnant l'expérience client et l'expérience des partenaires au cœur de celle-ci.

Risque lié aux changements des conditions économiques – Œuvrant dans le secteur financier, la société dépend en partie des conditions économiques et financières des marchés sur lesquels elle est présente. Dans le contexte complexe et globalisé qui caractérise ces marchés, les conditions économiques peuvent varier subitement et avec un niveau élevé d'amplitude. Pour se prémunir contre ces changements imprévus, la société s'appuie sur un modèle d'affaires équilibré en sélectionnant des stratégies qui lui permettent de se protéger tout en tirant avantage de différents contextes économiques. De par l'équilibre de sa stratégie, la société est donc en mesure de demeurer solvable et prospère et de poursuivre sa croissance à long terme, en dépit de la volatilité des conditions économiques.

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Risque lié à la pandémie de la COVID-19 – Depuis le mois de mars 2020, la pandémie de la COVID-19 a des effets importants et sans précédent sur la société et l'économie. La durée de cette pandémie, l'émergence de nouveaux variants et l'efficacité des mesures gouvernementales déployées pour ralentir la contagion de même que leur incidence sur l'économie demeurent incertaines. Il est donc impossible d'évaluer de façon fiable la durée et la portée des effets que pourrait avoir la pandémie sur les résultats financiers futurs de la société, en raison des incertitudes qui demeurent.

Les effets de la pandémie sur les résultats de la période qui s'est terminée le 31 décembre 2021 sont néanmoins négligeables. Bien que nous ne prévoyions pas d'accroissement des risques liés à la pandémie de la COVID-19, nous demeurons vigilants et continuons de cerner et d'évaluer toute répercussion potentielle au moyen d'enquêtes sur le risque et d'exercices de simulation de crise.

Sécurité des données et cyberrisques – La société porte une attention particulière au risque de vol de données et autres cyberrisques en renforçant en continu son cadre de gestion des risques de cybersécurité (voir la description du mécanisme à la sous-section sur le risque opérationnel).

Risque lié à la mise en application de nouvelles normes comptables – De nouvelles normes IFRS entreront en vigueur le 1er janvier 2023. Bien qu'un programme de transition et que des ressources soient en place pour gérer la mise en application des nouvelles normes, certains risques demeurent. La société surveille étroitement le risque opérationnel et le risque concernant les modèles qu'entraînent IFRS 9 et IFRS 17, considérant que les nouvelles normes exigent d'importantes transformations dans les processus et les systèmes financiers ainsi que dans les modèles actuariels. Des incertitudes demeurent aussi quant au traitement et aux exigences réglementaires en matière de capital, car les lignes directrices ne seront disponibles qu'en cours d'année 2022.

Risque lié aux ressources humaines – Étant donné les multiples initiatives commerciales et réglementaires intersectorielles rivalisant les unes avec les autres pour la même expertise, le risque de pénurie de talents pourrait s'accroître. La société prend des mesures proactives pour atténuer ce risque en améliorant les mesures ciblant les employés (journées mieux-être, initiatives favorisant le maintien en poste, formation, etc.) et en adoptant un modèle hybride souple combinant le travail à distance et en présentiel.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de perte découlant de montants de prestations réelles plus élevés que ceux prévus au moment de la conception et de la tarification des produits. Ce risque est lié aux facteurs de risque suivants :

Comportement des titulaires de polices – Risque de déviation à la baisse (à la hausse) des taux de déchéance par rapport aux hypothèses des produits fondés sur les déchéances (autres produits);

Mortalité – Risque de variation défavorable du niveau, de la tendance ou de la volatilité des taux de mortalité;

Morbidité – Risque de déviation à la hausse (à la baisse) des taux de survenance (taux de cessation) des réclamations d'assurance invalidité ou maladie;

Longévité – Risque de surestimation du taux de mortalité dans les hypothèses de conception et de tarification des produits;

Charges – Risque de variation défavorable des coûts prévus pour la gestion et le traitement des contrats ainsi que les coûts indirects;

Assurance de dommages – Risque de perte découlant de montants de réclamations réelles plus élevés que ceux prévus au moment de la conception et de la tarification des produits d'assurance de dommages;

Le risque d'assurance peut se manifester à différentes étapes de la vie d'un produit, soit lors de la conception et de la tarification des produits, lors de la souscription ou du règlement des réclamations ainsi que lors de l'établissement des provisions mathématiques. La société a mis en place des contrôles et des processus à chacune de ces étapes visant à s'assurer d'une gestion adéquate de ces risques.

Conception et tarification des produits – La société s'est dotée d'une politique de gestion de conception et de tarification des produits en vertu de laquelle sont établies des normes et des directives. Ces normes et ces directives portent sur les méthodes de tarification, la formulation des hypothèses, les objectifs de rentabilité, l'analyse de la sensibilité de cette rentabilité selon divers scénarios, la documentation et la responsabilité des divers intervenants.

Souscription et règlement des réclamations – La société a établi des principes directeurs en matière de risque de souscription et de règlement des réclamations. Ils précisent notamment les niveaux de conservation (ou limites de rétention) de la société. Ces niveaux varient selon le type de protection et les caractéristiques des assurés et sont révisés régulièrement en fonction de la capacité de la société à gérer et à absorber les retombées financières associées à des résultats défavorables en ce qui concerne chaque risque. Une fois les niveaux atteints, la société a recours à la réassurance pour couvrir le risque excédentaire.

Établissement des provisions mathématiques – La société a élaboré une politique qui établit la documentation et les règles de contrôle nécessaires pour veiller à ce que les normes d'évaluation actuarielle de l'Institut canadien des actuaires (ou celles de tout autre organisme pertinent), de même que les normes de la société, soient respectées et appliquées de manière uniforme dans tous les secteurs et dans tous les territoires où la société exerce des activités.

Chaque année, l'actuaire désigné s'assure que l'évaluation des provisions mathématiques est conforme à la pratique actuarielle reconnue au Canada et que la sélection des hypothèses et des méthodes d'évaluation est appropriée.

Sensibilité de la société à certains risques d'assurance – Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de variations défavorables par rapport aux hypothèses prévues à l'égard de certains risques d'assurance.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Baisse du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pouvant résulter de variations défavorables par rapport aux hypothèses prévues

(En millions de dollars)	2021	2020
Risque d'assurance : variation défavorable de 5 %		
Taux de mortalité ⁴⁵	180	179
Taux de déchéance ⁴⁶	205	181
Coûts unitaires ⁴⁷	86	64
Taux de morbidité ⁴⁸	59	65

Des variations favorables par rapport aux hypothèses prévues auraient des incidences de même amplitude, mais en sens inverse.

Pour plus d'information sur la gestion du risque d'assurance, consulter les notes 13 et 14 des états financiers consolidés audités de la société.

Risque de marché

La société est exposée au risque de marché, soit au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un contrat d'assurance ou d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des facteurs de risque de marché. Cette catégorie de risque comprend les facteurs de risque liés aux taux d'intérêt, aux marchés boursiers, aux taux de change et au rendement des actifs alternatifs à long terme.

La société a établi des politiques de placement qui comportent plusieurs mesures quantitatives visant à limiter l'incidence de ces risques. Ces politiques de placement font l'objet d'une révision annuelle et toute modification à ces politiques est soumise à l'approbation du conseil d'administration. La gestion et le respect de ces politiques font l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

Risque lié aux taux d'intérêt – Une des activités de base d'un assureur consiste à investir les primes reçues des clients dans le but d'éventuellement verser des prestations dont l'échéance peut être éloignée dans le temps et incertaine, notamment en ce qui touche les prestations au décès et les versements de rentes. Le risque lié aux taux d'intérêt représente le risque de perte liée à la variation des taux d'intérêt de référence et à la variation des écarts de taux. Il peut survenir si les flux monétaires de l'actif ne peuvent pas être réinvestis à des taux d'intérêt suffisamment élevés par rapport à ceux du passif correspondant, ou si un actif doit être liquidé pour appairer les flux monétaires du passif et qu'une perte de valeur marchande en résulte en raison d'une hausse des taux d'intérêt. Ce risque dépend de la répartition des actifs choisis, de facteurs externes qui influencent les marchés, de la nature des garanties intrinsèques des produits et des options des titulaires de polices.

Afin d'atténuer ce risque, la société a élaboré un processus d'appariement rigoureux qui prend en considération les caractéristiques des engagements financiers liés à chaque type de produit de rente et d'assurance. Parmi les considérations importantes prises en compte dans le processus d'appariement, mentionnons la structure des flux monétaires prévus et le degré de certitude quant à leur échéance, le type de rendement (fixe ou variable), l'existence d'options ou de garanties inhérentes aux actifs et aux passifs, ainsi que la disponibilité d'actifs appropriés sur le marché. Certains passifs peuvent être immunisés dans une très large mesure contre les variations de taux d'intérêt parce qu'ils peuvent être adossés à des actifs offrant une structure de flux monétaires similaire.

Des stratégies d'investissement sont établies selon les caractéristiques des engagements financiers liés à chaque produit. Afin d'illustrer l'application de ces stratégies, les passifs sont divisés en trois grandes catégories, telles que présentées ci-dessous, en fonction de la structure des engagements financiers sous-jacents.

Passifs nets selon le type d'appariement

	Aux 31 décembre			
	2021		2020	
	M\$	%	M\$	%
Passifs immunisés				
Sur base des flux monétaires	9 263	26 %	8 866	25 %
Comptes de la police universelle	1 933	6 %	1 664	5 %
Total partiel	11 196	32 %	10 530	30 %
Passifs non immunisés	24 225	68 %	24 938	70 %
Total	35 421	100 %	35 468	100 %

⁴⁵ La variation défavorable s'exprime en supposant 105 % des taux de mortalité prévus, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

⁴⁶ La variation défavorable s'exprime en supposant 95 % des taux de déchéance prévus pour les produits fondés sur les déchéances et 105 % des taux de déchéance prévus pour les autres produits, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

⁴⁷ Ajustés pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

⁴⁸ La variation défavorable s'exprime en supposant 95 % des taux de cessation prévus lorsque l'assuré est ou devient invalide et 105 % des taux de survenance prévus lorsque l'assuré est actif, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

1) Passifs immunisés sur base des flux monétaires

Cette catégorie représente 26 % des passifs relatifs aux polices et reflète principalement les engagements relatifs aux contrats de rentes et autres contrats d'assurance dont l'échéance est inférieure à trente ans.

L'objectif principal ici ciblé par la société est de minimiser son exposition à la sensibilité liée aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans cette optique, pour les passifs immunisés sur la base des flux monétaires, l'objectif poursuivi par la stratégie d'appariement est de maintenir au plus bas seuil possible la volatilité des écarts pouvant survenir entre les rendements réalisés sur les actifs et ceux prévus pour les passifs. Du côté des passifs, les rendements prévus comprennent les taux d'intérêt crédités aux contrats des clients et les marges pour fluctuations prévues dans l'évaluation actuarielle des passifs relatifs aux polices. Pour assurer un suivi approprié de l'état de l'appariement, les placements sont segmentés par blocs, établis selon la structure des flux monétaires des engagements, et le tout est regroupé par secteurs d'activité. Un examen rigoureux de ces blocs d'appariement est effectué chaque mois et plusieurs techniques sont mises à profit afin d'évaluer la qualité de l'appariement et ainsi guider la sélection des placements.

Afin de mesurer la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt, la société utilise des mesures reconnues par les spécialistes en matière d'immunisation, telles que la durée et la dispersion. Les politiques de placement imposent qu'un écart maximal soit respecté entre le résultat des mesures appliquées aux actifs et le résultat correspondant obtenu pour les passifs. Ces résultats sont communiqués trimestriellement au comité de placement.

La société procède en outre à des analyses de sensibilité pour évaluer les conséquences financières qui résulteraient de divers types de fluctuations de la courbe des taux d'intérêt. Ces analyses sont effectuées à partir de scénarios stochastiques qui permettent de quantifier les risques résiduels pouvant subsister dans les portefeuilles. Des simulations à partir de scénarios prédéfinis sont également analysées afin de mesurer l'incidence de fluctuations spécifiques. Les analyses de sensibilité permettent en outre d'évaluer le comportement des marges de fluctuations futures prévues dans l'évaluation actuarielle des passifs de polices.

De plus, afin de minimiser le risque de réinvestissement qui peut survenir lorsque l'échéance de l'actif ne concorde pas avec celle du passif correspondant, les politiques de placement imposent aussi que les flux monétaires de l'actif tendent à correspondre à ceux des engagements. À cet effet, les politiques fixent des limites relatives et absolues quant à l'importance des flux monétaires nets cumulatifs, et ce, autant pour l'ensemble des blocs d'appariement réunis que pour chacun de ces blocs.

Pour cette catégorie de passifs, l'utilisation d'une approche d'immunisation très stricte permet de conclure que l'incidence sur le résultat net d'une baisse, ou d'une hausse, des taux d'intérêt serait négligeable.

2) Passifs immunisés liés aux comptes de la police universelle

Cette catégorie représente 6 % des passifs relatifs aux polices et comprend tous les passifs liés aux comptes de la police universelle pour lesquels le rendement est déterminé en fonction d'un indice de marché ou d'un indice de portefeuille. Pour ces passifs, l'appariement est réalisé en utilisant des actifs dont les caractéristiques correspondent à celles des engagements, ou à celles de l'indice de référence, de manière à reproduire de façon stricte les rendements crédités aux comptes sous-jacents.

Pour les comptes dont le rendement varie en fonction d'un indice, l'incidence sur le résultat net d'une variation des marchés boursiers appliquée aux actifs serait négligeable, puisqu'une variation équivalente serait appliquée aux passifs correspondants.

3) Passifs non immunisés

Cette catégorie correspond à 68 % des passifs relatifs aux polices de la société et englobe principalement des produits d'assurance individuelle dont les flux financiers ont une structure particulière et pour lesquels il n'est pas possible d'appliquer une stratégie d'immunisation classique. Pour cette raison, la société préconise pour cette catégorie une stratégie de gestion des placements qui vise à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en utilisant les différents leviers disponibles afin de limiter son exposition au risque de réinvestissement.

Pour cette catégorie de passifs, une baisse généralisée des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur le résultat net annuel aux actionnaires ordinaires, principalement en raison de la hausse des passifs relatifs aux polices qu'une telle baisse pourrait entraîner. En effet, à la suite d'une baisse des taux d'intérêt, les flux financiers réinvestis généreraient des revenus de placements plus faibles pour la durée totale des placements. Une baisse des taux d'intérêt pourrait entraîner une révision à la baisse de l'hypothèse de taux de réinvestissement initial (*Initial Reinvestment Rate*, ou *IRR*) alors qu'une baisse soutenue pourrait entraîner une baisse de l'hypothèse de taux de réinvestissement ultime (*Ultimate Reinvestment Rate*, ou *URR*) utilisées pour l'établissement des passifs relatifs aux polices.

La société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance, de titres de participation (actions ordinaires et privilégiées, indices boursiers, options sur indices boursiers et unités de fonds de placement) et d'immobiliers. La répartition par classes d'actifs vise à obtenir un rendement optimal à l'échéance, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des rendements des marchés boursiers. La stratégie tient en même temps compte des contraintes imposées par les politiques de placement, notamment en ce qui a trait à la diversification du portefeuille.

La société utilise également différents leviers. Parmi ces leviers, mentionnons la mise en place d'un programme de billets de cession interne qui permet l'échange de flux monétaires entre les secteurs d'activité et le recours à divers instruments financiers dérivés permettant de réduire le risque de réinvestissement (*IRR*).

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre des stratégies d'amélioration du rendement. Il est à noter que pour atténuer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur ces actifs non adossés à des passifs et sur ses activités de titrisation hypothécaire, la société a utilisé une comptabilité de couverture par l'entremise d'instruments dérivés d'une valeur nominale de 712 millions de dollars en 2021 (860 millions de dollars en 2020). Pour plus d'information à ce sujet, se référer aux notes 7 et 8 des états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2021.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Les tableaux qui suivent donnent un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et sur les autres éléments du résultat global du risque d'appariement et de taux d'intérêt.

Baisse du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pouvant résulter de variations défavorables

(En millions de dollars)	2021	2020
Risque de taux d'intérêt		
Baisse de 25 points centésimaux du taux de réinvestissement initial (<i>IRR</i>) ⁴⁹	(61)	(10)
Baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (<i>JRR</i>)	68	68

Baisse des autres éléments du résultat global pouvant résulter d'une variation des taux d'intérêt

(En millions de dollars)	2021	2020
Risque de taux d'intérêt		
Baisse de 25 points centésimaux des taux de réinvestissement initiaux (<i>IRR</i>) ⁵⁰	(7)	11

Des hausses similaires de l'*IRR*, de l'*JRR* et des taux d'intérêt auraient une incidence similaire à une baisse de même amplitude, mais en sens inverse. La société utilise une variation des taux d'intérêt pour sa sensibilité aux marchés de 25 points centésimaux pour l'*IRR* et de 10 points centésimaux pour l'*JRR* parce qu'elle est d'avis que ces variations de taux d'intérêt sont raisonnables compte tenu de la situation des marchés au 31 décembre 2021.

L'impact de cette variation des taux d'intérêt ne tient pas compte de la protection à l'égard de l'*IRR* dans les provisions mathématiques de la société.

Risque lié aux marchés boursiers – Le risque lié aux marchés boursiers représente le risque de perte liée à la variation des marchés boursiers. La société est exposée à ce risque de diverses manières dans ses activités régulières par l'entremise : 1) des revenus d'honoraires perçus sur les fonds de placement gérés par la société, lesquels sont calculés en fonction de l'actif sous gestion; 2) des revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles; 3) d'un renforcement des provisions mathématiques et 4) du revenu sur le capital généré par les actifs adossés au capital de la société. Pour ces éléments, la société estime qu'une baisse soudaine des marchés de 10 % au 31 décembre 2021 aurait entraîné une diminution de 44 millions de dollars du résultat net et une diminution de 53 millions de dollars des autres éléments du résultat global sur une période de douze mois. Par ailleurs, une baisse de 25 % des marchés boursiers au 31 décembre 2021 aurait diminué le résultat net d'environ 109 millions de dollars et les autres éléments du résultat global de 131 millions de dollars sur une période de douze mois.

Mentionnons qu'à la suite d'une baisse de plus de 35 % des marchés boursiers par rapport à leurs niveaux du 31 décembre 2021, et toutes autres choses étant égales par ailleurs, la société n'aurait plus de marge de manœuvre pour absorber, sans incidence importante sur ses provisions mathématiques relatives aux affaires d'assurance individuelle, une baisse additionnelle des marchés boursiers.

En plus de l'effet sur le bénéfice, une baisse des marchés boursiers peut également avoir un effet sur le ratio de solvabilité de la société.

Sensibilité du ratio de solvabilité aux variations de l'indice S&P/TSX (ESCAP)

	2021	2020
Ratio de solvabilité au 31 décembre [‡]	134 %	130 %
Indice S&P/TSX au 31 décembre	21 223	17 433
Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 110 %	n. d.	2 900
Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 100 %	n. d.	n. d.

Il est à noter que pour mesurer sa sensibilité aux marchés boursiers, la société a examiné l'incidence d'une variation de 10 % de ceux-ci à la fin de 2021, estimant qu'une variation de cet ordre était raisonnable dans le contexte actuel des marchés. Toutefois, afin de tenir compte de la possibilité qu'une variation des marchés boursiers supérieure à 10 % puisse donner lieu à des effets qui ne soient pas linéairement proportionnels, la société a aussi mesuré l'incidence d'une variation de 25 % des marchés.

Les fonds distincts représentent pour la société une exposition importante au risque de baisse des marchés boursiers. Afin d'atténuer une partie du risque lié à cette exposition, la société a mis en place un programme de couverture dynamique dont la description est donnée un peu plus loin dans cette section.

Un fonds distinct est un type d'investissement semblable à un fonds commun de placement, mais généralement assorti d'une garantie en cas de décès et d'une garantie à l'échéance. De plus, pour certains produits, une garantie peut s'appliquer lors d'un retrait partiel. En raison de la volatilité inhérente aux marchés boursiers, la société est exposée au risque que la valeur marchande des fonds distincts soit inférieure à leur valeur minimale garantie au moment où la garantie devient applicable et qu'elle doive alors compenser l'épargnant pour la différence, sous la forme d'une prestation. Afin d'avoir un aperçu de son exposition au risque lié aux garanties des fonds distincts, la société détermine le montant net au risque, c'est-à-dire l'excédent de la valeur minimale garantie sur la valeur marchande de l'ensemble des contrats qui se retrouvent dans cette situation à un moment donné dans le temps. Le montant net au risque ne constitue pas comme tel un montant de prestation à verser, car, en réalité, les prestations qui pourraient devoir être versées ultimement dans l'avenir dépendront de diverses éventualités, dont le rendement des marchés ainsi que la longévité et le comportement des titulaires de contrats.

⁴⁹ Ces estimations ne considèrent aucune mesure compensatoire qui aurait pour effet d'atténuer l'incidence d'une baisse des taux d'intérêt. La société pourrait notamment reconsidérer la répartition investie dans chacune des classes d'actifs qui appartiennent les engagements à très long terme.

⁵⁰ Exclut toute révision à la baisse de l'*IRR* ou de l'*JRR*

[‡] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Le tableau suivant montre des informations concernant l'actif des fonds distincts sous gestion dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

Gestion de patrimoine individuel
Actif des fonds distincts sous gestion

(En millions de dollars)	2021	2020
Actif sous gestion ⁵¹	24 722	19 240
Valeur minimale garantie	18 916	15 709
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties significatives ⁵¹	7 366	7 140
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties minimales ⁵²	17 356	12 100

La totalité des contrats qui comportent des garanties significatives font partie du programme de couverture. La société assume 10 % du risque pour les garanties à l'échéance de certains de ces contrats émis préalablement à la mise en place du programme de couverture. Le risque des garanties au décès ainsi que celui des garanties minimales est limité et la société a décidé de ne pas les inclure dans son programme de couverture dynamique.

Le programme de couverture dynamique consiste, pour la société, à vendre à découvert des contrats à terme normalisés sur indices boursiers négociés à la bourse ainsi qu'à conclure des ententes relativement à des contrats à terme sur devises négociés à la bourse, des swaps de taux d'intérêt et des swaps internes de rendement total sur indices négociés à la bourse. Ce programme permet de couvrir en bonne partie la sensibilité du résultat net au rendement des fonds obligataires et des fonds d'actions ainsi qu'à la variation des taux d'intérêt découlant des garanties liées aux fonds distincts. Afin que la stratégie établie par la société couvre adéquatement les risques liés aux garanties couvertes, un rééquilibrage dynamique des instruments de couverture est effectué en fonction de l'évolution des conditions des marchés financiers. Ainsi, les variations de la valeur économique du passif sont compensées en très grande partie par les variations des actifs détenus dans le cadre du programme de couverture dynamique.

Dans le cadre du programme de couverture dynamique, la valeur du passif relatif aux garanties est mise à jour plusieurs fois par jour afin de refléter les différences entre les résultats réels et l'expérience prévue. Dans le processus de calcul de l'expérience prévue, la société utilise certaines hypothèses, notamment concernant la longévité des titulaires de polices et les rachats éventuels. L'hypothèse concernant les rachats comporte cependant certaines limites. Le moment et l'ampleur des retraits et des transferts de fonds effectués ne peuvent pas, en effet, être couverts à l'aide d'instruments financiers dérivés puisqu'ils dépendent des décisions prises par les titulaires de contrats. Une expérience défavorable par rapport à celle prévue peut donc altérer la qualité de la couverture.

Le programme de couverture dynamique n'a pas pour objectif d'éliminer entièrement les risques associés aux garanties couvertes. Plusieurs éléments peuvent avoir une incidence sur la qualité de la couverture et entraîner éventuellement un gain ou une perte à l'état des résultats. Le programme de couverture dynamique comporte, dans son processus même, certains risques qui peuvent limiter son efficacité, notamment les risques suivants :

- Le programme s'appuie sur le rééquilibrage dynamique des instruments de couverture dérivés. Une diminution de la liquidité de ces instruments entraînerait une incidence défavorable sur l'efficacité du programme;
- L'utilisation d'instruments dérivés de couverture comporte un risque de contrepartie qui est atténué par l'existence d'ententes avec garanties et dont le règlement net s'effectue sur base quotidienne;
- Il peut survenir un écart favorable ou défavorable entre les rendements réalisés sur les fonds distincts et ceux réalisés sur les positions de couverture détenues pour couvrir les garanties associées à ces fonds.

Au cours des huit derniers trimestres, l'efficacité trimestrielle de notre programme de couverture dynamique a évolué entre 86 % et 96 % en fonction notamment de la volatilité des marchés financiers. De plus, son efficacité a été de 93 % depuis sa mise en œuvre en octobre 2010, ce qui est un excellent résultat.

Afin d'assurer une saine gestion du risque de baisse des marchés boursiers, des limites quantitatives et qualitatives d'utilisation des titres de participation sont définies dans les politiques de placement de la société. La composition cible de l'actif sous forme de titres de participation vise à maximiser les rendements de la société et à réduire le risque potentiel lié aux rendements minimaux garantis en vertu des engagements à long terme.

Les politiques de placement permettent à la société d'utiliser des instruments financiers dérivés. L'utilisation de ces derniers doit cependant respecter les limites de risques et les critères de prudence prévus dans les politiques de placement. La cote de crédit de l'institution financière utilisée en contrepartie doit notamment dépasser un certain seuil.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre des stratégies d'amélioration du rendement. L'utilisation d'options sur indices boursiers permet de maintenir une exposition aux marchés boursiers pour les actifs supportant les passifs non immunisés, tout en limitant la perte potentielle. De tels instruments ont également été utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique des garanties de fonds distincts ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices universelles.

Risque de change – Le risque de change correspond au risque pour la société de devoir assumer des pertes découlant des taux de change reliés aux devises étrangères auxquelles la société est exposée. La société a adopté comme politique de ne pas conserver de risque important face aux devises. À cet effet, les éléments de passif sont généralement appariés avec des éléments d'actif exprimés dans la même devise, sinon, des instruments financiers dérivés sont utilisés afin de réduire l'exposition nette aux devises. Au 31 décembre 2021, la société n'était pas exposée à un risque de change important.

Risque lié au rendement des actifs alternatifs à long terme – Le risque lié au rendement des actifs alternatifs à long terme représente le risque de perte liée à la variation de la valeur des actions privées, des immeubles, des infrastructures, des terrains forestiers exploitables ainsi que des terres agricoles.

⁵¹ Représente la valeur des actifs sous-jacents à une garantie à l'échéance dont le risque est jugé significatif ou à une garantie de retrait.

⁵² Représente la valeur des actifs pour lesquels le risque des garanties est limité et que la société a décidé de ne pas inclure dans le programme de couverture dynamique.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Afin d'atténuer ce risque, les politiques de placement de la société autorisent des investissements prudents dans le marché immobilier, les actions privées et l'infrastructure à l'intérieur de limites clairement définies, tant globalement que par régions géographiques. Les investissements immobiliers permettent notamment de supporter les engagements à long terme de certains secteurs d'activité, tel celui de l'Assurance individuelle, tout en contribuant à une saine diversification des placements de la société.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit correspond au risque de perte liée à la détérioration de la qualité du crédit (décote) ou au défaut de contreparties. Ce risque provient principalement du crédit accordé sous forme de prêts, de placements privés et d'obligations de sociétés, mais aussi de l'exposition aux instruments financiers dérivés et aux réassureurs qui partagent nos engagements envers les titulaires de polices.

Dans le cadre de ses politiques de placement, la société utilise des produits dérivés, dont des contrats prévoyant l'échange de flux monétaires (swaps) ainsi que des contrats à terme de gré à gré et des options. Ces contrats ne sont pas utilisés à des fins spéculatives, mais à des fins d'appariement et de gestion des risques financiers. Ils visent notamment à atténuer le risque de crédit, de même que les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des marchés boursiers.

Les produits dérivés utilisés dans le cadre du programme de couverture du risque lié aux garanties de capital des fonds distincts exposent la société au risque de crédit en raison de la présence de contreparties impliquées dans ce programme. Comme indiqué précédemment, les institutions financières utilisées en contrepartie des produits dérivés doivent répondre à des critères bien établis et des ententes contenant des biens en garantie pour compenser quotidiennement les marges de variation, selon les normes et standards de l'industrie, ont été établies avec ces institutions de façon à limiter et à contrôler le risque de crédit.

Le risque de crédit peut par ailleurs survenir lorsqu'il y a une concentration des investissements dans des entités présentant des caractéristiques similaires, ou exerçant des activités dans un même secteur ou dans une même région géographique, ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Des renseignements supplémentaires sur le risque de concentration sont présentés à la note 7 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

Les politiques de placement de la société visent à atténuer le risque de concentration en favorisant une saine diversification des investissements, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant une qualité d'émetteurs relativement élevée. Elles imposent notamment des limites par groupes d'émetteurs liés, par secteurs d'activité et par régions géographiques. Ces limites dépendent de la qualité du crédit des émetteurs.

La société dispose d'une politique de crédit spécifique aux placements privés, aux prêts commerciaux et prêts aux particuliers, qui prévoit l'attribution de cotes de crédit internes pour les placements n'ayant aucune cote de crédit attribuée par une agence de notation reconnue. La politique et les procédures en place établissent des critères de sélection et définissent les limites d'autorisation du crédit selon l'envergure et le degré de risque. Afin de gérer le risque de crédit lié à ces placements, la société peut exiger des sûretés, notamment pour les hypothèques immobilières, résidentielles ou commerciales. Finalement, bien que les ententes de réassurance permettent à la société de récupérer auprès des réassureurs la portion cédée des demandes de règlement qui lui sont présentées, la société demeure responsable en premier lieu de ses engagements envers ses titulaires de polices et elle est par conséquent exposée au risque de crédit lié aux montants cédés aux réassureurs. Cette catégorie de risque inclut le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité résultant des activités de réassurance. Pour limiter ce risque, la société applique les processus et critères prévus dans sa politique de gestion du risque lié à la réassurance tels que mener la revue diligente des réassureurs sélectionnés, limiter la concentration des risques et effectuer des tests de sensibilité.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour honorer ses obligations financières.

Ce risque est géré par l'entremise d'un appariement des éléments d'actif avec les engagements financiers et d'une gestion rigoureuse de la trésorerie. Par ailleurs, afin de maintenir un niveau approprié de liquidités, la société s'assure qu'une bonne proportion de ses éléments d'actif soit détenue dans des titres facilement négociables.

L'utilisation des instruments dérivés nécessite l'envoi de titres en garanties à des chambres de compensation et aux contreparties d'instruments dérivés afin d'atténuer le risque de crédit. Des simulations sont effectuées afin de mesurer les besoins de liquidités qui pourraient survenir à la suite de chocs sur les taux d'intérêt et sur les marchés boursiers afin d'évaluer le niveau d'actifs liquides à maintenir pour satisfaire aux exigences.

En plus des besoins mentionnés précédemment, la société doit prévoir des liquidités supplémentaires en raison des possibilités de résiliation et de rachat des contrats et de pandémie. Plusieurs scénarios sont analysés afin de s'assurer que la société sera en mesure d'honorer ses engagements dans diverses situations de tension jugées très défavorables pour la société.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la société juge que son niveau de liquidités actuel est adéquat.

Risque concernant les modèles

Bien que l'utilisation de données et de modèles génère de la valeur pour la société et présente des occasions importantes, dans le futur, avec l'intelligence économique et l'intelligence artificielle, elle pose aussi le risque qu'une perte survienne ou que des décisions inappropriées soient prises en raison de faiblesses ou de limites de la modélisation, d'une mise en œuvre ou d'une utilisation inadéquate, de données inexacts ou inappropriés ou d'hypothèses incorrectes. Pour réduire ce risque, un guide de conception des modèles a été mis à la disposition des différents secteurs de la société. Ce guide vise à appuyer les propriétaires de modèles dans la détermination des risques concernant les modèles et à permettre la normalisation de l'approche à l'échelle de la société.

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel désigne le risque de perte résultant de lacunes ou d'erreurs attribuables aux processus, aux personnes, aux systèmes ou à des événements externes.

Ce risque existe dans toutes les sphères d'activité de la société. Il peut être lié à l'information financière, aux ressources humaines, à la fraude, à la protection des données, aux technologies et à la sécurité de l'information, à l'exécution des processus, aux relations d'affaires avec les clients, à des événements externes ou, encore, aux ententes contractuelles avec des fournisseurs. L'impact pour la société en cas de réalisation de l'un de ces risques peut notamment prendre la forme de pertes financières, de perte de position concurrentielle ou d'une atteinte à la réputation. En plus des mitigations réalisées par la gestion des risques sur l'ensemble des procédures et processus, le plan de continuité lié à une cellule de crise prédéfinie permet de réduire ce risque résiduel.

Pour gérer le risque opérationnel, la société met l'accent sur des pratiques de gestion proactives en s'assurant que des contrôles internes efficaces et appropriés sont mis en application et en déployant un personnel compétent et bien formé à tous les échelons. La société s'assure en outre de réviser ses politiques et de resserrer ses normes, lorsque approprié, afin de tenir compte de l'évolution de ses activités et de son environnement.

De plus, par son cadre de gestion intégrée des risques et son cadre de gestion du risque opérationnel, la société rend imputable chaque gestionnaire en lui demandant de confirmer le respect aux procédures en place, la façon dont ce respect des procédures est vérifié ainsi que la mise à jour des politiques et procédures. Les risques pouvant survenir sont également évalués et quantifiés ainsi que les mesures pour gérer les risques les plus importants.

Information financière – La société maintient de plus un programme d'évaluation continue des contrôles afin d'émettre l'attestation exigée par les autorités de surveillance quant à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires de la société (attestation relative au Règlement 52-109). En vertu du programme, les dirigeants de chaque secteur d'activité évaluent et testent les contrôles existants dans leur secteur. Une équipe désignée vérifie ensuite la qualité des contrôles et la conclusion de l'évaluation des gestionnaires. Un rapport sommaire est soumis annuellement au comité d'audit qui rend compte des résultats de l'évaluation au conseil d'administration. L'attestation à l'égard de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires est déposée trimestriellement dans la forme prescrite par les autorités réglementaires. Cette attestation est disponible sur SEDAR et sur le site Internet de la société.

Ressources humaines – La compétence des ressources humaines est un facteur essentiel dans la mise en œuvre des stratégies commerciales et de la gestion des risques opérationnels. À cet égard, la société dispose d'un code de conduite professionnelle, de politiques, de bonnes pratiques ainsi que de processus bien définis en matière de rémunération, de recrutement, de formation, d'équité en emploi, de diversité et de santé et sécurité au travail. Conçues de manière à attirer et à retenir les meilleurs candidats à chacun des échelons de l'organisation, ces politiques sont maintenues à jour. La société se préoccupe par ailleurs de la qualité de vie des employés, notamment en offrant des programmes qui font la promotion d'un mode de vie sain ou en adoptant diverses mesures destinées à améliorer le cadre de travail.

Protection des renseignements personnels – L'utilisation des technologies émergentes rend plus complexe la protection des renseignements personnels. Si l'analytique des données permet d'assurer un meilleur service auprès des clients, la croissance de données disponibles et les risques qui les entourent sont pris en charge par l'ensemble des acteurs au sein de la société. Les risques liés aux renseignements personnels sont multiples et peuvent aller de l'utilisation non éthique des données recueillies au vol d'identité, que ce soit par divulgation accidentelle ou par piratage. Tous ces différents risques sont mitigés par une saine gouvernance entourant le cycle de vie de toute donnée sensible. Une sensibilisation continue de tous les employés et partenaires permet, en outre, de maintenir un haut niveau d'engagement à cet égard. Le tout est appuyé par une attention accrue portée à la sécurité des dispositifs. La société met en œuvre des politiques et directives encadrant la gouvernance et l'utilisation des données. Elle s'efforce de respecter des normes éthiques et morales élevées, en plus de satisfaire à toute exigence légale à ce sujet. Elle continue d'innover au chapitre des outils ou des pratiques pour mieux protéger l'ensemble de ses partenaires et clients.

Technologies de l'information et de la communication et cybersécurité – Des technologies de l'information et de la communication (TIC) fiables, la sécurisation des informations et des données performantes sont essentielles pour une exécution réussie du processus d'affaires. La société porte une attention particulière à cet aspect. Un plan complet vise à contrôler le risque de défaillance des TIC et permet de diminuer les risques. Il s'appuie sur les meilleures pratiques et les normes reconnues relatives aux technologies de l'information, à la sécurité de l'information et à la gestion des données. La gestion de ces risques fait l'objet de révisions régulières afin de l'adapter à l'évolution des technologies, des règlements et aux besoins de la société.

L'évolution des besoins d'affaires dans le marché de l'assurance et des services financiers accélère le recours aux applications en ligne, aux technologies mobiles et à l'infonuagique. Il s'ensuit une augmentation des risques liés à la sécurité de l'information et des cybermenaces parce que l'élaboration et la mise en place de mesures préventives efficaces sont complexes à maintenir au même niveau que le rythme de progression des attaques du marché. Les techniques de cybercriminalité sont changeantes, sophistiquées et proviennent de sources de plus en plus nombreuses : virus, programmes malveillants, dénis de service, hameçonnage, rançongiciels, exfiltrations, etc.

Les conséquences potentielles pour les entreprises vont de l'interruption de services, en passant par l'accès non autorisé à des renseignements personnels ou à de l'information sensible, jusqu'au vol d'actifs ou de propriété intellectuelle. Il peut en découler de l'atteinte à la réputation, des litiges et d'autres impacts.

Afin d'atténuer les risques liés à la sécurité de l'information et de la cybersécurité, la société a établi et maintient en permanence un bilan de ses risques de sécurité, au fil de l'évolution des cybermenaces, des contremesures et des exigences réglementaires. La société s'est dotée d'un cadre d'autorité de la sécurité de l'information qui précise les rôles et responsabilités en matière de sécurité de l'information. Elle poursuit le déploiement d'un programme d'investissement dans la sécurité de l'information, y compris la mise en place d'un cadre normatif, d'un modèle de référence aligné sur les meilleures pratiques de l'industrie et des moyens et des services technologiques afin d'identifier, de prévenir, de détecter et de résorber les menaces contre ses actifs et ses activités. Ces mesures sont complétées en continu par de la sensibilisation et de la formation en sécurité de l'information dispensées à tous les employés de la société. Finalement, la société souscrit une assurance contre le cyberrisque.

▫ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Continuité des activités – Le programme de gestion de la continuité des activités de la société couvre l'ensemble des risques auxquels elle pourrait être confrontée selon une approche fondée sur les conséquences, et il est adapté au modèle de fonctionnement hybride combinant le travail à distance et en présentiel. La société a mis en œuvre de vastes plans de continuité des activités par l'intermédiaire de ses unités d'exploitation afin de garantir la poursuite de la prestation de services à des niveaux prédéfinis acceptables en cas d'événements susceptibles de perturber ses activités. Les plans de continuité des activités et les procédures connexes sont régulièrement examinés et testés.

Situations spécialement à risque, incidents et gestion de crise – La société et chacune de ses unités d'exploitation disposent d'une structure et de processus visant à faire en sorte que les événements qui pourraient perturber leurs activités soient rapidement cernés et gérés. En fonction de l'importance de ces événements, un comité multidisciplinaire du niveau de la direction supervise la réponse et veille à la cohérence dans l'ensemble de la société.

La société s'est dotée d'un plan de communication détaillé qui vise à protéger l'image de marque de la société en situation de crise et à rassurer le public quant à sa capacité à gérer une telle situation. Ce plan établit les stratégies de communication à privilégier en situation de crise, en vue notamment d'informer le public des causes et des conséquences de la crise, des procédés mis en place pour la résoudre et des mesures prises pour diminuer le risque qu'une situation semblable se reproduise. De plus, une vigie des médias sociaux couvrant l'ensemble des activités de la société est effectuée sur une base continue. Un rapport concernant cette vigie est produit annuellement et un registre des plaintes sur les réseaux sociaux est maintenu.

Risque juridique, réglementaire et d'atteinte à la réputation

La société est assujettie à la réglementation applicable dans les provinces et les territoires du Canada et dans les États où elle exerce ses activités; elle est également supervisée par des organismes de réglementation.

Le risque de non-conformité réglementaire découle de la possibilité que la société ne se conforme pas aux exigences réglementaires auxquelles elle est assujettie et qui sont en vigueur là où elle exerce ses activités.

À cet égard, la société s'est dotée d'une *Politique de gestion des risques réglementaires* de laquelle découle un programme de gestion des risques réglementaires. Le chef de la conformité est chargé de coordonner ce programme au sein de la société et de veiller à ce qu'il soit mis en œuvre et appliqué dans les différents secteurs d'activité.

Pour veiller à la saine gestion du risque de non-conformité réglementaire, la société utilise une méthodologie axée sur l'identification, l'évaluation et la quantification des risques et la mise en place de contrôles pertinents, efficaces et efficaces dans ses activités courantes. Dans son évaluation du risque de non-conformité réglementaire, la société tient compte des impacts potentiels, notamment l'incidence possible sur ses activités et sur sa réputation.

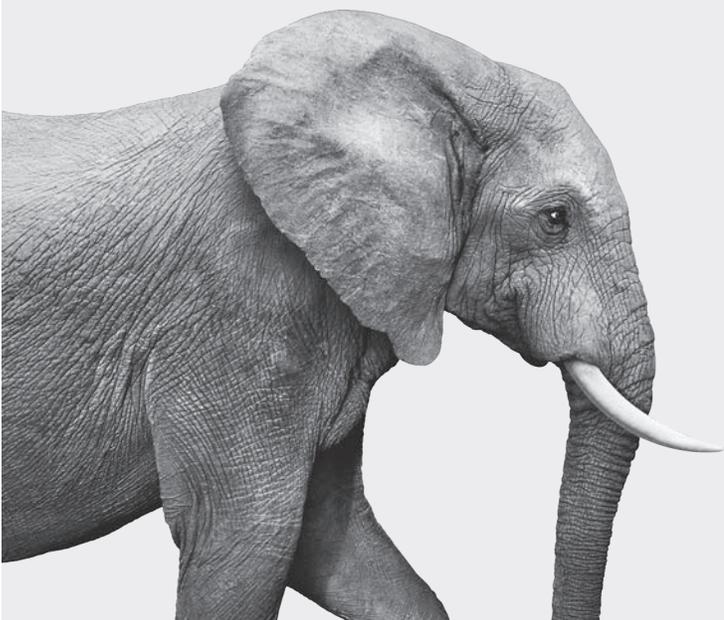
La société effectue la vigie des nouveaux risques réglementaires. Ceux-ci sont communiqués aux secteurs d'activité concernés afin de s'assurer que les contrôles nécessaires au respect de toute nouvelle loi ou directive soient mis en œuvre au moment opportun. De manière plus générale, la société met d'ailleurs l'accent sur une communication soutenue pour rappeler à ses employés l'importance des enjeux liés au respect des lois et des règlements.

La société est aussi exposée au risque de subir une atteinte à sa réputation. Ce risque peut résulter de la réalisation d'un ou de plusieurs des risques appartenant aux différentes catégories. Il pourrait notamment se manifester à la suite d'une négligence ou d'un geste non autorisé posé par un employé ou une autre personne liée à la société, d'un comportement inapproprié d'un de ses représentants ou d'un autre événement pouvant avoir une incidence défavorable, à tort ou à raison, sur la perception du public vis-à-vis de la société et entraîner éventuellement une diminution de la clientèle, des pertes de revenus ou des frais de litiges importants.

■ Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

iA Groupe financier

1080, Grande Allée Ouest
C. P. 1907, succursale Terminus
Québec (Québec) G1K 7M3
Téléphone : 418 684-5000
Sans frais : 1 800 463-6236



ON S'INVESTIT, POUR VOUS.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et l'**Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

ia.ca